

sation est simple – tout est relatif au monde – elle est aussi simple que possible mais elle est aussi suffisante pour assurer un examen normal, sérieux, sans complications inutiles. Il y a en somme trois organes qui interviennent dans le processus de délivrance des brevets. Tout d'abord l'examineur, qui liquide seul les cas clairs, c'est-à-dire ceux qui n'ont suscité aucune opposition. Ses décisions sont d'ailleurs sujettes à recours pour assurer le régime du droit. Puis il y a la section des brevets, composée de trois membres, qui intervient en cas d'opposition car notre examen préalable est doublé d'une procédure d'appel aux opposants. Enfin, vient la section des recours, qui est compétente pour statuer sur les réclamations qui sont formulées contre les décisions des examinateurs et de la section des brevets.

Ces deux sections – brevet et recours – comprennent des juristes et des techniciens qui peuvent même être choisis en dehors de l'administration fédérale. C'est l'ordonnance d'exécution qui déterminera les détails. Par conséquent, cette structure n'est pas aussi compliquée qu'on peut le supposer lorsqu'on se noie dans le détail des articles. Elle est rationnelle. Elle forme d'ailleurs un tout qu'il serait difficile de modifier. Si l'on touchait à l'une de ces dispositions, il faudrait revoir le tout.

La commission unanime vous propose donc d'adopter les dispositions de ce chapitre.

Huber, Berichterstatter: In Artikel 50ff. wird das Verfahren geregelt, das mit der Vorprüfung zusammenhängt und mit der Beschwerde eventuell seinen Abschluss findet. Ich erinnere Sie an das, was ich im Referat zur Frage der obligatorischen Vorprüfungen ausgeführt habe, wo ich Ihnen kurz skizziert habe, wie das Verfahren vor sich geht. Die Auswirkungen im einzelnen finden Sie in den folgenden Artikeln. Ich bestätige, was unser Herr Präsident gesagt hat: Diese Artikel bilden eine Einheit; die Kommission beantragt Ihnen, nicht an einzelnen Artikeln Abänderungen zu treffen, weil sonst der Mechanismus als Ganzes nicht mehr funktionieren könnte. Ich möchte ergänzend nur noch eines erwähnen, um nachher nicht nochmals das Wort verlangen zu müssen: Die Kommission hat in Artikel 55 noch eine Ergänzung beschlossen, die für eine einheitliche Praxis der Beschwerdeinstanzen sorgen soll. Die Beschwerdeabteilungen sind an sich ganz unabhängig voneinander, aber dadurch, dass in Artikel 55 bei abweichenden Beschlüssen der einen Abteilung von der andern ein gemeinsames Vorgehen vorgesehen ist, wo mindestens ein Drittel der Mitglieder jeder Abteilung anwesend sein muss, ist dafür gesorgt, dass dann auch wirklich ein Kompromiss geschaffen wird, an den sich die Abteilungen in der Folge halten.

Art. 51–54

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Angenommen – Adopté

Art. 55

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.
(Die Änderung betrifft nur den französischen Text.)

Abs. 2

Die Vereinigung mehrerer Beschwerdeabteilungen umfasst sämtliche ihnen zugeteilten Mitglieder unter dem Vorsitz des amtsältesten Abteilungsvorsitzenden; damit die Vereinigung gültig verhandeln kann, müssen wenigstens zwei Drittel der Mitglieder jeder Abteilung anwesend sein.

Proposition de la commission

Al. 1

Lorsqu'une section des recours entend déroger à une décision de principe prise par une autre section des recours, elle ne peut le faire qu'avec le consentement de l'autre section ou à la suite d'une décision des sections intéressées. Cette décision est prise sans intervention des parties, elle lie la section qui doit statuer sur le litige.

Al. 2

La réunion de plusieurs sections des recours comprend l'ensemble des membres attribués à chaque section, sous la présidence du président de section le plus ancien; pour délibérer valablement, deux tiers au moins des membres de chaque section doivent être présents.

Angenommen – Adopté

Art. 56 und 57

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Angenommen – Adoptés

Hier wird die Beratung abgebrochen

Ici, le débat est interrompu

Nachmittagssitzung vom 11. Juni 1952 Séance du 11 juin 1952, après-midi

Vorsitz – Présidence: Hr. *Renold*

6109. Brotgetreideversorgung des Landes Ravitaillement du pays en céréales panifiables

Botschaft und Beschlussentwurf vom 31. Juli 1951
(BBl II, 580)

Message et projet d'arrêté du 31 juillet 1951 (FF II, 576)

Antrag der Kommission

Eintreten.

Antrag Duttweiler

Rückweisung an den Bundesrat.

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles.

Proposition Duttweiler

Renvoi au Conseil fédéral.

Berichterstattung – Rapports généraux

M. Piot, rapporteur: Le ravitaillement du pays en céréales panifiables a une place importante dans la constitution de nos réserves alimentaires. Bien que la consommation du pain soit en régression dans notre pays, le pain reste un aliment populaire, il a la valeur d'un symbole; le prix du pain peut également être un élément de trouble ou d'apaisement.

La réserve de 8000 wagons prévues par la loi sur le blé de 1932 est notoirement insuffisante. Cette réserve, trop minime pour les temps de paix, ne saurait convenir dans la période de tension internationale que nous vivons.

Les grands progrès réalisés par la production du blé indigène permettent à celle-ci de couvrir à peu près la moitié de la consommation du pain en Suisse. Nous restons tributaires de l'étranger pour le 50% environ de nos besoins en céréales panifiables.

Le Conseil fédéral estime dans ce domaine ne pas pouvoir abroger l'ensemble des mesures prises sur la base des pleins pouvoirs avant la date fatidique du 31 décembre 1952. Il a jugé utile de prendre à temps les dispositions nécessaires puisqu'il a adressé aux Chambres un message le 31 juillet 1951 avec les propositions sur lesquelles nous sommes appelés à délibérer aujourd'hui. Le Conseil fédéral présente un arrêté constitutionnel de durée limitée pour maintenir: 1. La centralisation de l'importation du blé. 2. Le stockage et la répartition des céréales panifiables. 3. Le prix de la farine et du pain.

1. Centralisation des importations du blé. Le Conseil fédéral estime que le maintien du monopole d'importation du blé reste indispensable tant que la situation internationale restera ce qu'elle est aujourd'hui. Il n'y a pas pour le moment des signes d'amélioration prochaine. Un abandon de la centralisation de l'importation pourrait amener de graves difficultés aux dires du Conseil fédéral.

Les importateurs de céréales ne sont pas de cet avis et estiment que la situation générale et l'état du ravitaillement sur le marché mondial du blé ne justifient plus le maintien du monopole. La solution que les importateurs ont présentée s'est révélée inacceptable pour le Conseil fédéral aussi bien que pour les meuniers. Cette solution tendait à substituer au monopole d'Etat un monopole au profit de quelques importateurs, la base constitutionnelle fait défaut pour cela.

Sur le fond de la question, il est certain que le retour à la liberté des importations rendrait difficile le maintien des mesures applicables à la mouture des céréales et à la réduction du prix du pain. Si, après l'abrogation de la centralisation de l'importation, nous voulions maintenir la réduction du prix du pain et des différents types de farine, une surveillance accrue serait nécessaire, qui entraînerait l'engagement de nombreux contrôleurs supplémentaires.

2. Stockage et répartition des céréales panifiables. Les risques que comporte la situation internationale actuelle ont déterminé le Conseil fédéral à relever, dans une mesure considérable, la réserve fédérale de blé. Les pays d'outre-mer sont nos principaux fournisseurs. L'Europe n'entre en ligne que pour une très faible part dans nos importations.

Il suffirait que nos principaux fournisseurs mettent l'embargo sur nos exportations ou que les ports européens par lesquels nous importons deviennent inutilisables pour que notre ravitaillement en pain soit compromis. C'est donc avec raison que le Conseil fédéral a décidé d'accroître les réserves.

La loi sur le blé dit que la moitié de la réserve fédérale doit être logée par l'administration et l'autre moitié par les moulins de commerce. Il est évident que l'entretien de réserves 4 à 5 fois plus considérables que la réserve légale de 8000 wagons rend indispensable un certain nombre de dispositions concernant l'obligation des meuniers de commerce de loger et de renouveler les stocks. La répartition des céréales entre les meuniers nécessite un contingentement de la meunerie de commerce. Le contingentement est indispensable au maintien du système réglant les prix de la farine et du pain.

Fabrication et vente de la farine et du pain. Depuis 1939, le Conseil fédéral a prescrit la fabrication d'un type de farine à 88% d'où est tiré le pain bis. Le prix de cette farine et de ce pain a été réduit artificiellement à l'aide de subventions à la charge de la Confédération, d'une part, et, d'autre part, par l'augmentation considérable du prix de la farine blanche considérée comme article de luxe. Le prix de la farine blanche est passé de 34 francs les 100 kilos en 1939 à 125 francs. Depuis 1950, sous réserve d'une augmentation du prix du blé sur le marché mondial, la caisse fédérale n'est plus mise à contribution, la taxe grevant la farine blanche fournit les recettes nécessaires à la réduction du prix du pain bis. Compte tenu de la consommation actuelle, on peut évaluer à 35 millions de francs par an le produit de cette taxe au cours des prochaines années. Grâce à cette réglementation, ce sont uniquement les consommateurs de farine blanche et d'articles confectionnés avec ce produit qui contribuent à la réduction du prix du pain. Répétons que l'abrogation totale des prescriptions réglant la fabrication et le prix de la farine entraînerait un renchérissement de 16 centimes par kilo pour le pain bis et de 7 centimes pour le pain mi-blanc.

Tout en reconnaissant leur excellence, ce sont là les arguments du Conseil fédéral, la commission n'a pu d'emblée se rallier aux propositions qui lui étaient présentées.

Le maintien du monopole d'importation des céréales panifiables jusqu'en 1957 lui paraissait difficilement admissible. Le peuple suisse a rejeté deux fois le monopole, en 1926 en refusant la solution avec monopole et en 1929 en acceptant l'article 23bis de la constitution sans monopole. Il semblait à la commission qu'une nouvelle étude de la possibilité de trouver une solution sans monopole devait être entreprise.

La commission a manifesté également son étonnement, face aux lenteurs apportées à la révision de la loi sur le blé en préparation depuis plusieurs années. Elle estimait qu'une bonne partie des

mesures prévues dans les propositions du Conseil fédéral pouvaient être incorporées dans la loi sur le blé, notamment, les dispositions concernant le contingentement de la meunerie, le stockage et l'augmentation de la réserve fédérale de blé.

La commission estime que le contingentement de la meunerie devrait être revu, les années servant de base sont prises sur une période trop courte. La commission s'est demandée également si, pour le stockage du blé, il n'était pas possible de charger l'économie privée de tâches accrues suivant en cela les règles admises pour la constitution de réserves de tout ordre dans notre pays. La péréquation des prix farine blanche - farine bise n'a pas été combattue au sein de la commission. Si, du point de vue social, cette solution paraît équitable, attendu que la farine fleur, le pain blanc et la pâtisserie sont des articles de luxe, il ne faut pas minimiser les abus que cette situation entraîne. C'est une tentation très grande pour les meuniers et pour les propriétaires de bétail de profiter d'un état de choses anormal; le meunier qui extrait de la farine fleur en supplément sans l'annoncer à l'Administration fédérale des blés fait un bénéfice illicite d'environ 50 francs par 100 kg. Le rapport de gestion du Conseil fédéral pour 1950 fait mention que 613 000 kg. de farine fleur n'ont pas été annoncés à l'autorité, pour 1951, c'est 720 000 kg. qui sont annoncés par le rapport de gestion. Ces chiffres impressionnants ne comprennent pas les fraudes non découvertes. Le prix de la farine bise a été au cours des douze derniers mois de 10 à 15 francs par 100 kg. en dessous du prix des principales céréales fourragères: orge et maïs. Il y a profit évident à affourager la farine bise, non seulement au bétail bovin mais aux porcs, aux poules, aux lapins, etc. Il n'est pas possible de déterminer dans quelle mesure cet affouragement existe. Il est interdit d'affourager la farine panifiable mais le producteur peut affourager le blé qu'il est obligé de garder pour son ravitaillement direct et achète du pain sélectionné. On a quelque peine à comprendre.

La consommation du pain bis est très inégale en Suisse, elle atteint à peine le 10% à Genève et au Tessin, moins du 20% dans le canton de Vaud pour s'élever à 40 et 50% dans d'autres régions. Il est constaté en général que ce ne sont pas les économiquement faibles qui sont les principaux consommateurs de pain bis mais les milieux aisés de la population. Au sein de la commission, ces faits ont été relevés, l'avis a été exprimé qu'un relèvement du prix du pain bis de 6 ou 8 centimes par kilo serait supportable et permettrait d'éviter les abus les plus criants. La commission ne s'est toutefois pas prononcée à ce sujet par un vote.

Si la commission a pu, quant au fond, se ranger à l'unanimité à l'avis du Conseil fédéral, il n'en est pas de même en ce qui concerne la forme juridique que celui-ci proposait primitivement d'adopter pour proroger les mesures précitées.

Dans sa première séance, tenue à Nyon, les 16 et 17 novembre 1951, la commission formula déjà quelques réserves à ce sujet mais avant de se prononcer définitivement, elle invita le Conseil fédéral à lui soumettre un rapport sur la possibilité de résoudre à temps, par une révision de la loi sur le blé du 7 juillet 1932, les problèmes soulevés par

l'approvisionnement du pays en céréales. Ce rapport complémentaire lui fut adressé le 22 février 1952. Dans ce document entièrement négatif, le Conseil fédéral fait part de l'échec des pourparlers avec les importateurs en vue de trouver une base de discussion permettant de supprimer la centralisation de l'importation du blé. Le Conseil fédéral expose en outre l'impossibilité de proroger les mesures précitées par la révision de la loi sur le blé, cela faute de base constitutionnelle. Ce point élucidé, il restait encore à déterminer s'il ne convenait pas d'adopter plutôt un arrêté fédéral urgent fondé sur l'article 89bis, alinéa 3, plutôt qu'un arrêté fédéral complétant la Constitution. Dans un premier vote, à titre indicatif, la commission s'est prononcée en faveur d'un arrêté fédéral urgent par 10 voix contre 4.

Dans son message du 31 juillet 1951 comme dans son rapport complémentaire susmentionné, le Conseil fédéral estime qu'il n'y a pas urgence au sens de l'article 89bis, alinéa premier, et que, par conséquent, il serait préférable de ne pas recourir à la procédure d'exception de l'arrêté urgent. Par 6 voix contre 5, la commission adopta, le 20 mars 1952, la proposition suivante:

1. Le Conseil fédéral est invité à poursuivre ses pourparlers avec les intéressés afin de résoudre au mieux les problèmes soulevés par le projet du 31 juillet 1951.

2. La commission attend le dépôt, dès que possible, du projet de révision de la loi sur le blé.

Le Conseil fédéral, donnant suite au vœu de la commission, poursuit ses pourparlers avec les importateurs en vue d'arriver si possible à une solution permettant, d'entente avec les meuniers, de résoudre les multiples difficultés que soulèverait l'abrogation du monopole. Malheureusement, ces pourparlers n'aboutirent à aucun résultat et les meuniers firent savoir à la commission qu'à leur avis il convenait de maintenir la réglementation actuelle des importations tant qu'il ne serait pas possible d'abroger également les dispositions réglant les prix de la farine et du pain.

La commission se réunit donc, pour la quatrième fois, le 27 mai 1952 et dut prendre acte de l'impasse à laquelle avaient abouti les pourparlers avec les principaux adversaires du projet du Conseil fédéral. Elle décida, à l'unanimité, d'entrer en matière et de recommander au Conseil national de se rallier au projet d'arrêté proposé par le Conseil fédéral, tout en lui donnant la forme adoptée pour la prorogation du contrôle des prix. En effet, il s'agit dans les deux cas de maintenir au delà du 31 décembre 1952 certaines dispositions édictées par le Conseil fédéral en vertu de ses pouvoirs extraordinaires. La commission a donc été d'avis qu'il convenait d'adopter pour ces deux projets un régime identique, à savoir un arrêté fédéral complétant la Constitution, pour une durée limitée, et donnant à la Confédération la compétence d'édicter, par une loi soumise au referendum facultatif, des prescriptions destinées à compléter temporairement le régime fondé sur l'article 23bis de la Constitution. Ainsi, à la différence du projet primitif du Conseil fédéral, la compétence de légiférer en la matière ne serait plus attribuée directement au Conseil fédéral lui-même mais l'on rentrerait dans la voie constitutionnelle

normale, la seule qui sauvegarde pleinement les droits populaires. En effet, le souverain sera ainsi appelé non seulement à se prononcer sur l'arrêté complétant la Constitution mais il aura encore la faculté d'accepter ou de rejeter la loi d'exécution, par la voie du referendum facultatif.

D'autre part, la formule adoptée par la commission permettra à l'Assemblée fédérale d'édicter n'importe quelles prescriptions complétant l'article 23 bis de la Constitution, dans les limites énoncées sous lettres a, b et c de l'article premier du projet, alors que le texte primitif du Conseil fédéral prévoyait seulement la faculté, pour celui-ci, de maintenir, en les modifiant au besoin, les dispositions d'économie de guerre édictées antérieurement. La nouvelle solution est donc plus souple que celle du projet du 31 juillet 1951, tout en permettant aux Chambres d'intervenir directement dans l'élaboration de la loi d'exécution.

Cette solution présente toutefois l'inconvénient de retarder quelque peu l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions, de sorte que le projet primitif du Conseil fédéral doit être complété par un article 2 prévoyant, à titre transitoire, que les prescriptions qui subsisteront encore au 31 décembre 1952 demeureront en vigueur jusqu'au 30 septembre 1953. Il s'agit de la centralisation de l'achat et de l'importation des céréales panifiables, des prescriptions sur les prix de la farine et du pain, du contingentement de la meunerie, des prescriptions de mouture et de celles qui concernent l'exportation de farine et de pain. Il y a à cette procédure un deuxième inconvénient à ne pas négliger: elle obligera à promulguer des lois nouvelles, alors que le pays en est déjà saturé. Durant cette période transitoire, le Conseil fédéral devra soumettre aux Chambres un message avec projet de loi, que les conseils législatifs auront à examiner assez tôt pour que la nouvelle loi puisse entrer en vigueur, compte tenu du délai référendaire, au plus tard le 1^{er} octobre 1953.

Quant à la durée de validité de l'arrêté constitutionnel, le Conseil fédéral avait proposé de la limiter au 31 décembre 1955, avec faculté, pour l'Assemblée fédérale, de la proroger de deux ans en cas de nécessité. La commission a estimé préférable de prévoir d'emblée que l'arrêté aurait effet jusqu'au 31 décembre 1957. En effet, vu la nécessité d'édicter une loi d'exécution, il ne conviendrait pas de mettre en branle toute la machine législative et administrative pour aboutir à une loi qui ne serait applicable, en fait, que durant deux ans et demi environ.

Cette prorogation de cinq ans de l'économie de guerre en matière de céréales panifiables ne doit, de l'avis unanime de la commission, aucunement ralentir les travaux de révision de la loi sur le blé du 7 juillet 1932, révision qui, rappelons-le, est en chantier depuis 1948 déjà. C'est pourquoi la commission a adopté un postulat invitant le Conseil fédéral à accélérer cette révision, de manière que la nouvelle loi sur le blé puisse entrer en vigueur dès que possible, indépendamment de celle qui se fondera sur l'arrêté fédéral dont le projet vous est soumis aujourd'hui.

Vu ce qui précède, la commission propose au Conseil national: a) d'entrer en matière sur le projet du Conseil fédéral du 31 juillet 1951; b) de modifier

la forme du projet d'arrêté fédéral dans le sens des propositions de la commission.

Müller-Olten, Berichterstatter: Gemäss Bundesbeschluss vom 18. Dezember 1950 über die Aufhebung der ausserordentlichen Vollmachten des Bundesrates werden die diesbezüglichen Erlasse des Bundesrates spätestens Ende dieses Jahres ausser Kraft treten. Unter den hier zur Diskussion stehenden vollmachtenrechtlichen Erlassen gibt es eine Anzahl von Vorschriften, die für die Versorgung unseres Landes mit Brotgetreide wichtig sind. Diese Bestimmungen umfassen im wesentlichen folgende Sachgebiete: Einfuhr, Lagerung, Verteilung, Verwendung und Verarbeitung des Brotgetreides. Dann Herstellung, Abgabe, Bezug, Preise, Verwendung und Ausfuhr von Mahlerzeugnissen und Brot. Diese Vorschriften, die sich auf keine verfassungsmässige Grundlage stützen können, müssen am 1. Januar 1953 dahinfallen. Nun ist aber der Bundesrat der Auffassung, sie seien für eine beschränkte Zeitdauer zu verlängern. In seiner Botschaft vom 31. Juli 1951 hat er die Gründe dargelegt, die ihn veranlassen, diesen Vorschlag den Räten zu unterbreiten. Materiell handelt es sich zur Hauptsache um drei Gebiete: Die Einfuhr, die Lagerung und die Preise von Brot und Mehl.

Die Einfuhr, der Einkauf. Im Hinblick auf die internationale Lage ist zu befürchten, dass sich für die Einfuhr von Brotgetreide in den nächsten Jahren erneut Schwierigkeiten ergeben können, welche uns zur Wiedereinführung der zentralisierten Einfuhr zwingen müssten, wenn man diese mit Ende des Jahres fallen liesse. Aus diesem Grund vertritt der Bundesrat die Auffassung, es sei vorzuziehen, die gegenwärtige Regelung noch während einer gewissen Zeitspanne im Sinne einer Übergangsmassnahme aufrechtzuerhalten. Unter der heute geltenden Ordnung sind Kauf und Einfuhr von ausländischem Brotgetreide der Eidg. Getreideverwaltung übertragen, die ihrerseits in einem gewissen Umfang die Mitarbeit des privaten Handels in Anspruch nimmt, um den Unternehmen dieser Branche den Weiterbestand bis zu dem Zeitpunkt zu gewährleisten, an welchem es möglich sein wird, die verfassungsmässige Ordnung wieder herzustellen. Zu berücksichtigen ist auch, dass zurzeit zwei Weizenkategorien ausser dem Inlandweizen in Einkauf stehen, nämlich Weizen, welcher auf Grund des internationalen Weizenabkommens gekauft wird und meist billiger ist, und solcher, der am freien Markt erworben wird. Die Getreideimporteure, vertreten durch die Getreidebörse Zürich, teilen allerdings diese Auffassung nicht, sondern sind der Meinung, dass weder die allgemeine Situation noch die Versorgungslage mit Brotgetreide auf dem Weltmarkt die Aufrechterhaltung des Monopols rechtfertige. Leider ist die von der Getreidebörse Zürich in Vorschlag gebrachte Lösung unannehmbar. Die von dieser Organisation beantragte Regelung zöge nämlich nicht die Wiederherstellung der Einfuhrfreiheit nach sich, sondern würde vielmehr an Stelle des staatlichen Monopols ein privates Monopol zum Vorteil einiger Getreideimporteure – es handelt sich um 29 Mann – schaffen. Diese Importeure waren aber vor dem Krieg durchaus nicht im Besitz eines derartigen Privilegs. Zur Einführung dieser Ordnung

müsste übrigens zuerst die verfassungsmässige Grundlage geschaffen werden. Die Kosten der durch die Getreideimporteure zu übernehmenden Lager- vorräte wären nach dem Vorschlag der Getreide- börse Zürich auf die Verbraucher abzuwälzen, was eine Verteuerung des Brotes zur Folge hätte. Aber interessant ist, dass der Grossteil der Müllerschaft gegen diese von der Getreidebörse postulierte Ord- nung ist. Sie sagt, sie wäre wehrlos, und der Ver- band schweizerischer Müller, der eine Vermahlungs- menge von 80 % der schweizerischen Handels- müllerei repräsentiert, hat an die Getreideverwal- tung und auch an die Kommission ein Schreiben gerichtet, das ich Ihnen zur Hauptsache doch be- kanntgeben möchte: „Nun entspricht aber die Frei- heit, für welche die Getreidebörse Zürich plädiert, nicht der Freiheit, wie sie der Handelsmüller ver- steht, nämlich dem freien Einkauf, sei es durch den Handel oder aber auch direkt. Unter keinen Um- ständen kann sich die Handelsmüllerei mit dem aus dem Vorschlag der Getreidebörse Zürich tatsächlich resultierenden Einfuhrmonopol einer Anzahl Im- portfirmen einverstanden erklären. Der Handel lehnt jedoch in seinem Vorschlag den wirklich freien Einkauf des Müllers grundsätzlich ab und ver- hindert naturgemäss mit dieser Ablehnung den Ab- nahmezwang des Handelsmüllers für das vom Handel eingeführte, bzw. gelagerte Getreide. Auch die im System des Handels begründete Abnahme- pflicht müssen wir mit aller Bestimmtheit ab- lehnen. Im weiteren halten wir an unserem Postulat fest, dass die Einlagerung des eingeführten Brot- getreides ausschliesslich nur zwischen ihrer Verwal- tung und der Müllerschaft aufgeteilt werden soll, wie dies bereits heute der Fall ist.“

Im übrigen teilen uns die Müller mit: „Die Be- antwortung der Frage, ob die auch von uns so er- sehnte tatsächliche Freiheit im Einkauf des Brot- getreides schon heute eingeführt werden kann und die damit im Zusammenhang bestehenden übrigen kriegswirtschaftlichen Massnahmen aufgehoben werden können, müssen wir unseres Erachtens und letzten Endes unserer obersten Landesbehörde überlassen, welche allein in der Lage ist, das not- wendige Vorhandensein bestimmter Voraussetzungen zu beurteilen und die entsprechenden Ent- scheidungen zu treffen.“

Ich glaube, diese Ansicht ist absolut richtig, und auch wir im Rat müssen uns diesem Gedanken unterziehen: Wenn der Bundesrat die Auffassung hat, da er hier einen grösseren Blick in die inter- nationalen Verhältnisse besitzt, so müssen wir dann diesem Rat auch folgen und vorläufig diesen zentralen Einkauf noch beibehalten. Aus allen diesen Erwägungen teilt die nationalrätliche Kom- mission die Auffassung des Bundesrates, wonach die Aufrechterhaltung des beim Bund zentralisierten Einkaufes und Importes während noch einer ge- wissen Zeitspanne dem allgemeinen Landesinteresse dienlich ist. Auf alle Fälle würde die Freigabe des Importes von Brotgetreide es dem Bundesrat ver- unmöglichen, die Mahlvorschriften, die Verbilli- gung des Brotes, aufrechtzuerhalten. In dieser Hin- sicht wurde in der Presse auf die in einem ausländi- schen Staate (Belgien) geschaffene Ordnung hin- gewiesen, wo die Regierung kürzlich die auf Reduktion des Brotgetreides hinzielenden Massnah-

men wieder eingeführt hat, und zwar unter Auf- rechterhaltung des freien Importes von Brotge- treide. Es wird aber verschwiegen, dass dieser glei- che Staat einige Equipen von Polizeiautos und der- gleichen ins Leben rufen musste, damit überall nachgesehen wird, ob die Ordnung auch eingehalten wird. In Belgien hat man 95 Mühlen. Wir haben 320. Sie sehen, was daraus für uns resultieren würde.

Noch etwas anderes: Belgien hat bei 8,5 Mil- lionen Einwohnern einen Vorrat im grossen und ganzen von 17 000 Wagen, während die Schweiz bei 4,7 Millionen Einwohnern 40 000 Wagen gelagert hat. In Tat und Wahrheit handelt es sich bei den Massnahmen, deren Verlängerung der Bundesrat beantragt, um ein organisches Ganzes, aus welchem man nicht ein Glied herausbrechen kann, ohne dass das ganze Gebäude in sich zusammenstürzt.

Die Lagerung. Das Getreidegesetz beschränkt die Brotgetreidereserve des Bundes auf 8000 Wa- gen; das ist ungefähr der Verbrauch von zwei Mo- naten. Heute lagern wir 40 000 Wagen. Von dieser Menge ist die Hälfte durch die Verwaltung und die andere Hälfte durch die Handelsmüller einzulagern. Die sich aus der gegenwärtigen internationalen Lage ergebenden Gefahren haben den Bundesrat dazu bewogen, den Umfang dieses Brotgetreide- vorrates stark zu erhöhen, denn es würde ja ge- nügen, dass uns Lieferantenstaaten die Ausfuhr von Brotgetreide verbieten oder dass die europäischen Häfen, über welche wir das Getreide einführen, oder die Schifffahrtswege nach der Schweiz un- benützlich würden, um unsere Brotversorgung in Frage zu stellen. Der Bundesrat erhöhte demnach aus guten Gründen, eingedenk der Erfahrungen des vergangenen Krieges, die Brotgetreidevorräte. Ich erinnere daran, dass wir im Jahre 1944 mit aller Mühe 15 800 Wagen einführen konnten. Sie erin- nern sich an das Nachkriegsjahr 1947, wo wir auch die allergrössten Besorgnisse hatten. Diese Mass- nahme der Grosslagerung erheischt aber eine An- zahl von Vorschriften, vor allem was die Verpflich- tung der Handelsmüllerei anbelangt, Brotgetreide des Bundes zu lagern und auszuwechseln, dann aber auch mit Bezug auf die Einlagerung von Brotgetreide durch die Eidgenossenschaft selber. Es ist wahr, dass man die betreffenden Vorschriften nicht aufheben kann, solange die Aufrechterhaltung der hier zur Diskussion stehenden Vorräte uner- lässlich ist. Ich sage: Eine Lagerhaltung von 40 000 Wagen kann nur von einer Zentrale aus gelenkt und ausgewechselt werden. Entsprechendes gilt mit Bezug auf die Ordnung der Verteilung des Brot- getreides unter die Müller, eine Verteilung, welche undenkbar wäre ohne die Kontingentierung der Handelsmüllerei. Diese letztere Massnahme ist aber auch unerlässlich für die Aufrechterhaltung der ganzen Mehl- und Brotpreisregelung. Ich möchte auf Wunsch der Kommission beifügen, dass es selbstverständlich ist, dass die Kontingentierung nicht *tel quel* beibehalten werden muss, welche auf der Basis von 1933 bis 1938 beruht, sondern dass sie den heutigen Verhältnissen angepasst werden soll.

Nun die Herstellung und der Verkauf von Mehl und Brot. Bekanntlich hat der Bundesrat seit dem Jahre 1939 die Herstellung eines Backmehls bzw. eines Ruchmehls nach einem vorgeschriebenen Typ

geordnet, aus welchem dann das sogenannte Ruchbrot hergestellt wurde. Der Preis für dieses Mehl und Brot ist künstlich gesenkt worden, einerseits (wenigstens früher) auf dem Wege von Zuschüssen zu Lasten der Bundeskasse, und heute noch durch das Mittel der Belastung des als Luxusartikel betrachteten Weissmehls. Seit 1950 wird die Bundeskasse nicht mehr zu diesem Zweck herangezogen. Einzig und allein liefert die Weissmehlabbgabe die für die Verbilligung des Ruchbrotes benötigten Geldmittel. In der Zeitspanne von 1939 bis 1951 ist die Brotpreisverbilligung dem Bunde auf rund 360 Millionen zu stehen gekommen, während die künstliche Verteuerung des Weissmehls fast den gleichen Betrag, nämlich 362 Millionen, beigetragen hat. Wenn man auf den gegenwärtigen Verkauf von Weissmehl abstellt, so darf man den aus der Weissmehlbelastung zu erwartenden Betrag in den nächsten Jahren auf ungefähr 35 bis maximal 38 Millionen Franken schätzen. Bei Aufhebung der gegenwärtigen Ordnung müssten die Ausgaben für den Bund im gleichen Umfang anwachsen, es sei denn, man würde die Brotkonsumenten belasten, was aber nach unserer Auffassung keinesfalls in Frage käme. Heute haben wir teure Konfiserie und billiges Brot; würden wir das ändern, so käme das umgekehrt: wir bekämen billige Konfiserie und teures Brot. Dank der geltenden Ordnung sind es einzig und allein die Verbraucher von Weissmehl oder der daraus erzeugten Produkte, die die Verbilligung des Brotpreises bezahlen. Vom sozialen Standpunkt aus ist diese Lösung gerecht; ist es doch so, dass Weissbrot, Weissmehl und Patisserie aus Weissmehl Güter des Luxuskonsums darstellen. Gewiss, wir wissen es ja von zuhause, dass man da und dort sagt, Ruchbrot sollte man nicht mehr verbilligen. Es wird ja nicht von denen gegessen, die es eigentlich am nötigsten haben. Aber wir können die einzelnen Haushaltungen nicht untersuchen. Wir wissen nur, dass tatsächlich in einigen gutgestellten Familien aus gesundheitlichen Rücksichten Ruchbrot als gesundes Brot gegessen wird, das nebenbei ausgezeichnet ist.

Die nationalrätliche Kommission teilt in vollem Umfang die Auffassung des Bundesrates über die Aufrechterhaltung der Vorschriften betreffend die Herstellung und die Preise von Mehl und Brot. Würden wir diese Bestimmungen aufheben, so müsste das Ruchbrot um 16 Rappen je Kilo, das heisst von 52 auf 68 Rappen aufschlagen, und das Halbweissbrot um 7 Rappen, das heisst von 71 auf 78 Rappen je Kilo. Darüber hinaus würden die Mühlen unter der Einwirkung des neuen Wettbewerbes die Ausbeuteziffer der verschiedenen Mehle immer mehr senken, und man käme auf diese Weise nach und nach wieder zu dem aus einem etwa 72prozentigen Mehl hergestellten Halbweissbrot der Vorkriegszeit. Dies hätte aber so ziemlich das gänzliche Verschwinden des Ruchbrotes zur Folge, das aus einem etwa 88prozentigen Mehl hergestellt wird. Man sagt, das Ruchbrot werde verfüttert, und Sie haben auch im Geschäftsbericht eine kleine Bemerkung gesehen. Ich kann Ihnen aus der Praxis sagen, dass das sicher ganz vereinzelte Fälle sind, und diese Fälle sind vorgekommen zur Zeit, da wir die teuersten Futtermittel hatten, im Gegensatz zum billigen Ruchmehl; während heute bereits ein

Abflauen der Futtergetreidepreise sich wieder abzeichnet. Der heutige Ausstoss von Ruchmehl ist nicht so klein, wie man denkt. Wenn man das Mehl für Brot allein betrachtet, dann haben wir 41,4% Ruchmehl und 58,6% Halbweissmehl. Insbesondere die Ostschweiz, Tessin, aber auch die Bergbevölkerung lieben das Ruchbrot, weil es frischer bleibt, weil es nicht nur frischer, sondern angenehmer ist. Besonders da, wo man vielleicht acht Tage warten muss, bis neues Brot kommt, ist man sehr zufrieden damit.

Aus allen diesen Überlegungen heraus hat die Kommission einstimmig beschlossen, dem Nationalrat den Antrag zu stellen, sich dem bundesrätlichen Vorschlag über die Verlängerung der Geltungsdauer dieser Bestimmungen anzuschliessen, abgesehen selbstverständlich davon, dass im neuen Beschluss, den der Nationalrat nächstes Jahr fassen muss, einige Abänderungen vorkommen können oder auch vorkommen sollen. Dies betrifft ferner gewisse Bestimmungen untergeordneter Natur hinsichtlich der Überwachung des Exports. Dies ist der materielle Inhalt des heutigen Beschlusses und soll zum Teil auch materiell in den neuen Bundesbeschluss übernommen werden. Über die Verlängerung dieser Massnahmen war also Einigkeit. Nicht einig war unsere Kommission lange über das *Procedere*. Die Möglichkeiten hatten wir damals: dringlicher Bundesbeschluss nach Artikel 89bis oder vorübergehende Verfassungsänderung. In der ersten Sitzung waren zehn Stimmen für dringlichen Bundesbeschluss und vier Stimmen für die Zustimmung zum Bundesrat. An der zweiten Sitzung halbierten sie sich je 5:5, und für die heutige Vorlage – die nun nicht mehr eine Generalvollmacht an den Bundesrat will – hat die Kommission einstimmig Zustimmung beschlossen. Statt Generalvollmacht an den Bundesrat (gegen die kein Referendum möglich ist) schlagen wir Ihnen nun einen Bundesbeschluss vor, gegen den das Referendum ergriffen werden kann. Der Zustand der Dringlichkeit, der für die Anwendung von Artikel 89bis der Bundesverfassung massgebend ist, ist heute sicher nicht erfüllt, und er löste das Problem auch materiell nicht, denn er würde ein Jahr dauern, und innert eines Jahres ist das neue Getreidegesetz noch nicht erledigt, noch nicht fertig. Es braucht dort sicher mehr Zeit als ein Jahr. Denn wenn Sie das neue Getreidegesetz, wie es nun bei den Experten liegt und es der Direktor der Getreideverwaltung vorschlägt, durchsehen, stellen Sie fest, dass wir hier schwierige Arbeiten vorhaben, und es sind dort Fragen zu lösen, die sich nicht von heute auf morgen lösen lassen; denn die Interessen sind sehr komplex. Es fragt sich bei der ganzen Revision: Reicht der heutige Artikel 23bis aus für die Revision, oder müssen wir auch die Bundesverfassung revidieren beim neuen Getreidegesetz? Denn sobald wir die Bundeskasse entlasten wollen, sagen wir durch Lagergebühren für dieses Getreide, das wir im Vorrat lagern, wenn wir die Weissmehlabbgabe erneuern wollen, dann müssen wir für dauernde Lösung auch die Bundesverfassung ändern, den Artikel 23bis. Für die Kontingentierung braucht man ihn wahrscheinlich nicht zu ändern, indem hier der heutige Artikel 23bis genügt und auch noch Artikel 31 bis beigezogen werden kann.

Der Vorschlag eines Dringlichkeitsbeschlusses war eigentlich ein Hinausschieben. Man wollte Zeit gewinnen. Ich glaube nicht, dass das der gerade Weg gewesen wäre. Die Herbeiführung eines Notstandes auf dem erwähnten Wege scheint politisch riskierter als eine Abstimmung über eine vorübergehende Verfassungsänderung. Das Volk hat die Rückkehr zur direkten Demokratie beschlossen, es soll nun auch praktisch entscheiden über die Frage: Vorrat für zwei Monate oder ein Jahr? Praktisch: Teure Konfiserie und billiges Brot oder umgekehrt? Es geht nicht um die Frage: Monopol oder monopolfreie Lösung? Diese grundsätzliche Frage bleibt in der Übergangslösung offen. Herr Bundesrat Weber nannte die heutige Lösung nicht Monopol, sondern einen Bastard. Die Frage der vorübergehenden Verfassungsänderung wollte zuerst nicht recht Platz greifen. Aber ich freue mich, zu konstatieren, dass bei den Juristen diesmal Übereinstimmung besteht. Ich zähle auf: unser Kollege Dr. Huber in der Juristenzeitung, desgleichen Herr Prof. Giacometti, ferner die Justizabteilung und das Bundesgericht, das sagt: „Da die Vorschriften nicht vor dem 1. Januar 1953 in Kraft gesetzt werden müssen, erscheint es uns als richtig, wenn nicht das in Artikel 89 bis vorgesehene Verfahren Platz greift, das voraussetzt, dass die ordentliche Gesetzgebung nicht genüge. Denn die noch zur Verfügung stehende Zeit reicht aus für den Erlass eines Bundesbeschlusses in Form eines befristeten Verfassungszusatzes.“ Wir haben daher dem Bundesrat zugestimmt, dass er einen befristeten Verfassungsbeschluss fassen will; aber in Abänderung zum Bundesrat – der Bundesrat stimmt uns zu – haben wir statt Generalvollmacht einen dem Referendum unterstellten Bundesbeschluss vorgesehen. Es werden wohl Einwände gemacht. Ich will da nicht weiter ausholen, möchte nur sagen, dass es klar ist, was die Juristen sagen, in der Verfassung sollten nicht vorübergehend befristete Artikel angenommen werden. Es ist sicher nicht elegant, juristisch nicht schön, aber ich möchte doch darauf hinweisen, dass wir das bereits fünfmal gemacht haben, allerdings alles nur in finanziellen Fragen, erstmals 1915 bei der Erhebung einer einmaligen Kriegssteuer, dann 1919 bei der neuen Kriegssteuer; 1938 haben wir die Übergangsordnung des Finanzhaushaltes, 1939 die Bekämpfung der Arbeitslosigkeit und zuletzt am 20. Dezember 1950 die Finanzordnung.

Es wird gesagt, was in der Verfassung ist, kommt nicht heraus, sondern bleibt darin. Ich glaube, dieser Einwand kann nicht ernst genommen werden. Der neue Bundesbeschlusssentwurf, wie wir ihn vorlegen, lehnt sich an den neuen Entwurf der nationalrätlichen Kommission für die Preiskontrolle an. Also keine Generalvollmacht! Es wird für die nächsten fünf Jahre nicht alles *tel quel*, wie es heute ist, übernommen. Im Gegenteil, gestützt auf die vorübergehende Verfassungsänderung wird die Bundesversammlung, sagen wir im März, neue Vorschriften erlassen, die den heutigen Anforderungen entsprechen; aber *grosso modo* wird wahrscheinlich das System beibehalten werden, so in den Preisen und in den Kontingentierungen. Gewisse Abänderungen werden vorgenommen werden. Um für die Aufstellung dieser Vorschriften Zeit zu gewinnen, wird in einem Artikel 2 die Gesetzlichkeit

der heutigen Vorschriften bis zum 30. September 1953 verlängert und die Bundesratsbeschlüsse einzeln aufgeführt. Diese Verfassungsänderung ist gewiss nicht elegant, sie ist aber praktisch, denn andernfalls hätte für fünf Jahre eine Verfassungsänderung und für $\frac{3}{4}$ Jahre ein dringlicher Bundesbeschluss gefasst werden müssen. Für den letzteren wäre heute die Dringlichkeit noch gar nicht da, sondern erst im Dezember. Aber es scheint der Kommission, dass dies der gerade Weg ist. Das Volk soll beschliessen; es soll wissen, um was es geht; es muss indirekt über die Vorratshaltung, die Brotpreisverbilligung beschliessen. Ich glaube, es wird dafür sicher Verständnis haben. Die einstimmige Kommission empfiehlt Ihnen Eintreten und Zustimmung zu der abgeänderten Vorlage des Bundesrates.

Präsident: Ich beantrage Ihnen, in der Eintretensdebatte auch den Antrag des Herrn Duttweiler auf Rückweisung an den Bundesrat zu behandeln.

Duttweiler: Der Verfassungsartikel, der hier zur Diskussion steht, ist einer aus einer Serie von Überführungen von Vollmachten und dringlichen Bundesbeschlüssen in die normale Gesetzgebung. Es ist eine ganze Reihe von Verfügungen des Bundesrates da, die Gesetzeskraft haben und die nun in einen befristeten Verfassungsartikel übergeführt werden sollen. Gleich hier möchte ich sagen, dass es eine ganz üble Praxis ist, so befristete Verfassungsartikel in die Verfassung hineinzubringen. Der Kommissionsreferent deutscher Sprache hat das bereits als einen Mangel an Eleganz dargestellt. Das ist eine elegante Ausdrucksweise, aber es ist doch etwas Ernstes. Eine solche geflickte Verfassung kann dem Schweizer keine Freude machen.

Wir sind in erster Linie aus grundsätzlichen Erwägungen gegen diesen Verfassungsartikel. Die Situation ist ganz ähnlich wie bei der ATO, beim Hotelbauverbot, bei der kommenden Abstimmung über das sogenannte Tabakmonopol. Es hat ähnlichen Charakter wie das Uhrenstatut, das ohne Referendum durchgegangen ist. All dies sind Kriegs- und Dringlichkeitsvorschriften, die aus Not und Kriegszeit hervorkamen, unsere Einstellung zu den betreffenden Wirtschaftszweigen geändert haben und nun definitiven Charakter bekommen sollen. Es ist eine grosse Gefahr, wenn wir von den Grundartikeln der Bundesverfassung abweichen, insbesondere von Artikel 31, aber auch von Artikel 4, der die Gleichberechtigung aller Bürger vor dem Gesetze festhält. Es ist zweifellos, dass alle diese Gesetze die Gleichberechtigung der Bürger vor dem Gesetze verletzen durch Kontingente, durch gewisse Rechte, die die einen haben und die andern nicht haben können. Der Artikel 4 ist derjenige Artikel, der bei Jubiläumsumzügen immer ganz besonders hervorgehoben und in grossen Inschriften herumgetragen wird. Es geht schon daraus ein gewisser Mangel an Offenheit und Ehrlichkeit bei der ganzen Darstellung gegenüber dem Volke hervor. Anstatt eine Liquidierung der alten Vollmachten und Kriegserlasse zu erleben, erleben wir oft deren Konsolidierung. Das ist nach meiner Auffassung nicht im Sinne des Volkes — ich darf das sagen —, denn die letzten Abstimmungen haben be-

wiesen, was das Volk in dieser Richtung denkt. Da tritt eine andere grosse Sorge auf, nämlich die Ermüdung, zur Urne zu gehen. Wir werden Stimmbeteiligungen von 30% erleben, und zwar als Regel. Wir hatten schon solche von 37 und 38% bei eidgenössischen Abstimmungen: Man wird nicht mehr gehen. Das ist eine Deformation der Demokratie, die wir nicht leicht nehmen dürfen, denn in einem schönen Moment wird man an die Urne gehen, aber in ganz anderer Sache und vielleicht in einer ganz anderen Richtung. Ich halte es für ungeschickt, wenn man den Ausweg sucht: Wir unterstellen das dem Referendum, in der Hoffnung, dass sich die Opposition ermüdet. Man weiss, was es an Zeit und Energieaufwand kostet, um ein Referendum zustande zu bringen. Man weiss aber auch, was eine Abstimmung kostet, und zum Schluss bringt man es fertig, dass überhaupt das Volk nicht mehr sein Wort sagen kann, weil keine Referenden mehr ergriffen werden. Dann haben Sie, was Sie wollen, eine Quasi-Diktatur, dass, weil man das Referendum nicht mehr ergreift, man machen kann, was man will. Das ist offensichtlich der Zweck, aber es ist ein ziemlich frivoles Spiel. Wir müssen uns die Frage stellen und haben allen Grund, uns diese Frage ein für allemal zu stellen, ob wir eigentlich in normalen Zeiten leben oder nicht, und welches heute die Auffassung von „normal“ ist. Ich behaupte, die heutige Situation ist normal, und ich wäre glücklich, wenn sie so bleiben würde. Diese ideologische Spannung, in deren Schatten wir leben, wird sehr lange dauern. Die ideologischen Auseinandersetzungen gehen jahrzehnte-, gelegentlich jahrhundertlang. Ich meine 30 konfessionelle Auseinandersetzungen. Wir haben also mit diesem Zustand zu tun und dürfen uns nicht damit trösten, dass wir in drei oder fünf Jahren eine normale Lage hätten. Es ist nicht ganz aufrichtig, dass man überhaupt das zu glauben vorgibt. Man glaubt es nämlich nicht. Man weiss ganz genau, dass diese Spannungen bestehen werden, dass eine gewisse Anomalie in der Wirtschaft da ist. Wir müssen also den Mut haben, zum schweizerischen Weg zu stehen, das Normale vorauszusetzen. Mit dieser Situation haben wir es zu tun. Es dürfen nicht Zeitereignisse sein, die uns veranlassen können, von den Grundansichten einer eidgenössischen Verfassung abzugehen.

Sozusagen in allen Botschaften hiess es, dass es ganz gut gehe, dass aber zu befürchten sei, dass es anders komme. Auch Herr Müller als Referent hat gesagt, man wisse nie, wann es wieder anders komme und dann müsse man dieses Gestz haben. Also aus Befürchtungen heraus konstruiert man eine Situation. Das ist wiederum nicht der richtige Weg. Man sollte darnach trachten, die Verhältnisse so zu nehmen, wie sie sind – es existiert ja ein ungeschriebenes Notrecht –, und die Gesetzgebung nicht danach einrichten, nach dem, was man in Zukunft befürchtet. Aber es ist immer die Tendenz, die man deutlich erkennt, die Wirtschaft zu dirigieren, dem Interventionismus Tor und Tür zu öffnen, und zwar unter Führung des Bundesrates. Das ist beunruhigend. Die Kommissionsmehrheit hat ja den Bundesrat wiederum belehrt, übrigens kürzlich auch in Sachen Preiskontrolle, indem man dem Bundesrat nicht solche Vollmachten geben will.

Immer kommt er mit Anträgen und beansprucht wieder Vollmachten. Er lässt sich ermächtigen, den Verfassungstext abzuändern. Es steht hier: „...diese Bestimmungen nötigenfalls abzuändern“. Haben Sie je einen Verfassungsartikel gesehen, in dem es heisst: „Der Bundesrat kann die Verfassung abändern?“ Das sind Dinge, die zum Aufsehen mahnen, wie auch die Tatsache, dass der Bundesrat neuerdings mit der sozialdemokratischen Fraktion zusammen manövriert. Diese Tendenz zur Planwirtschaft, zur Aneignung von Machtbefugnissen, die ja nicht vom Bundesrat ausgeübt werden, sondern von denjenigen, die den wirtschaftlichen Einfluss auf den Bundesrat haben, bedeutet eine Deformation auf diesem Gebiet. Ich habe Herrn Bundesrat Rubattel in Lugano gesagt, als er erklärte: „Le Conseil fédéral veut être mieux armé“, ja, er wüsche, dass er mehr Macht erhalte, und wenn ich nur wüsste, wer diese Waffen gebrauchen würde; sie seien schlechter versorgt beim Bundesrat als die Waffen in den eidgenössischen Zeughäusern. Wer benutzt nachher die Vollmachten des Bundesrates? Der ganze Text lässt leicht erkennen, dass er nicht primär vom Bundesrat gemacht ist, sondern er ist zugeschnitten auf die Erwartungen und Forderungen gewisser Verbände und interessierten Kreise. Diese wollen ein gewisses Monopol, einen besondern Schutz ihrer Existenz mitten in blühender Wirtschaft. Es sind dies besonders die Müller und die Teigwarenfabrikanten.

Der erste Grund, der in der Botschaft für die Notwendigkeit des Verfassungsartikels angeführt ist, ist die Landesversorgung. Schon Herr Kommissionspräsident Müller hat erklärt, das sei nicht nötig, dass man heute fünfmal so viel Vorräte habe, als vorgeschrieben sei. In Artikel 23 bis (glaube ich) sind 8000 Wagen vorgesehen. Wir haben aber 40 000 zur Verfügung. Nach dem bestehenden abgeänderten Gesetz für die Landesversorgung kann man das sogar machen für Getreide wie für Zucker, Kaffee usw., indem man Pflichtlager vorschreibt als Bedingung zur Bewilligung der Einfuhr. Man braucht also keine neuen Artikel für die Landesversorgung. Das wird nicht bestritten werden. Man kann die Vorschriften so gestalten, dass der Importeur sie annehmen muss, wenn er weiter importieren und Geschäfte tätigen will.

Ein zweiter Punkt ist die Erhaltung des einheimischen Müllereigewerbes. Da reicht ja Artikel 23 bis, der heisst: „Der Bund sorgt für die Erhaltung des einheimischen Müllereigewerbes; desgleichen wahrt er die Interessen der Mehl- und Brotkonsumenten.“ Das ist selbstverständlich, es steht schon in der Verfassung. Wir brauchen diese Vorschriften nicht neu. Sie sind überflüssig, was nicht bestritten werden kann.

Der Mehlprämien-Ausgleich kann verwirklicht werden auf Grund des bestehenden Verfassungsartikels 23 bis.

Dann kommt die Tiefhaltung der Preise, des Backmehls. Auch das scheint durchaus möglich, denn es steht hier: „... und wahrt die Interessen der Mehl- und Brotkonsumenten.“

Die Intervention von Verfassungen wegen ist durchaus möglich. Das kann nicht bestritten werden. (Ich komme auf die Tiefhaltung des Back-

mehls im Zusammenhang Weissmehl-Ruchmehl, Weissbrot-Ruchbrot, Preisausgleich, noch zurück.)

Auch im Getreidegesetz ist von der Tiefhaltung des Getreidepreises die Rede, also nicht nur auf Grund des Verfassungsartikels. Es ist möglich, ohne Zwangsvorschriften und ohne Diktat auszukommen. In Artikel 27 des Getreidegesetzes steht: „Der Bundesrat wird durch Einfuhr von Backmehl auf eigene Rechnung oder durch Herabsetzung des Ausgleichzollzuschlages auf ausländischem Backmehl oder durch andere geeignete Massnahmen, die Deckung des Bedarfs an Mehl und Brot zu angemessenen Preisen sicherstellen.“ Man braucht also keine weiteren Verfassungsartikel, wenn es heisst, dass der Bundesrat autorisiert sei, alle Massnahmen zu treffen, um den angemessenen Preis zu garantieren. Man ist in andern Sachen so weit gegangen in der Auslegung der Verfassung, dass es den meisten von uns nicht mehr wohl war. Ich möchte behaupten, dass Sie als Privatleute nicht ein solches Gewissen haben wie hier als Kollektivmitglieder eines Rates. Das ist eine absolut unmögliche Gesetzestextfassung, was hier vorgeschlagen wird, die auch von der gesamten Presse kritisiert worden ist. Plötzlich hat man diese Ängstlichkeit, man hätte nicht genügend gesetzliche Unterlagen. Das kann man – die Herren vom Bundesrat werden das verzeihen – nicht ernst nehmen!

Ein weiterer Grund für die Notwendigkeit des Verfassungsartikels ist das Verbot der Verfütterung. Das ist antiquiert. Es kommt nicht mehr vor, dass man Brot verfüttert. Das ist ausgeschlossen. Falls man da und dort Ruchmehl verfüttert, möchte ich dazu sagen, dass gelegentlich dieses Ruchmehl an Qualität, bzw. Nährwert nicht viel besser ist als ein guter Futterweizen. Dieser hat mehr Gehalt als Ruchmehl, das ziemlich stark ausgemahlen ist. Es ist möglich, auf anderm Weg, durch Verkleinerung des Preisunterschiedes zwischen Halbweissmehl und Ruchmehl dieses Interesse an der Verfütterung zu nehmen. Wir brauchen keinen Verfassungsartikel wegen der Verfütterung von Ruchmehl und Ruchbrot. Das ist absolut nicht zu bestreiten.

Als weiterer Grund wird die Ausfuhr angeführt. Wenn man ausführen will, kann das nur über die OECE gehen. Wir wollen doch gewiss kein Ruchmehl nach Amerika schicken! Und für die der OECE angeschlossenen Länder muss man eine Bewilligung haben, um die Bezahlung hereinzubringen. Der Bundesrat wird diese Bewilligung nicht erteilen; man traut uns hier eine gewisse Urteilsunfähigkeit zu. Der Bundesrat kann mit Händen und Füssen auf der Verfassung herumspielen und haben, was er gern hätte. Im Spiel mit Händen und Füssen ist er gewandt; dieses Zeugnis stelle ich ihm aus. Das, auf was es ankommt, ist gerade, was Herr Müller hier bestritten hat, nämlich das Monopol für die Getreideeinfuhr. Das ist ganz klar: Das will man, wenn es auch das Volk 1928 abgelehnt hat, worauf es 1929 den bekannten Artikel 23bis angenommen hat. Auf das geht es hinaus, diese Macht wieder in die Hand zu bekommen. Bedenken wir, dass wir keine Verwaltungsgerichtsbarkeit haben. Hätten wir eine solche, so könnten wir viel larger sein. Es gibt aber keinen Rekurs gegen willkürliche, auf Interessengruppen zugeschnittene Verfügungen des Bundesrates. Entschuldigen Sie, dass ich auf

Grund von Erfahrungen, die ich gemacht habe, so spreche. Zuviel Vertrauen haben, ist nicht schweizerisch. Man will Kontrolle des Volkes und der Räte haben, das ist der Stolz des Republikaners.

Nun hat die Änderung, die in letzter Stunde in der Kommission eingetreten ist, ein gewisses Licht gebracht. Das gebe ich zu. Die Kontrolle muss in den Händen des Parlamentes und vor allem des Volkes sein. Die beste Kontrolle ist das Fehlen von Verfassungsartikeln, die elastisch sind und eine Ermächtigung darstellen. Daher wehren wir uns mit Händen und Füssen gegen alle Ermächtigungsparagraphen, für deren Notwendigkeit alles Mögliche vorgeschrieben ist, das der Kritik aber nicht standhält. Ich mache darauf aufmerksam: Die Getreideverwaltung ist eine sehr kostspielige Angelegenheit. Ich machte darauf aufmerksam, dass daneben noch ein Verwaltungsapparat existiert, der auch nicht billig ist und auch von jemandem bezahlt werden muss. Wer ist dieser Jemand? Der Konsument! Das interessiert natürlich die Behörden weniger, denn das geht nicht über das Budget, bedeutet aber doch eine Verteuerung. Man sollte auch da schauen, dass man den Aufbau der teuren Verwaltungsorganisation nicht noch mehr fördert. Ich sehe in all diesen Massnahmen des Bundesrates einen Mangel an Ehrfurcht vor dem freien Kräftespiel. Bedenken wir, dass 80 % unserer Bürger halt immer noch in Freiheit ihre Existenz finden, und dass die Einrichtung so spielt, dass sie eine rechte Existenz haben. Da bildet man sich immer ein, man müsse die schützende Hand über sie halten, der Staat müsse da allerhand pflegen, die Teigwarenfabrikanten, Müller usw. Die sollen sich doch umstellen, wenn der Mehlabatz zurückgeht. Es ist ein Schaden für diese Wirtschaftszweige, wenn man sie nicht sich umstellen lässt bei guter Konjunktur; denn mit der Zeit kann diese schützende Hand des Staates nicht aufrechterhalten werden, das kostet zuviel. Machen wir es doch so, dass sie aus eigener Initiative andere Geschäftszweige aufnehmen, sich etwas umstellen. Sie sind ja kapitalkräftig; es sind ja nicht die Ärmsten, die da zu verteidigen sind. Es ist unrichtig und irgendwie eine Verkümmern der Wirtschaft, wenn man ihr den natürlichen Lauf ohne Not nehmen will. Man hat Macht, um Macht zu missbrauchen, das ist selbstverständlich. Und die Folgen sind ja bekannt. Aber auch die Gegenbeispiele sind bekannt.

Präsident: Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass die Redezeit abgelaufen ist.

Duttweiler: Ich bitte um Verlängerung der Redezeit; es handelt sich um einen Antrag auf Nichteintreten. Ich habe noch ungefähr eine Viertelstunde zu reden.

Präsident: Ich frage den Rat an, ob er mit einer Verlängerung der Redezeit von einer Viertelstunde einverstanden sei.

Abstimmung – Vote

Für die Verlängerung	34 Stimmen
Dagegen	44 Stimmen

Herzog: Ich bedaure, dass sie Herrn Duttweiler die Redezeit nicht um die gewünschte Viertelstunde verlängerten. Es wäre sehr vergnüglich gewesen, seine Ausführungen noch etwas länger anzuhören. Vielleicht wäre er dann am Schlusse seiner Ausführungen doch noch zur Bejahung der Vorlage, wie sie jetzt von der Kommission unterbreitet wird, gekommen. Man weiss ja nie, was letzten Endes bei den Ausführungen des Herrn Duttweiler herauskommt.

Unsere Fraktion stimmt für Eintreten auf die Vorlage, und zwar zum Teil aus den gleichen Überlegungen, wie sie Herr Duttweiler eingangs seiner Darlegungen auseinandergesetzt hat, zum Teil natürlich aus Überlegungen, wie sie durch den Kommissionsreferenten dargelegt wurden, und zum Teil auch aus anderen Gründen. Hierin stimmen wir mit Herrn Duttweiler überein, dass immer Spannungen in der Wirtschaft und in der Politik bestehen bleiben werden, und dass man angesichts solcher Spannungen nicht etwa den Mut verlieren sollte, in die Zukunft zu blicken und das Nötige zu tun. Aber weil wir eben dieser Auffassung sind, dass diese Spannungen bestehen bleiben werden, und weil wir der Meinung sind (da sind wir nun nicht gleicher Auffassung wie Herr Duttweiler), dass es Aufgabe des Staates sein muss, Gesetze zu schaffen, mit denen er vorsorglicherweise gewisse Massnahmen im Interesse des Volkes ergreifen kann, deshalb sind wir für Eintreten auf die Vorlage. Ich möchte – ich will nicht sagen Herrn Duttweiler, aber vielleicht andere Herren, die ihm nahestehen – hören, was dem Bundesrat für Vorwürfe gemacht würden, wenn die Situation sich so entwickelt, dass man gerade in der Brotversorgung in eine schwierige Lage hineinkäme. Dann würde man, meiner Meinung nach, mit Recht dem Bundesrat vorwerfen, dass er nicht vorsorglicherweise die notwendigen Massnahmen vorbereitet habe.

Wir sind auch durchaus nicht der Meinung, dass diese Vorlage ähnlichen Charakter trage wie die Vorlage zum Beispiel über die ATO, die Tabakkontingentierung oder das Uhrenstatut. Mit dieser Vorlage geht es um das Brot des Volkes, und nicht um die ATO, das Uhrenstatut oder die Tabakkontingentierung, oder weiss ich was, sondern hier geht es um das Brot des kleinen Mannes, des Volkes. Deshalb ist es nach meiner Auffassung unbedingt notwendig, dass der Bund einige Massnahmen, die er bis anhin auf Grund von Artikel 23 bis der Bundesverfassung und gemäss dem Bundesbeschluss vom 30. August 1939 veranlassen konnte, weiterführen kann. Mit dem vollen Wegfall der Vollmachten auf 31. Dezember 1952 muss eine Übergangslösung geschaffen werden, bis die neue Verfassungsgrundlage in Kraft gesetzt werden kann. Dazu ist es dann noch notwendig, die Ausführungsgesetze zu schaffen. Uns ist vor allem wichtig, dass die Möglichkeit geschaffen wird, den Brotpreis für das Ruchbrot so niedrig als möglich zu halten. Das Ruchbrot kann heute abgegeben werden für etwa 52 Rappen das Kilo. Die Getreideverwaltung rechnet, dass bei Aufhebung der jetzigen Ordnung eine Erhöhung des Ruchbrotpreises bis auf etwa 68 Rappen eintreten müsste. Das Halbweissbrot kostet heute etwa 71 Rappen das Kilo und müsste bei Aufhebung der jetzigen Ordnung erhöht werden auf etwa 78 Rap-

pen. Diese Differenzen könnten entweder ganz oder teilweise beseitigt werden durch Schaffung eines Einheitsbrotes, dessen Preis etwas unter den 71 Rappen liegen könnte, aber wesentlich über den 52 Rappen, die wir heute für das Ruchbrot auslegen müssen. Die Weissmehlabgaben bringen heute dem Bund jährlich etwa 40 Millionen Franken, die (nach Auffassung der Kommission und nach eingehender Darlegung seitens des Bundesrates und der Getreideverwaltung) mit der Aufhebung der jetzigen Ordnung wegfallen würden. Dazu kommt dann aber noch, dass für die Getreideverwaltung wesentliche Aufwendungen gemacht werden müssen, die mit dem Ertrag aus der Weissmehlabgabe nicht gedeckt werden können. Es müssen also ausser den 40 Millionen, die bei Aufhebung der jetzigen Ordnung wegfallen würden und die wir zurzeit durch die Weissmehlabgabe erhalten, noch weitere viele Millionen aus der Bundeskasse aufgewendet werden, weil die Differenz vom Ruchbrot zum neuen Einheitsstyp, der ebenfalls gefordert wird, bedeutend grösser würde und der Zuschuss aus der Bundeskasse, aus dem Ertrag, den jetzt die Abgabe aus dem Weissmehl bringt, noch erhöht werden müsste. Der Verbrauch an Ruchbrot ist heute noch im Landesdurchschnitt auf etwa 40 % anzusetzen. Ich bin da nicht ganz einig mit dem Referenten deutscher Zunge. Es ist nicht so, dass das Ruchbrot zur Hauptsache von den besseren Kreisen verbraucht wird. Ich könnte Ihnen da mit anderen Zahlen dienen. Ich kann darauf hinweisen, dass in einzelnen Konsumzentren der Ruchbrotverbrauch heute noch weit über 40 % ist. Wir haben in der Ostschweiz Gegenden, wo der Ruchbrotverbrauch bis auf 60 % und vielleicht noch höher hinaufgeht. Aber der Landesdurchschnitt wird, wie gesagt, bei 40 % angegeben. Es sind zu einem grossen Teil minderbemittelte Kreise, die dieses Ruchbrot heute noch kaufen.

Eine andere Frage, die uns bei der Beurteilung dieser Vorlage ebenfalls beschäftigt und auf die die Kommissionsreferenten sowohl wie auch Herr Duttweiler hingewiesen haben, ist die Frage der Zuteilung der Kontingente. Es geht unserer Auffassung nach nicht an, dass die Kontingentszuteilungen an einzelne Mühlen, die aus dem Durchschnitt der Jahre 1933 bis 1938 stammen, weiterhin aufrechterhalten bleiben. Wir wollen hier mit aller Deutlichkeit sagen, dass diese Kontingentszuteilung geändert werden muss. Sie kann auch geändert werden mit dem Bundesbeschluss, den wir jetzt diskutieren, denn in Artikel 1 heisst es unter Abschnitt a, dass der Bund Vorschriften erlassen könne über Einfuhr, Lagerung und Verteilung. Infolgedessen scheint es uns möglich zu sein, diese Kontingentierung, die aus den Jahren 1933 bis 1938 stammt, möglichst bald zu ändern, und zwar im Sinne der Angleichung an die jetzigen Zustände. In der Zwischenzeit hat sich in dieser Beziehung einiges geändert. Es ist eine Verschiebung im Verbrauch von Mehl innerhalb der Mühlen eingetreten. Dann ist auch die Bevölkerungsverchiebung, die Bevölkerungszunahme in einzelnen Gegenden unseres Landes zu berücksichtigen. Wir wollen bei dieser Gelegenheit doch darauf hinweisen, dass es nicht angängig ist, diese Kontingentierung aus jenen Jahren beizubehalten, die zu einem Teil einzelnen Leuten des Getreidehandels

und der Mühlen Verdienste zukommen lässt, die auf eine etwas leichte Art verdient werden. Wir müssen verlangen, dass diese Kontingentszuteilungen einer sofortigen Revision unterzogen werden.

Nun noch die Frage der Revision des Getreidegesetzes. Wir möchten dringend bitten, dass zunächst einmal die Revision der Verfassungsgrundlage an die Hand genommen wird. Wir sind darüber belehrt worden und haben uns selbst davon überzeugen können, dass Artikel 23bis für die Durchführung der Massnahmen, wie sie unbedingt auf dem Gebiete der Getreideversorgung notwendig sind, nicht genügen. Diese Vorlage, die zur definitiven Regelung führen soll, muss deshalb möglichst bald an die Räte weitergeleitet werden. Wir möchten dringend bitten, dass dann auch die Revision des Getreidegesetzes, das ebenfalls revidiert werden muss, unseren Räten unterbreitet werden kann.

Noch auf etwas möchte ich hinweisen, damit auch das gesagt ist, weil der Referent deutscher Zunge auf Artikel 31bis betreffend die Wirtschaftsartikel hingewiesen hat. Es ist meiner Meinung nach sehr fraglich, ob Artikel 31bis für die Revision des Getreidegesetzes herangezogen werden kann. Wir haben auch darüber diskutiert und sind der Meinung, dass diese Frage durchaus nicht abgeklärt ist.

Die Ausführungen von Herrn Duttweiler haben bei mir den Eindruck hinterlassen, als ob Herr Duttweiler auf Grund der Vorlage des Bundesrates diskutiert hätte. Er sagt, man müsse die Entscheide und die Kontrolle wieder in die Hände des Volkes und des Parlamentes legen. Gerade die Vorlage, wie wir sie jetzt auf Grund des Kommissionsbeschlusses vor uns haben, lässt diese Kontrolle des Volkes und des Parlamentes zu. Es ist keine Ermächtigung an den Bundesrat darin enthalten, dass er während der Dauer dieses zeitlich festgelegten Verfassungsartikels selber entscheiden kann. Die bisherigen Bestimmungen sollen nur bis zum 30. September 1953 Geltung haben. Bis zu jenem Zeitpunkt müssen uns die nötigen Ausführungserlasse unterbreitet werden. Gegen diese kann wieder das Referendum ergriffen werden. Es ist so, wie der Bundesrat sagt, dass wir unter Umständen sehr oft an die Urne gehen müssen, aber das heisst nicht unbedingt, dass immer das Referendum ergriffen werden soll, wo es, wie ich bereits gesagt habe, um einen sehr wichtigen Teil unserer Landesversorgung geht, um das Getreide, um das Mehl, um das Brot des Volkes. Weil es sich um diese wichtigen Dinge handelt, sind wir für Eintreten auf die Vorlage und werden ihr unsere Zustimmung geben.

M. Gressot: M. Herzog nous a dit tout à l'heure que même si le temps de parole de M. Duttweiler avait été prolongé, il est probable que le Conseil aurait tout de même voté l'entrée en matière. C'est possible. Mais cette déclaration me laisse supposer qu'en tout état de cause M. Herzog fait partie de cette catégorie de citoyens éclairés dont les opinions peuvent changer mais dont les votes restent toujours les mêmes!

Au cours de l'heure des questions de la dernière session parlementaire, j'étais intervenu pour exposer les doléances des meuniers et des agriculteurs jurassiens qui jugeaient intenable la situation actuelle en ce qui concerne plus spécialement les prescrip-

tions régissant les moutures à façon et qui demandaient avec insistance que la situation d'avant guerre soit définitivement rétablie et que la faculté leur soit donnée de moudre à façon à n'importe quel taux d'extraction et de couleur.

Le 95 % des agriculteurs ne peuvent comprendre qu'ils soient obligés de manger leur principale nourriture: le pain, de couleur bise, mais qu'ils aient la liberté d'affourager le bétail avec du blé de première qualité. Les meuniers dans les difficultés présentes jugent ne plus pouvoir jouer le rôle d'intermédiaires entre l'agriculteur et les ordonnances fédérales. Ils jugent aussi ne plus pouvoir supporter les conséquences de ces dernières. M. Rubattel, conseiller fédéral, dans sa réponse avait indiqué, en résumé, ce qui suit: Ce que les meuniers jurassiens demandent, c'est la suppression complète des prescriptions d'économie de guerre encore applicables à la mouture des céréales gardées par le producteur pour ses besoins. Ces prescriptions, aux termes desquelles les meuniers à façon sont tenus d'adapter la teinte de leur farine mi-blanche à celle d'un échantillon type, sont indispensables faute de quoi on aurait dans les moulins mixtes, moulins de commerce qui pratiquent la mouture à façon, deux types de farine mi-blanche, ce qui rendrait impossible le contrôle de l'application des prescriptions de mouture. Et M. Rubattel ajoutait: «Tant que les prescriptions réglant la fabrication des différents types de farine devront être maintenues, il ne sera pas possible de faire droit à la requête des meuniers jurassiens.» Puis il concluait par ces mots: «Le Conseil fédéral vient précisément de saisir les Chambres d'un projet d'arrêté fédéral prorogeant ces dispositions en même temps que les autres mesures d'économie de guerre destinées à assurer le ravitaillement du pays en céréales panifiables. Ces dispositions constituent un tout qui devrait être maintenu intégralement en vigueur aussi longtemps qu'il sera nécessaire d'assurer la péréquation du prix du pain par le renchérissement de la farine fleur et la réduction du prix de la farine bise.»

Cette opinion quelque peu totalitaire, qu'on me permette cette expression, et dans tous les cas fort dirigiste, on la retrouve d'ailleurs dans le message du Conseil fédéral où il est dit: Nous répétons que les mesures prévues par le dit arrêté «constituent un tout organique dont on ne saurait distraire un élément isolé sans provoquer l'effondrement de l'édifice tout entier».

Ainsi on nous donne à choisir entre le tout et le rien, sans peut-être supposer qu'on pourrait provoquer certaines réactions qui motiveraient cette réponse: Nous préférons le rien plutôt que le tout.

Cet exemple de la farine mi-blanche est une excellente illustration de l'excès du dirigisme dans lequel nous sommes en train de voguer. Le maintien du prix du pain à un indice moyen était une mesure sociale tout à fait compréhensible. Il risque aujourd'hui, vu le bas prix de la farine, d'être un facteur de pénurie de pain pour peu que la situation internationale vienne à s'aggraver. Il irait donc exactement à fin contraire de ce qu'on en attend, car, ne l'oublions pas, à l'instar d'Ugolin, le dirigisme dévore les citoyens pour leur conserver une bureaucratie et l'on finira (permettez-moi cette ex-

pression, elle est de circonstance) par mettre tout le monde dans le pétrin.

Dans le cas de l'approvisionnement en blé, qu'on ne peut pas comparer avec le contrôle des prix, il existe déjà, M. Duttweiler l'a dit, je n'y insisterai pas, un article de la Constitution, à savoir l'article 23bis. Le projet ne poursuit d'autre but, d'une part, que d'éviter, à mon avis, les difficultés qui entourent l'édiction d'arrêtés urgents et, de l'autre, que de mettre hors de vigueur, pendant une certaine période, précisément, l'article 23bis de la Constitution. Il touche donc à l'essence même de la Constitution et fait en somme de celle-ci un élément de la législation ordinaire, alors que, de par sa genèse et sa nature, elle doit être la charte fondamentale permanente de notre Etat.

C'est donc aller fort que de motiver cette procédure, comme le fait le message, en déclarant, par exemple, qu'il est souhaitable que l'importante question de notre ravitaillement en pain soit régie par des dispositions aussi claires et aussi stables que possible. La situation juridique est absolument claire du point de vue constitutionnel.

De plus, à côté de cet article constitutionnel, il existe encore une loi sur les blés et nous avons, en outre, des arrêtés des pleins-pouvoirs sur l'approvisionnement en céréales. Ces arrêtés doivent disparaître à fin 1952, c'est entendu, s'ils n'ont pas été incorporés d'ici là dans la législation ordinaire sur le blé, mais encore on peut les remplacer par les arrêtés à caractère d'urgence de l'article 89bis de la Constitution. Il semble qu'en introduisant un appendice à la Constitution on aurait pour résultat que ces restes d'économie de guerre subsisteraient pendant plusieurs années encore. Indépendamment donc des questions d'ordre matériel émises par les meuniers soutenus par les agriculteurs, ces objections d'ordre constitutionnel et juridique justifient pleinement le renvoi du projet proposé par M. Duttweiler.

Il n'y a pas de raison pour créer un précédent pour une telle adjonction à la Constitution même et surtout limitée dans le temps et tout l'exposé des motifs du Conseil fédéral à l'appui du projet se fonde sur des conditionnels, vous n'avez qu'à le lire. Il part d'un état de nécessité qu'il décrit lui-même comme n'étant que probable. En réalité un tel projet ne se justifierait qu'en tant que disposition transitoire précédant l'instauration définitive du monopole des céréales. M. Duttweiler y a fait allusion de même qu'un des rapporteurs. Et c'est ainsi d'ailleurs que, peut-être, ses auteurs l'entendent. Mais comme le peuple et les cantons ont rejeté déjà un tel monopole et comme le Conseil fédéral n'affirme nulle part qu'il est une nécessité absolue et urgente et que lui-même propose la simple prorogation, j'estime dès lors que le projet qu'on nous présente est inadmissible tel qu'il est formulé et même avec les modifications que, fort justement, la commission lui a fait subir.

Ainsi donc, il semble que les trois ordres de protection mentionnés: l'article 23bis de la Constitution, l'article 89bis de la Constitution et la loi sur le blé sont suffisamment protecteurs pour qu'on ne soit pas obligé d'avoir recours à la procédure qu'on nous prie ce soir de sanctionner.

Au surplus, il ne paraît pas que dans son message complémentaire le Conseil fédéral soit très catégorique. Si le Conseil fédéral juge impossible de proroger les mesures d'économie de guerre lors de la révision de la loi de 1932, il ajoute: Plutôt que de différer cette prorogation et d'édicter un arrêté fédéral urgent fondé sur l'article 89bis de la Constitution, nous estimons encore aujourd'hui préférable... Le Conseil fédéral juge préférable, c'est une appréciation. Mais nous avons, nous aussi, le droit de juger préférable de ne pas entrer dans les vues du Conseil fédéral. Cette appréciation est sans doute aussi juste que celle du Conseil fédéral. C'est pourquoi je voterai le renvoi du projet au Conseil fédéral dans l'espoir ou bien qu'il le laissera tomber après nouvel examen, ou bien qu'en tout état de cause il supprimera dans un nouveau projet les prescriptions contre lesquelles je m'élève, ce qui, à mon avis, n'entraînerait pas les grosses difficultés que fait miroiter à nos yeux le Conseil fédéral.

Schmid-Oberentfelden: Ich bin ein alter Anhänger des Getreidemonopols. Ich habe es seinerzeit ausserordentlich bedauert, dass das Schweizervolk durch einen Zufallsentscheid dieses wichtige Instrument, das geschaffen wurde, um dem Volk zu dienen, ablehnte. Aber ich stehe nicht an, hier zu erklären, dass die Getreideverwaltung so, wie sie nachher geschaffen wurde, sich speziell während des Zweiten Weltkrieges bewährt hat. Es ist vor allem festzuhalten, dass wir in der Schweiz viel traurigere Zeiten hätten durchmachen müssen, wenn wir diese Verwaltung mit dem vorausschauenden Leiter nicht gehabt hätten. Dafür gebührt ihm zweifellos Dank. Wir haben in der Geschäftsprüfungskommission, der ich während der letzten Amtsperiode angehörte, den Eindruck erhalten, dass hier mit wenig Kräften sorgfältig gearbeitet wurde.

Ich glaube, Herr Gottlieb Duttweiler hat heute eine schlechte Stunde gehabt, als er seine Ausführungen hier anbrachte. Seine Behauptungen treffen in keiner Weise zu. Unter anderm hat er erklärt, was sich hier abspiele, sei zu vergleichen mit der ATO und andern Verlängerungen von irgendwelchen, nicht unter allen Umständen notwendigen Einrichtungen. Er wird nicht behaupten, dass die Getreideversorgung unseres Landes nicht eine Lebensfrage für das Volk ist, und er wird nicht behaupten können, es käme heute nicht mehr vor, dass man Ruchbrot verfüttert. Er frage die Getreideverwaltung und wird dann sehen, welche Strafprozesse hier jeweilen eingeleitet werden müssen. Das ist keine leichte Sache, und Herr Gottlieb Duttweiler wird nicht behaupten können, dass, wenn man jetzt in diesem Moment diese Vorlage beschliesst, das keine Vorlage sei, die ermögliche, dass das Volk sich dazu aussprechen könne. Ich glaube, das muss man berücksichtigen, um der Situation gerecht zu werden.

Natürlich hat der deutsche Referent gesagt, es handle sich um keine elegante Lösung. Aber es handelt sich um eine praktische Lösung, und er hat nicht von einer „üblen Sache“ gesprochen, wie das in der Übersetzung in die Sprache von Gottlieb Duttweiler lautet. Ich habe die Meinung, dass man, wenn man das Parlament nicht allzu sehr ermüden will, die Redezeit so benutzen sollte, dass man das

Wesentliche sagt. Ich muss Herrn Gottlieb Duttweiler daran erinnern, dass er sich in den 20 Minuten fortlaufend wiederholt hat, dass er nachher, weil er vielleicht meinte, etwas nicht gesagt zu haben, eine Viertelstunde Verlängerung der Redezeit verlangte. Also wir wollen mit der Zeit nicht in dieser Art und Weise spielen. Ich habe auch nicht für die Verlängerung, sondern dagegen gestimmt, weil ich die Überzeugung habe, dass auch Herr Gottlieb Duttweiler sich an die Zeit halten sollte, wie das andere Redner auch tun müssen.

Es ist nicht unwichtig, dass man das Schwarzbrot, das Ruchbrot, dem Volk zu einem anständigen Preis erhält. Es ist das gesunde Brot, das man haben sollte, und nicht das Weissbrot. Wir müssen Wert darauf legen, dass nicht die Sache so gelöst wird, wie es Herr Duttweiler sagte, indem man die Preise einander annähert und auf diese Weise jede Verfütterung von Ruchbrot verhindert, weil es dann zu teuer wird.

Wir haben in der Schweiz die einheimische Getreideversorgung nötig; wir brauchen unsern Getreidebau, denn wir wissen nie, was für Zeiten kommen. Auch wenn Herr Duttweiler erklärt hat, seiner Auffassung nach leben wir heute in einer absolut normalen Situation und sollten nicht an die Zukunft denken, so bin ich der Meinung, dass wir, was den Getreidebau betrifft, an die Zukunft denken müssen. Wir sind für richtige Getreidepreise, weil wir den Getreidebau erhalten wollen. Aber wir haben die Meinung, dass diese Vorlage sorgfältig vorbereitet ist und dass man sie nicht wegen den Verbänden und ihren Interessen gemacht hat, obwohl nicht vergessen werden soll, dass die Vorlage nicht ohne Einwände der Verbände gemacht werden konnte. Wir sollten dieser Vorlage zustimmen.

Herr Duttweiler weiss so gut wie ich, dass ein Dekret, das Pflichtlager irgendwelcher Art den Leuten auferlegen würde, nicht dasselbe ist, wie wenn die Müller vom Bund beliefert werden und wird daher jederzeit über den nötigen Vorrat an Mehl und Getreide verfügen können. Ich glaube, wenn Herr Duttweiler sich die Sache besser überlegt hätte, hätte er diesen Antrag nicht gestellt. Er kann ihn auch nicht vergleichen mit dem, was ein gesundes Misstrauen des Volkes gegen die Behörden bedeutet. Auch ich bin von gesundem Misstrauen gegen die Bundesbehörden erfüllt und geniere mich nicht, dies hier jeweils klar zum Ausdruck zu bringen. Aber diesmal glaube ich, dass wir eine den Umständen entsprechend gute Vorlage vor uns haben und wir ihr daher zustimmen müssen, in Berücksichtigung der Situation, in der wir heute leben. Ich glaube kaum, dass man mit den Wirtschaftsartikeln, für die ich nicht so grosse Sympathien habe wie Herr Duttweiler sie zu haben scheint, in diesem speziellen Fall durchkommen wird. Ich bitte also, Eintreten auf die Vorlage zu beschliessen.

König: Es handelt sich um einen wichtigen grundsätzlichen Entscheid, den das Parlament zu treffen im Begriffe ist. Herr Gressot hat darauf hingewiesen, und ich kann mich auf wenige Worte beschränken. Inhaltlich geht es um Kriegsnotrecht. Kein Mensch wird bestreiten, dass die kriegsnot-

rechtliche Regelung der Getreideversorgung gut war und im Interesse des Volkes und des Landes funktioniert hat. Heute geht es aber um die Frage, ob diese Regelung 7 Jahre nach Schluss des Krieges noch weitergeführt werden solle, oder ob wir wieder zu den verfassungsrechtlichen früheren Zuständen zurückkehren können und sollen. Das Kriegsnotrecht hat bereits nach dem Ersten Weltkrieg ein aussergewöhnliches Beharrungsvermögen gezeigt. Ich darf Sie daran erinnern, wie besonders Herr Prof. Fleiner den damaligen Bundesrat in seinen Bestrebungen, das Kriegsnotrecht fortzuführen, gegeisselt hat. Ich glaube aber, dass der heutige Bundesrat den damaligen Rekord durchaus schlägt. Wenn man ihm nun eine Frist gesetzt hat, dass 7 Jahre nach Kriegsende dieses Notrecht aufhören solle, ist er – wie Sie aus der Vorlage sehen – auf den neuen Gedanken gekommen, man solle nun das Volk einspannen, seinen Segen zur Verlängerung dieses ausserordentlichen Rechtes zu geben. Das ist formell in Ordnung. Selbstverständlich wird das Volk über diese Verlängerungsvorlage befinden müssen. Ich bin allerdings nicht sicher, ob es seinen Segen dazu geben wird. Aber es bleibt bei der Tatsache, dass wir im Begriffe stehen, das Kriegsnotrecht nun weiterzuführen in einer Zeit, von der Sie sicher nicht behaupten können, dass sie Kriegszeit sei. Ich will nicht behaupten, die Zeiten seien ruhig. Wenn Sie in der Geschichte zurückblicken, werden Sie aber feststellen können, dass es überhaupt nie ruhige Zeiten gegeben hat in politischer und wirtschaftlicher Hinsicht. Die Zustände, wie wir sie heute haben, kannten auch frühere Zeiten. Auf wirtschaftlichem Gebiet zum Beispiel war es früheren Generationen durchaus geläufig, dass grosse Preisschwankungen auf den wichtigsten Artikeln des Weltmarktes vorkamen. Unsere Väter haben aber trotzdem mit der ordentlichen Regelung leben können und sicher recht leben können.

Ich will mich nicht auf Einzelheiten einlassen; ich möchte nur sagen, dass ich es bedaure, dass das Parlament im Begriffe ist, einen ausserordentlichen Schritt zu tun, dem Volke etwas Aussergewöhnliches vorzuschlagen, ohne dass es wenigstens einem Manne – von dem Sie nicht behaupten können, dass er auf diesem Gebiete zufolge seiner beruflichen Stellung nichts verstehe – Gelegenheit gegeben hat, seine Auffassung hier zu vertreten und zum Ausdruck zu bringen. Man geht sogar so weit, dass man ihn zu kritisieren beginnt, sein Votum zerpflückt, obwohl man weiss, dass er nicht Gelegenheit hatte, seine Meinung vollständig zu sagen.

Buri: Es muss hier vielleicht noch gesagt werden, weil man im allgemeinen glaubt, wenn man von Getreide spricht, es sei eine Angelegenheit der Bauern, dass die Getreidevorlage, wie sie uns unterbreitet wird, damit absolut nichts zu tun hat. Sie bietet keine weiteren Schutzmöglichkeiten oder Vorteile für die Bauern; sie ist ganz ausgesprochen eine Massnahme der Sicherung für das ganze Volk, eine Sicherung für die gesamte Bevölkerung. Ich glaube auch, man dürfte doch annehmen, nach den Ausführungen, die hier gemacht worden sind und nach dem Studium, das wir vorzunehmen Gelegenheit hatten, dass Artikel 23 bis der Bundesverfassung nicht genügen kann.

Wenn es sich heute darum handeln könnte, diesen Artikel noch rechtzeitig neu zu beraten und zu gestalten, dann könnte man vielleicht darüber diskutieren, aber das ist praktisch unmöglich. Die Revision des Artikels 23bis kann nicht erledigt werden in der gleichen Zeit, wie wir nun diese Massnahme beraten müssen. Also kann das ganz unmöglich in Frage kommen.

Zur rechtlichen Lösung. Nun, wir sind ja alle – das ist auch bereits von den Herren Kommissionsreferenten gesagt worden – uns darin einig, dass diese vorgeschlagene Lösung nicht gerade ein Prunkstück der Bundesverfassung darstellen wird. Dessen sind wir uns sicher bewusst, aber es fragt sich nur, ob wir den praktischen Notwendigkeiten genügen können oder nicht. In erster Linie steht doch sicher die Versorgung des Volkes und nicht irgendeine rechtliche Auseinandersetzung oder ein Schönheitsfehler in der Bundesverfassung zur Diskussion. Schliesslich kann man ja auch damit rechnen, dass er in absehbarer Zeit wieder verschwindet, und es ist nicht unsere Schuld, wenn heute derartige Massnahmen getroffen werden müssen. Wenn Herr Duttweiler gesagt hat, man wolle da mit Absicht immer wieder neue Vorlagen dem Volke unterbreiten, man glaube, es werde dann müde, wenn das Referendum ergriffen werden könne, und es könne wahrscheinlich dann mit der Zeit nicht mehr ergriffen werden, man spekuliere schon wieder mit dieser Seite der Angelegenheit, dann möchte ich doch feststellen: Ich glaube, Herr Duttweiler ist nicht ganz unschuldig, wenn heute diese Vorlagen dem Volke unterbreitet werden müssen. Das Volk wollte es ja so haben, sonst hätte es im Herbst 1948 dieser Initiative nicht zugestimmt. Und ich glaube, wenn das Volk weiss, um was es geht, wenn es weiss, dass es sich um die Brotversorgung handelt, dann ist ganz klar, dass es sich auch überlegen wird, was es in der Sache zu stimmen habe.

Materiell könnte man glauben, dass jetzt die Brotversorgung, das heisst der Getreideeinkauf auf den internationalen Märkten, eine Kleinigkeit sei, nach den Ausführungen, die hier gefallen sind. Das stimmt nun aber nicht. Ich habe hier einen Auszug aus einer Publikation über die in London abgehaltene internationale Weizenkonferenz, wo es heisst: „An der in London abgehaltenen internationalen Weizenkonferenz zeigten sich grosse Schwierigkeiten, weil die Importländer von Weizen wesentlich mehr Weizenkontingente verlangten, als die Exportländer zu liefern in der Lage sind. Eine wesentliche Vermehrung der Produktion in den Weizenländern scheint in Rücksicht auf die ungenügenden Preise und den Mangel an Arbeitskräften kaum möglich zu sein. Die Konferenz mahnt die Importländer, ihre eigene Produktion zu vermehren usw.“

So steht die Sache, Herr Duttweiler. Es ist auch zu sagen, dass auf dem freien Markt der Weizen noch bedeutend teurer zu stehen kommt als bei der Zuteilung an der Weizenkonferenz. Wie ich orientiert bin, wird es sich hier ungefähr um 12 Franken Differenz handeln.

Nun ist ja ganz selbstverständlich, dass wenn wir diese Vorschriften fallen lassen, auch die Ausmahlvorschriften nicht mehr so gehandhabt werden. Die Folge ist die (was Sie ja in der Botschaft selber lesen können auf Seite 6), dass dann eine grosse

Menge weiteres Getreide importiert werden muss; man rechnet mit ungefähr 50 000 Tonnen, die mehr importiert werden müssten, wenn die Mahlvorschriften nicht mehr so gehandhabt würden wie bisher.

Und die preisliche Seite, Herr Duttweiler, spielt schliesslich doch auch eine Rolle. Sie wird in der Botschaft auch dargelegt. Da muss man doch sagen, spielen diese Fragen wirklich keine Rolle? Wollen wir hier eine Freiheit anstreben, auch dann, wenn sie das einfache Volk – das eben das Brot essen muss – so und soviel mehr kosten wird? Bis Sie den Gegenbeweis bringen, Herr Duttweiler, kann ich nichts anderes glauben; denn die Verhandlungen in der Kommission waren sehr eingehend und sehr seriös, und die Tatsache, dass schliesslich die ganze Kommission zugestimmt hat, zeigt immerhin, dass man diese Angelegenheit sehr ernsthaft geprüft hat.

Was das Monopol des Staates anbelangt: wenn Herr Duttweiler hier vielleicht hofft, dass das Monopol an die Importeure gehe und damit eine demokratischere Einrichtung Platz greifen sollte, dann irrt er sich weiterhin. Denn von ungefähr 28 Importeuren (wenn ich nicht irre) würde dann das Hauptkontingent auf ungefähr ein halbes Dutzend Importeure zurückgehen. Man hat sich in der Kommission vor Augen halten müssen: Hat es einen Sinn, das Staatsmonopol, wenn wir es so nennen wollen, gegen ein Monopol einzutauschen, das ein halbes Dutzend Importeure handhaben würde? Dieser Import durch ein halbes Dutzend Kaufleute ist nicht eine Sache, die wir unbedingt anstreben müssen. Zudem ist noch zu erwähnen, dass diese Importeure nicht die Garantien geben können, die heute unbedingt verlangt werden müssen.

Wenn Herr Duttweiler sagt, die Situation sei heute normal, wir werden sie vergleichsweise mit dem Dreissigjährigen Krieg eine Zeitlang so haben, muss man immerhin bemerken, dass es von einem Tag auf den andern, von der einen Woche auf die andere oder von einem Monat auf den andern für den Import gewisse Schwierigkeiten geben könnte. Das erfahren wir fast tagtäglich. Weil die Sicherheiten nicht genügen, die diese Leute geben können, könnte ich mich meinerseits auf keinen Fall darauf verlegen, das Sichere, das wir heute in der Hand haben, preiszugeben, um irgendeinem wirtschaftlichen Ideal nachzujagen, das uns in eine gewisse Unsicherheit führt.

Ich möchte Herrn Gressot nicht antworten auf seinen Antrag, die Vorlage zurückzuweisen. Ich weiss, es wäre in gewissen Gegenden der Schweiz trotz allen Vorschriften und Schwierigkeiten möglich, weisses Brot zu essen. Wir haben das auch in der letzten Kriegszeit erfahren! Ich glaube jedoch, wir haben den Schutz des ganzen Volkes im Auge zu behalten. Ich möchte Herrn Gressot bitten, die Vorlage vielleicht in diesem Sinne, nicht nur vom rechtlichen Standpunkt aus, sondern von den praktischen Auswirkungen aus anzusehen. Gesamthaft betrachtet möchte ich Ihnen sagen, dass unsere Gruppe der Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei dem einstimmigen Antrag der Kommission zustimmt, welcher hauptsächlich auf der Sorge um die Ernährung des Volkes beruht, die wir nicht leichtfertig aufs Spiel setzen möchten.

Rohr: Ich beabsichtige nicht, Sie lange hinzuhalten, aber ich möchte doch noch einige Punkte herausheben, die vielleicht eine gewisse Klärung zu bringen vermögen. Vor allem möchte ich Sie bitten, sowohl den Nichteintretensantrag wie auch den Antrag auf Rückweisung der Vorlage abzulehnen. In einem Punkt kann ich Herrn Duttweiler ohne weiteres und vorbehaltlos zustimmen, und ich glaube, dabei auch im Namen der grossen Mehrheit der Kommission zu sprechen, nämlich in der Auffassung, dass diese zeitlich beschränkten Verfassungseinfügungen vom juristisch-ästhetischen Standpunkt aus nicht schön sind. Aber für uns war nicht das das Entscheidende, sondern wir sagten uns: Es handelt sich hier um eine Frage von ausserordentlich wichtiger Bedeutung für das ganze Volk. Es handelt sich um die Frage: Wollen wir in den heutigen, zweifellos ausserordentlichen und für die Getreidebeschaffung schwierigen Zeiten auf Kosten der weniger schönen Verfassung eine sichere Versorgung des Landes mit Brot oder wollen wir das nicht? Da war die Kommission der einhelligen Auffassung, dass hier die verfassungsästhetischen Gründe hinter die Sicherung der Getreideversorgung zurückzutreten haben.

Herr Duttweiler hat von Verletzung der Gleichberechtigung und von Diktatur gesprochen. Er hat auch auf Artikel 23 der Bundesverfassung hingewiesen, gestützt auf welchen Artikel alle nötigen Massnahmen getroffen werden können. Herr Duttweiler befindet sich hier in einem bedauerlichen Irrtum. Gestützt auf den bestehenden Artikel 23 kann nach einhelliger Auffassung juristischer Kreise weder ein Preisausgleich geschaffen noch ein höherer Getreidevorrat als 8000 Wagen gehalten werden. Das ist gesetzlich festgelegt. Der Bundesrat kann also ohne besondere ausserordentliche Vollmachten nicht höher gehen in der Vorratshaltung. Und doch ist gerade Herr Duttweiler immer für eine grössere Vorratshaltung in unserem Land eingetreten. Es kann keine Brotverbilligung erfolgen. Ob sie berechtigt ist oder nicht, darüber wollen wir uns nicht unterhalten, ich möchte nur feststellen, dass das nicht möglich ist. Es können keine Ausmahlungsvorschriften und keine Mehlausfuhrvorschriften erlassen werden. Alle diese Dinge sind, gestützt auf die heutige Verfassungsbestimmung und die gegenwärtigen gesetzlichen Bestimmungen, nicht möglich. Wenn Sie die Versorgung des Volkes mit Brot sichern wollen, dann müssen Sie auch den Boden für den Erlass ausserordentlicher Massnahmen vorbereiten.

Herr Duttweiler hat auf das Monopol hingewiesen. Ich persönlich, und ich glaube, ein Grossteil der Mitglieder der Kommission, sind keine Anhänger eines staatlichen Monopols. Man hat einen Ausweg gesucht. Was wurde uns als Ersatz offeriert? Nichts anderes, als ein anderes Monopol. Man hat die Frage geprüft, und diejenigen Kreise, die an der Getreideversorgung wesentlich interessiert waren, namentlich auch die Müller, haben erklärt: Wenn schon ein Monopol, dann wollen wir dasjenige, das zur Zeit besteht, vorübergehend lieber in Kauf nehmen, als das neue, das uns angeboten worden ist, ein neues Monopol, von dem wir nicht wissen, wie es funktioniert. Sicher hätte es wesentlich mehr Umtriebe und wesentlich mehr Kosten erfordert. Ich möchte

hier festhalten, dass die Mitglieder der Kommission durch die Presse „aufgezogen“ an die erste Sitzung gegangen sind. Die Kommission war von der äussersten Rechten bis zur äussersten Linken einhellig der Auffassung: Wenn wir unter den heutigen Verhältnissen eine Versorgung unseres Volkes mit Brot sichern wollen, sind wir auf ausserordentliche Massnahmen noch für eine gewisse Zeit angewiesen. Uneinig war man nur über den Weg, der eingeschlagen werden soll: dringlicher Bundesbeschluss oder Verfassungsergänzung, wie sie der Bundesrat vorgeschlagen hat. Da ging man nicht einig. In verschiedenen Sitzungen hat man den Weg zu finden versucht. Es ist nun geglückt, in der letzten Sitzung einen Weg zu finden, dem die Kommission einhellig zugestimmt hat, einen Weg, der dem Volk und dem Parlament das Mitspracherecht gewährleistet. Wir wollen nur eine Verfassungsbestimmung einfügen, gestützt auf welche Parlament und Volk sagen können: Willst du eine gesicherte Brotversorgung und willst du sie auf dem Wege, der dir vorgeschlagen wird? Es ist hier Mode geworden, dass man über die Vollmachtenbeschlüsse schimpft. Jeder distanziert sich davon. Aber der Objektivität halber darf festgestellt werden, dass wir gestützt auf Vollmachtenbeschlüsse – die ganze heutige Brotversorgung beruht auf Vollmachtenbeschlüssen – während der ganzen Dauer des Krieges genügend Brot hatten, dass wir ein anständiges, essbares Brot hatten und auch zu einem anständigen, billigen Preis. Ich glaube, die Massnahmen, die diese Vorteile gewährleistet haben, konnten nicht so falsch gewesen sein. Wenn die Kommission Ihnen vorschlägt, unter Zustimmung des Volkes und des Parlamentes einen Teil dieser Massnahmen, die sich bewährt haben, vorläufig noch weiter aufrecht zu erhalten, so kann das nicht so abwegig sein. Ich möchte hier auf die einzelnen materiellen Bestimmungen nicht eingehen. Sie haben darüber reichliche Ausführungen gehört. Ich wollte Ihnen aber zeigen, dass die Kommission, die ja aus verschiedensten Kreisen zusammengesetzt war, bei ihren Beratungen in materieller Beziehung einstimmig war und nun auch den Weg gefunden hat, dem sie einhellig zustimmen konnte. Ich möchte Sie bitten, der Kommission zuzustimmen.

Ich weiss, dass die Frage der Getreideversorgung ein ausserordentlich heikles und schwieriges Problem ist für denjenigen, der sich nicht intensiv und näher mit dieser Frage beschäftigt und der nicht näher in diese nicht ohne weiteres verständlichen Dinge hineinsieht. Wir müssen daher dem Bundesrat, der Getreideverwaltung und auch der Kommission, die die Angelegenheit eingehend geprüft hat, ein gewisses Vertrauen entgegenbringen. Ich bitte Sie daher, Ihrer Kommission zu folgen.

*Hier wird die Beratung abgebrochen
Ici, le débat est interrompu*

Brotgetreideversorgung des Landes

Ravitaillement du pays en céréales panifiables

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1952
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	6109
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	11.06.1952
Date	
Data	
Seite	340-354
Page	
Pagina	
Ref. No	20 035 281

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Vormittagssitzung vom 12. Juni 1952
Séance du 12 juin 1952, matin

Vorsitz – Présidence: Hr. *Renold*

6109. Brotgetreideversorgung des Landes
Ravitaillement du pays en céréales panifiables

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 340 hiervor – Voir page 340 ci-devant

M. *Piot*, rapporteur: Je voudrais rappeler tout d'abord la discussion qui s'est déroulée hier dans cette salle. La commission, vous le savez, s'était montrée plutôt réticente vis-à-vis du projet du Conseil fédéral. Son accueil a été plutôt frais et c'est la raison pour laquelle elle a demandé une étude plus approfondie du problème. La commission n'avait aucune envie de voter en faveur d'une prolongation du monopole des importations de céréales. Ce n'est qu'à la suite du rapport complémentaire et de nombreuses discussions que nous sommes arrivés à la conclusion qu'il fallait entrer en matière et faire quelque chose pour maintenir les dispositions actuelles.

Ce n'est pas sans quelque étonnement que nous avons entendu M. *Duttweiler* parler de «Befürchtung» du Conseil fédéral. On pourrait lui rappeler la motion qu'il a déposée sur le bureau de ce Conseil, en 1948 ou 1949, motion dans laquelle M. *Duttweiler* reprochait au Conseil fédéral de ne pas tenir compte de la situation internationale et de ne pas accumuler suffisamment de réserves.

La majorité de la commission a donné la préférence à l'arrêté fédéral urgent dans l'espoir avant tout qu'une solution interviendrait avant la fin de 1953 permettant d'abroger les dispositions qui reposent encore sur les pleins pouvoirs, et qu'en attendant la révision de la loi sur le blé, cette solution permettrait de régler les autres points.

La commission a accueilli le rapport négatif du Conseil fédéral avec une certaine déception. L'arrêté constitutionnel que la commission vous propose d'adopter est plus conforme à l'esprit et à la lettre de la Constitution, laquelle doit poser des principes et laisser à la loi l'exécution des détails. Il est plus conforme également aux articles économiques, lesquels prévoient que l'on peut déroger à la liberté du commerce et de l'industrie par des lois qui sont munies de la clause référendaire. Il sera loisible à ceux qui ne voient pas d'un bon œil les prescriptions actuelles – je songe notamment à M. *Duttweiler* – d'intervenir au cours des délibérations sur le projet de loi qui nous sera présenté. Si la situation s'améliore, il sera possible de tenir compte de leurs vœux, et s'ils n'obtiennent pas satisfaction la porte du référendum facultatif restera ouverte, et M. *Duttweiler* connaît cette porte.

Ce sont là, à notre avis, des motifs suffisants pour rejeter la proposition de renvoi de M. *Duttweiler*. Ce sont là également les conditions qui ont permis à la commission unanime de vous faire les propositions qu'elle vous a faites, ce qui n'aurait certainement pas été le cas si le projet du Conseil fédéral était resté inchangé.

M. *Gressot* s'est plaint des prescriptions relatives à la mouture et nous avons reçu nous-mêmes certaines doléances de meuniers de notre région. On pourra également intervenir à ce propos lors de la présentation du projet de loi qui nous sera soumis.

En ce qui concerne la révision de la loi sur le blé, il en a été question tout au long des délibérations de la commission. Il va sans dire qu'en ce qui concerne la centralisation des importations et la péréquation des prix de la farine blanche et de la farine bise, la loi sur le blé ne permet pas d'arriver à une solution. On pourra obtenir un résultat pour l'augmentation de la réserve fédérale et le contingentement de la meunerie par la loi révisée.

C'est la raison pour laquelle la commission a déposé un postulat tendant à accélérer la révision de la loi sur les blés, postulat que nous aurons l'honneur de développer à la fin des délibérations sur le présent objet.

Müller-Olten, Berichterstatter: Herr *Duttweiler* hat Rückweisung an den Bundesrat beantragt. Was bedeutet Rückweisung? Durch diese wird, nach meiner Auffassung, die Dringlichkeit geschaffen. Dann gelangen wir zu keiner anderen Lösung, als im Dezember einen Dringlichkeitsbeschluss zu fassen, weil wir anders die Getreideordnung nicht unterbrächten. Rückweisung bedeutet auch, dass wir das Volk für ein Jahr ausschalten. Nur wenn wir jetzt beschliessen, bzw. im September der Ständerat, und wenn wir auch zur Schlussabstimmung gelangen, geben wir dem Volk Gelegenheit, dazu zu reden.

Nun möchte ich Herrn *Duttweiler* persönlich danken für seine Auslegung von Artikel 23bis der Bundesverfassung. Er hat gesagt, dieser Artikel genüge vollauf zur Erhaltung der Mühlen. Die Mühlen können ja nicht anders als durch Kontingentierung erhalten werden. Es ist gut, dass das genau ins „Stenographische Bulletin“ aufgenommen wird, weil wir später wieder miteinander reden müssen.

Hingegen hat Kollege *Duttweiler* mir ein Rätsel aufgegeben. Ich will sagen, warum. Er hat gestern gesagt, die heutige Situation sei normal und wir vergässen eben, dass sie normal sei; die Verhältnisse seien vielleicht ähnlich wie im Dreissigjährigen Krieg. Das hat mir zu denken gegeben. Nach langer Überlegung bin ich dazu gekommen zu sagen, wenn die heutige Situation normal ist, dann sind wir alle nicht normal. Es kann sicher nicht normal sein, dass wir rüsten und rüsten, dass wir das Volk immer wieder auffordern, Vorräte anzulegen.

Der Unterschied zwischen Ruchmehl und Futterweizen ist auch angezogen und es ist gesagt worden, man könne Ruchmehl aus Futterweizen machen. In der Praxis, möchte ich sagen, machen wir normalerweise Ruchmehl aus dem gleichen Korn wie das Halbweissmehl, nämlich aus Manitoba 2, 3, 4, vielleicht noch 5, aber nicht aus Nr. 6, denn das ist Futterweizen. Ich glaube, es werde kein Müller aus Futterweizen Ruchmehl machen wollen, denn das kommt praktisch nicht in Frage, weil er ja finanziell zu Schaden kommen würde. Ich bitte Sie, Eintreten zu beschliessen und die Getreidevorlage nicht mit Angelegenheiten wie Uhren usw. zu vergleichen. Wir beten nicht, gib uns unsere Stumpfen, unser Öl, unsere Uhr, sondern unser täglich Brot. Das ist eine

wichtige Sache, da müssen wir in allem Ernst dafür sorgen, dass wir für die Zukunft gesichert sind.

M. Rubattel, conseiller fédéral: La thèse qui a été défendue hier devant cette assemblée par M. Duttweiler est en somme la suivante: l'article 23bis de la Constitution et la loi sur les céréales donnent à la Confédération des armes suffisantes pour assurer le ravitaillement du pays en blé. Cette thèse ne résiste pas à un examen sérieux. Aucune des dispositions dont il s'agit, pas plus l'article 23bis de la Constitution que la loi sur les céréales ne permet d'assurer l'importation centralisée des céréales panifiables.

On peut certes différer d'avis sur la nature des temps que nous vivons. M. Duttweiler estime que nous sommes en période normale; le Conseil fédéral, lui, pense au contraire que nous vivons des temps périlleux. Quelle que soit du reste l'appréciation que l'on porte sur ce point, un fait est certain: à des risques augmentés doivent correspondre des précautions accrues. Ce n'est pas parce que le risque se prolonge qu'il faut se départir de la prudence nécessaire.

Or, nous avons la conviction que dans le secteur vital du blé, où la production nationale est notoirement insuffisante, où la production mondiale est soumise à des fluctuations imprévues, où l'offre peut être directement influencée par les gouvernements des principaux pays exportateurs, et cela dans des délais très brefs, l'Etat est pour l'instant mieux à même que quiconque de sauvegarder les intérêts de tous les milieux intéressés au pain.

J'ajoute que l'existence d'un accord international sur le blé, actuellement en voie de revision, accord qui nous permet de nous ravitailler dans une large mesure à des prix particulièrement favorables, cet accord ne fait, de façon générale, dans ce domaine des céréales panifiables, que renforcer les positions d'Etat.

Les dispositions rappelées par M. Duttweiler ne suffisent pas non plus à fonder la péréquation des prix. On peut penser ce que l'on veut du système qui consiste à faire supporter par les consommateurs de farine blanche la perte qu'éprouve la Confédération sur la vente à bas prix du pain bis en particulier. Nous ne méconnaissons aucunement les inconvénients d'un tel système. Mais un changement de front aurait pour résultat une hausse très forte du prix du pain: 16 centimes pour le bis et 8 centimes pour le mi-blanc, selon les calculs de l'Administration fédérale des blés. Nous pensons que pareille aggravation serait hautement inopportune à la fois pour l'économie suisse et par les risques qu'elle ferait sans doute courir à la paix sociale. A moins que M. Duttweiler n'entende faire supporter par les finances publiques les quelques dizaines de millions de francs que lui coûterait cette prise en charge. Or, nous sommes sortis avec peine, il y a peu d'années, du régime du pain subventionné et nous n'entendons pas y retomber.

Si le Conseil fédéral a bien le droit, selon la loi sur les céréales, d'augmenter le stockage prévu à 8000 wagons, il ne peut le faire que dans certaines circonstances précisées à l'article premier du texte légal. Cet article premier est conçu de la manière suivante: «Afin d'assurer le ravitaillement du pays, la Confédération entretient sur son territoire une réserve d'environ 80 000 tonnes de froment, de seigle

et d'épeautre aptes au magasinage. Le Conseil fédéral peut augmenter la réserve si des circonstances extraordinaires, d'ordre économique ou politique, l'exigent.»

En d'autres termes, M. Duttweiler, considérant les temps que nous vivons comme normaux, le Conseil fédéral devrait, selon lui, s'en tenir au magasinage de 8000 wagons, c'est-à-dire à une réserve suffisante à la consommation en pain et en pâtes pour deux mois de temps de paix. Par conséquent, si cette assemblée suivait M. Duttweiler, elle risquerait de compromettre à la fois le ravitaillement en céréales panifiables et le prix populaire du pain. Nous ne pensons pas qu'elle puisse vouloir pareil résultat.

M. Duttweiler a laissé entendre qu'on se moquait des intérêts des consommateurs, défendus pourtant à la fois par l'article constitutionnel et la loi sur les céréales. Pareil grief me paraît aussi mal fondé que les autres. Le Conseil fédéral ne voit pas comment il pourrait mieux sauvegarder les droits des consommateurs qu'en essayant de leur garantir un pain de qualité, à un prix accessible aux milieux économiquement les plus faibles.

Quant au contingentement des céréales, il est certain que la base sur laquelle il est fixé peut donner lieu à discussions et contestations. Cette base est celle des années 1933 à 1938. Elle ne paraît plus correspondre, pour une série d'entreprises de meunerie, à la situation actuelle. Je me permets de vous informer que l'administration des blés étudie actuellement le problème de la fixation d'autres années de base.

Pour le reste, la loi sur les céréales est en revision. Cela permettra d'examiner d'une façon approfondie le problème des contingents et, je l'espère, de prendre les mesures qui paraissent s'imposer en faveur des moulins petits et moyens, dont l'existence risquerait d'être compromise si champ libre était laissé aux entreprises plus puissantes.

Enfin, je rappelle que le texte admis par la commission unanime sera soumis au souverain qui appréciera et choisira entre le point de vue du Conseil fédéral et des Chambres et celui de M. Duttweiler.

Le député de Zurich a trouvé un auxiliaire imprévu en la personne de M. Gressot. Je puis répondre en deux mots à l'intervention de celui-ci: le Conseil fédéral, en vous proposant les mesures en discussion, ne manifeste aucunement l'intention de maintenir un dirigisme «qui dévore les citoyens», selon l'expression de l'honorable député du Jura. Le Conseil fédéral entend simplement manifester sa volonté d'assurer le ravitaillement du pays en céréales et notamment en pain, produit le plus indispensable à l'existence du pays.

Quant à la forme juridique admise par la commission, M. Gressot est à peu près seul à la contester. Je rappelle simplement, sur ce point, qu'il y a, exceptionnellement, accord complet entre des juristes et des collègues dont l'autorité est indiscutée.

Je vous prie donc, parce que le projet du Conseil fédéral nous paraît amplement justifié par les circonstances et par certains risques évidents auxquels le pays est encore exposé, de rejeter la proposition de renvoi formulée par M. Duttweiler, appuyée par M. Gressot, et de vous ranger à l'avis de la majorité de votre commission.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	120 Stimmen
Für den Rückweisungsantrag Duttweiler	11 Stimmen

*Artikelweise Beratung – Discussion des articles**Titel***Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

*Titre***Proposition de la commission**

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

*Angenommen – Adopté**Ingress***Antrag der Kommission**

Die Bundesversammlung
der Schweizerischen Eidgenossenschaft,
gestützt auf die Artikel 85, Ziffer 14, Artikel 118
und Artikel 121, Absatz 1, der Bundesverfassung;
nach Einsicht in eine Botschaft des Bundesrates
vom 31. Juli 1951,

beschliesst:

I.

Die Bundesverfassung erhält folgenden Zusatz:

*Préambule***Proposition de la commission**

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,
vu les articles 85, chiffre 14, 118 et 121, 1^{er} alinéa,
de la Constitution;
vu le message du Conseil fédéral du 31 juillet
1951,

arrête:

I.

La Constitution fédérale est complétée par les
dispositions suivantes:*Angenommen – Adopté*

I.

*Art. 1, Abs. 1***Antrag der Kommission**

Der Bund kann Vorschriften über eine befristete
Ergänzung der auf Artikel 23bis der Bundesver-
fassung beruhenden Getreideordnung erlassen. Diese
Vorschriften betreffen:

- Einfuhr, Lagerung, Verteilung, Verwendung und
Vermahlung des Brotgetreides (einschliesslich
Hartweizen);
- Herstellung, Abgabe, Bezug, Preise, Verwendung
und Ausfuhr von Mahlerzeugnissen und Brot;
- Sicherheitsleistung der Handelmüller.

Antrag Duttweiler

- ... des Brotgetreides;
- Herstellung, Abgabe, Bezug, Preise, Verwendung
und Ausfuhr von Mahlerzeugnissen aus Brot-
getreide und Brot;

*Abs. 2***Antrag der Kommission**

Streichen.

*Art. 1. al. 1***Proposition de la commission**

La Confédération peut édicter des prescriptions
destinées à compléter temporairement le régime fondé
sur l'article 23bis de la Constitution. Ces dispositions
concernent:

- L'importation, le magasinage, la répartition,
l'emploi et la mouture des céréales panifiables
(y compris le blé dur);
- La fabrication, la cession, l'acquisition, le prix,
l'emploi et l'exportation des produits de la mou-
ture et du pain;
- Les sûretés à fournir par les exploitants de mou-
lins de commerce.

Proposition Duttweiler

- ...céréales panifiables;
- La fabrication, la cession, l'acquisition, les prix,
l'emploi et l'exportation des produits de la mou-
ture de céréales panifiables et du pain.

*Al. 2***Proposition de la commission**

Biffer.

Duttweiler: Ich habe gestern darauf verzichtet,
nochmals das Wort zum Eintreten zu verlangen.
Nachdem ich die Ungnade des Rates hatte, habe ich
vorgezogen, zu schweigen. Dagegen hat die Fraktion
eine Erklärung abgefasst, deren Verlesung durch
den Präsidenten allerdings nicht zugelassen wurde,
wahrscheinlich, damit die Presse vollständig rap-
portiert.

Präsident: Ich muss doch korrigieren. Ich lasse
die Erklärung der Fraktion ohne weiteres zu. Aber
ich habe Herrn Trüb gesagt, ich würde es vorziehen,
wenn diese Erklärung erst am Schluss der Detail-
beratung abgegeben würde. Das ist nicht ganz das
gleiche wie das, was Sie gesagt haben.

Duttweiler: Ich sagte, dass die Presse das rap-
portiert, was von der einen Seite gesagt wird, und
nicht gleichzeitig berichten kann, was die andere
Seite dazu gesagt hat. So wird es herauskommen.
Ich nehme an und darf behaupten, das scheinere der
Zweck der Übung zu sein. Wenigstens muss der
Präsident gestatten, dass ich protestiere. Man kann
das Wort abschneiden, aber man kann Vertreter des
Volkes in diesem Saale nicht verhindern, dass sie
ihre Meinung sagen. Es ist klar, dass ich gestern
zur Frage Weissmehl, Ruchmehl, Preisausgleich,
nicht mehr Stellung nehmen konnte. Es ist auch
klar, dass ich zu andern Fragen der Landesver-
sorgung nicht Stellung nehmen konnte. Es ist im
höchsten Grade verletzend, wenn gerade ein Mit-
glied des Rates, das sehr lange für die Belastung des
Weissmehls und die Verbilligung des gesunden
Ruchbrotes gekämpft hat, nachher vom Bundesrat
als ein Gegner dieser Einrichtung dargestellt wird,
und dass ein Mann, der fanatisch mit aussergewöhn-
lichen Mitteln für eine genügende Landesversorgung

gekämpft hat, nachher angeklagt wird, er sei nur für 8000 Wagen Getreide, ohne dass er sich dazu äussern konnte. Hier erkläre ich, dass ich auch das Fünffache des gesetzlich vorgesehenen Getreidevorrates nicht als genügend erachte. Ich bitte den Bundesrat, Tatsachen, die bekannt sind, nicht zu entstellen, besonders wenn es dem betreffenden Mitglied des Rates nicht möglich war, seine Meinung darzulegen, weil ihm das Wort abgeschnitten wurde.

Ich beantrage, in I, Absatz 1a, die Worte „einschliesslich Hartweizen“ zu streichen. Wir haben hier einen Bundesbeschluss über die Verlängerung der Geltungsdauer von Massnahmen zur Sicherung der Brotgetreideversorgung des Landes. Das scheint mir eine klare Definition zu sein. Hartweizen dient in keinem Fall für Brot, es sei denn missbräuchlich. Also ist in diesem Titel ein Widerspruch, dieser Zusatz, einschliesslich Hartweizen. Dann zu b. Hier möchte man grundsätzlich alles zusammenfassen: Herstellung, Abgabe, Bezug, Verwendung, Preis und Ausfuhr von Mahlerzeugnissen und Brot. Mahlerzeugnisse sind auch Mahlerzeugnisse von Hafer, Mais, Gerste und Reis usw. Nun wünsche ich eine Stellungnahme, ob Sie das Einfuhrmonopol für Gerste, für Hafer, für Reis und für Mais wollen, ob Sie auch hier eine Preisfixierung für diese Produkte wünschen. Übrigens schliesst das auch die Abgabe ein, eine Preiskontrolle auf diesem Gebiet, die die Kommission über die Preiskontrolle abgelehnt hat. Auch Erbsen werden geschält, man spricht von Erbsenmühlen, das ist auch ein Mahlerzeugnis. Daher mein Vorschlag, dass man titelgetreu spricht von Mahlerzeugnissen aus Brotgetreide und Brot. Es scheint mir das auch die Absicht zu sein. Oder dann sollte man klar sagen, dass man das Monopol auf jenen andern Gebieten auch will.

Nun die Hartweizensache. Diese ist erst später ins Brotgetreide eingeschmuggelt worden. Es findet sich in Artikel 23bis BV das Wort Brot und Brotgetreide soundso vielmal, auch Backmehl, aber nirgends steht von Griess und Hartweizen. Brotgetreide ist etwas anderes. Man hat da einfach die Verfassung übertreten, oder wie es viel netter heisst, man hat sie sehr large interpretiert und den Hartweizensektor in das Einfuhrmonopol und die Kontingentierung einbezogen. Nun will man das gesetzlich verankern. Will man wirklich die Teigwaren einbeziehen? Die Hartweizenvermahlung macht 15% der totalen Getreidevermahlung aus. Wegen dieser 15% brauchen Sie kein Monopol einzuführen. Man baut auf dieser Vorschrift das Monopol der Teigwarenfabrikanten auf mit ihren Kontingentierungen. Gegenwärtig kostet das Kontingent von 10 Tonnen Hartweizen 2000 Franken, für 10 Tonnen Weichweizen zur Brotherstellung ebenfalls 2000 Franken. Multiplizieren Sie das mit 160 000 Tonnen Getreidevermahlung, kommen Sie auf 32 Millionen Kontingentgewinne. Wer bezahlt das, wer trägt diese Hypothek? Das ist das Volk, das können Sie schliesslich für das Brot noch hinnehmen, aber für Teigwaren ist es einfach abzulehnen. Ebenso wie bei den Teigwaren käme das bei Reis usw., wo Sie auch eine Kontingentierung und auch ein Einfuhrmonopol haben. Das geht einer immer weiteren Bewirtschaftung zu, wobei darauf hinzuweisen ist, dass die Freisinnigen auch ein Referendum gegen die Tabakkontingentierung ergriffen haben. Sie sind inkonse-

quent, wenn Sie gleichzeitig zugeben, dass man das Monopol ausdehne auf Hafer, Gerste, Reis, Mais.

Dann ist noch etwas störend, dass die Verbilligung des Brotes zusammengekoppelt wird mit der Einführung des Monopols. Das ist nicht schön. Die Mehrzahl der Bürger wird das Monopol ablehnen, wird aber zustimmen, wegen des verbilligten Brotes, aus sozusagen sentimentalischen Gründen. Das ist nicht schön. Dann bitte ich Sie, doch nicht noch ein weiteres Monopol einzuführen: Hafer, Reis, Gerste und andere Mahlprodukte.

Ich habe beide Sachen miteinander begründet, Litera a und b. Ich bitte Sie dringend und stelle den Eventualantrag, dass der Artikel 1 an die Kommission zurückgewiesen werde. Ich bin überzeugt, dass die Mehrzahl der anwesenden Mitglieder des Rates sich nicht bewusst waren, dass wir es hier noch mit weiteren Monopolen zu tun haben, nämlich Teigwaren, Hartweizen, Griess, Gerste sowie auf Haferprodukten, wie Hafergrütze, Haferflocken, auch auf Reis, sowie auf Mais. Das sollte nun noch einmal besprochen werden, bevor man dieses Monopol so indirekt zugunsten der Interessierten einführt, damit sie auch Kontingentgewinne machen können.

Präsident: Ich möchte mir eine persönliche Bemerkung gegenüber Herrn Duttweiler erlauben. Ich habe gestern genau nach Reglement gehandelt und nachher hat der Rat entschieden. Mir scheint, auch Herr Duttweiler sollte sich nach und nach an unsere Hausordnung gewöhnen und sich daran halten.

M. Piot, rapporteur: Deux mots afin d'expliquer de quoi il s'agit dans la proposition de M. Duttweiler.

Son auteur voudrait que le blé dur soit, en somme, libéré du monopole d'importation. Or, ainsi qu'il a été déclaré au début, on utilise surtout ce blé à la fabrication des pâtes alimentaires et il peut être substituable au blé tendre, pour la fabrication de la farine blanche et du pain, il s'ensuivra du désordre et l'écroulement de tout l'édifice du ravitaillement ainsi que de la mouture. J'aimerais poser la question de savoir si la proposition de M. Duttweiler est inspirée du souci de l'intérêt général ou s'il n'a pas été guidé par un intérêt particulier orienté vers la vente de pâtes alimentaires en quantités aussi grandes que possible.

Müller-Olten, Berichterstatter: Ich möchte Sie ersuchen, den Antrag Duttweiler abzulehnen. Es handelt sich hier nicht um Monopole bei Hafer, Gerste, Mais und Reis, von dem spricht die Vorlage nicht, und es wird auch nicht so verstanden. Es handelt sich nur um Brotgetreide. Hingegen handelt es sich um Hartweizen und Weichweizen. Herr Duttweiler möchte den Hartweizen aus der Vorlage streichen und die Vorlage nur auf Weichweizen beschränken. Das ist praktisch nicht möglich, weil Hartweizen und Weichweizen sich gegenseitig ersetzen können. Sie sind auch in der gleichen Zollposition. Man kann aus Hartweizen Brot und auch Weissmehl herstellen und aus Weichweizen lassen sich recht gute Nudeln erzeugen. Nähme man nach Antrag Duttweiler den Hartweizen aus der Vorlage heraus, so wäre die Brotgetreidebewirtschaftung in ihrer Gesamtheit erledigt, weil aus dem eingeführten Hartweizen nach Gutdünken die verschie-

densten Produkte hergestellt werden können und man so den Weichweizen konkurrenzieren könnte. Aus Hartweizen liesse sich Weissmehl und Griess herstellen und diese Produkte dann entweder zum offiziellen überhöhten Preise oder zu nahezu gleich teurem Preise in den Verkehr bringen, ohne die Weissmehlabbgabe, die der Bund für die Verbilligung des Ruchbrotes braucht, abliefern zu müssen oder die aus Hartweizen erzeugten Mahlprodukte erheblich billiger als jene aus Weichweizen abzugeben. Dadurch würde eine grosse Verwirrung auf dem Markt entstehen. Der gewiss harmlos scheinende Antrag würde die ganze Vorlage torpedieren. Das ist vielleicht nicht beabsichtigt. Indessen wäre die Verwirklichung des Antrages gewiss geschäftlich für den einen oder andern erwünscht, der Weg wäre auch freigemacht für eine neue Hartweizenmühle und für eine weitere Teigwarenfabrikation zum Nachteil der andern.

Ich möchte Sie bitten, diesen Antrag abzulehnen und der Vorlage des Bundesrates, bzw. der Kommission, zuzustimmen.

Präsident: Herr Duttweiler stellt den Ordnungsantrag, diesen Artikel an die Kommission zurückzuweisen.

Duttweiler: Ich habe das Recht, noch einige Worte zu sagen nach Reglement. Ich beschränke mich auf zwei Minuten.

Präsident: Ich beantrage, die Verhandlungen abzubrechen. Ich habe versprochen, die Sitzung um 11.10 Uhr zu schliessen.

*Hier wird die Beratung abgebrochen
Ici, le débat est interrompu*

Vormittagssitzung vom 13. Juni 1952 Séance du 13 juin 1952, matin

Vorsitz – Présidence: Hr. Renold

6109. Brotgetreideversorgung des Landes Ravitaillement du pays en céréales panifiables

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 355 hiervoor – Voir page 355 ci-devant

Duttweiler: Es handelt sich um einen Verfassungsartikel, und zwar um einen zeitlich beschränkten Verfassungsartikel, aber doch um Verfassungstext. Um diesen Text geht es und damit um das Gebiet, das der Verfassungsartikel umfasst. Ich glaube, in keinem Fall ist das Begehren, ja die Forderung, so berechtigt, dass der Text klar sein müsse, wie beim Verfassungstext. Es darf behauptet werden, dass die Verfassung ohnehin etwas abgewertet ist durch die neue Praxis, befristete Artikel in diese Verfassung hineinzubringen; aber auch deshalb, weil Gegenstände in der Verfassung behandelt werden, die nicht mehr jene hohen Prin-

zipien darstellen, sondern häufig Artikel, die mit Interessen zu tun haben, wie z. B. die Verwertung der Mostbirnen usw. Wir haben es nicht nötig, das Ansehen der Verfassung beim Volke zu mindern. Bei Annahme des Artikels 1 käme eben etwas ganz anderes heraus. Es würde sich nicht mehr allein um die Brotgetreideversorgung des Landes handeln, sondern um den Import und die Preise von Reis, Hafer, Gerste usw. Das müssen wir vermeiden, oder dann sollen wir es mit vollem Bewusstsein machen. Auch das wäre eine nützliche Auswirkung meines Antrages, wenn man mit Wissen und Willen erklären würde, sowohl die Haferflocken, die Hafergrütze usw., auch gewisse Kindernährmittel usw., die daraus gemacht werden; dann Reis, Mais, Gerste und die Hartweizenmüllerei müssen nun in diesen Verfassungsartikel über die Versorgung mit Brotgetreide hinein. Dann hätten wir schon zu Protokoll eine Klarheit, und dann hätte auch das Volk bei der Abstimmung eine Klarheit; das Volk wüsste dann, dass man nicht nur die Brotgetreideversorgung meint. Wir sind einig, dass man das machen könnte, aber dann auf Grund von Artikel 31bis BV. Der Zweck der neuen Vorlage ist, Monopole einzuführen, indem der Bund ermächtigt wird, über Abgabe, Bezug, Verwendung, Preise und Ausfuhr von Mahlerzeugnissen und Brot Gesetze zu erlassen.

Es wäre richtig, dass dieser Artikel an die Kommission zurückgesandt und dass sie ihn nochmals im Lichte dieser Betrachtungen ansehen würde. Das wäre keine grosse Mühe und würde keinen verhängnisvollen Zeitverlust bedeuten, auch wenn die Vorlage erst in der Septembersession fertig würde. Damit wäre nichts verdorben. Es wäre sonst der Wille, durch das Durchpeitschen der Vorlage diese Ungereimtheiten in die Verfassung hineinzubringen. Die interessierten Kreise sind auf dem Laufenden über diese Fragen. Das ist das Kernstück. Die interessierten Kreise haben den Bundesrat auf allen möglichen Gebieten unter Druck setzen wollen, wo es verfassungsmässig zulässig ist, um Kontingente zu erstreben, die, wie wir wissen, Gold wert sind. Man kann nicht begreifen, dass der Bundesrat so sehr darauf ausgeht, alle Möglichkeiten in den Händen zu haben, um diesem Drängen zu entsprechen. Jahrzehntlang konnte sich der Bundesrat hinter die Handels- und Gewerbefreiheit verstecken. Er konnte sagen: Wir können das überhaupt nicht tun. Er schützte damit auch die Handels- und Gewerbefreiheit. Jetzt will der Bundesrat die Dämme abtragen und selber die Verantwortung tragen. Wird der Artikel nicht an die Kommission zurückgewiesen zur nochmaligen Beratung, dann behaupte ich, dass die Interessierten von uns im Falle der Annahme erwarten, dass sie das geniessen, was in den Expertenkommissionen zwischen den Interessierten abgemacht wurde. Wir hätten die Sache einfach noch zu ratifizieren.

Es fällt in diesem Zusammenhang auf, wie der Verband schweizerischer Konsumvereine nach einem Artikel der „Neuen Zürcher Zeitung“ sich radikal gegen diese Vorlage wandte und wie plötzlich Herr Nationalrat Herzog hier dafür plädiert und einem Kollegen vorwirft, man wisse nicht, ob er am Schluss seines Votums das Gegenteil sage von dessen Anfang. Herr Herzog ist hundertprozentig umgefallen. Herr Herzog: Was haben Sie für diesen

Brotgetreideversorgung des Landes

Ravitaillement du pays en céréales panifiables

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1952
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	6109
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	12.06.1952
Date	
Data	
Seite	355-359
Page	
Pagina	
Ref. No	20 035 282

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

densten Produkte hergestellt werden können und man so den Weichweizen konkurrenzieren könnte. Aus Hartweizen liesse sich Weissmehl und Griess herstellen und diese Produkte dann entweder zum offiziellen überhöhten Preise oder zu nahezu gleich teurem Preise in den Verkehr bringen, ohne die Weissmehlabbgabe, die der Bund für die Verbilligung des Ruchbrotes braucht, abliefern zu müssen oder die aus Hartweizen erzeugten Mahlprodukte erheblich billiger als jene aus Weichweizen abzugeben. Dadurch würde eine grosse Verwirrung auf dem Markt entstehen. Der gewiss harmlos scheinende Antrag würde die ganze Vorlage torpedieren. Das ist vielleicht nicht beabsichtigt. Indessen wäre die Verwirklichung des Antrages gewiss geschäftlich für den einen oder andern erwünscht, der Weg wäre auch freigemacht für eine neue Hartweizenmühle und für eine weitere Teigwarenfabrikation zum Nachteil der andern.

Ich möchte Sie bitten, diesen Antrag abzulehnen und der Vorlage des Bundesrates, bzw. der Kommission, zuzustimmen.

Präsident: Herr Duttweiler stellt den Ordnungsantrag, diesen Artikel an die Kommission zurückzuweisen.

Duttweiler: Ich habe das Recht, noch einige Worte zu sagen nach Reglement. Ich beschränke mich auf zwei Minuten.

Präsident: Ich beantrage, die Verhandlungen abzubrechen. Ich habe versprochen, die Sitzung um 11.10 Uhr zu schliessen.

*Hier wird die Beratung abgebrochen
Ici, le débat est interrompu*

Vormittagsitzung vom 13. Juni 1952 Séance du 13 juin 1952, matin

Vorsitz – Présidence: Hr. Renold

6109. Brotgetreideversorgung des Landes Ravitaillement du pays en céréales panifiables

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 355 hiervoor – Voir page 355 ci-devant

Duttweiler: Es handelt sich um einen Verfassungsartikel, und zwar um einen zeitlich beschränkten Verfassungsartikel, aber doch um Verfassungstext. Um diesen Text geht es und damit um das Gebiet, das der Verfassungsartikel umfasst. Ich glaube, in keinem Fall ist das Begehren, ja die Forderung, so berechtigt, dass der Text klar sein müsse, wie beim Verfassungstext. Es darf behauptet werden, dass die Verfassung ohnehin etwas abgewertet ist durch die neue Praxis, befristete Artikel in diese Verfassung hineinzubringen; aber auch deshalb, weil Gegenstände in der Verfassung behandelt werden, die nicht mehr jene hohen Prin-

zipien darstellen, sondern häufig Artikel, die mit Interessen zu tun haben, wie z. B. die Verwertung der Mostbirnen usw. Wir haben es nicht nötig, das Ansehen der Verfassung beim Volke zu mindern. Bei Annahme des Artikels 1 käme eben etwas ganz anderes heraus. Es würde sich nicht mehr allein um die Brotgetreideversorgung des Landes handeln, sondern um den Import und die Preise von Reis, Hafer, Gerste usw. Das müssen wir vermeiden, oder dann sollen wir es mit vollem Bewusstsein machen. Auch das wäre eine nützliche Auswirkung meines Antrages, wenn man mit Wissen und Willen erklären würde, sowohl die Haferflocken, die Hafergrütze usw., auch gewisse Kindernährmittel usw., die daraus gemacht werden; dann Reis, Mais, Gerste und die Hartweizenmüllerei müssen nun in diesen Verfassungsartikel über die Versorgung mit Brotgetreide hinein. Dann hätten wir schon zu Protokoll eine Klarheit, und dann hätte auch das Volk bei der Abstimmung eine Klarheit; das Volk wüsste dann, dass man nicht nur die Brotgetreideversorgung meint. Wir sind einig, dass man das machen könnte, aber dann auf Grund von Artikel 31bis BV. Der Zweck der neuen Vorlage ist, Monopole einzuführen, indem der Bund ermächtigt wird, über Abgabe, Bezug, Verwendung, Preise und Ausfuhr von Mahlerzeugnissen und Brot Gesetze zu erlassen.

Es wäre richtig, dass dieser Artikel an die Kommission zurückgesandt und dass sie ihn nochmals im Lichte dieser Betrachtungen ansehen würde. Das wäre keine grosse Mühe und würde keinen verhängnisvollen Zeitverlust bedeuten, auch wenn die Vorlage erst in der Septembersession fertig würde. Damit wäre nichts verdorben. Es wäre sonst der Wille, durch das Durchpeitschen der Vorlage diese Ungereimtheiten in die Verfassung hineinzubringen. Die interessierten Kreise sind auf dem Laufenden über diese Fragen. Das ist das Kernstück. Die interessierten Kreise haben den Bundesrat auf allen möglichen Gebieten unter Druck setzen wollen, wo es verfassungsmässig zulässig ist, um Kontingente zu erstreben, die, wie wir wissen, Gold wert sind. Man kann nicht begreifen, dass der Bundesrat so sehr darauf ausgeht, alle Möglichkeiten in den Händen zu haben, um diesem Drängen zu entsprechen. Jahrzehntlang konnte sich der Bundesrat hinter die Handels- und Gewerbefreiheit verstecken. Er konnte sagen: Wir können das überhaupt nicht tun. Er schützte damit auch die Handels- und Gewerbefreiheit. Jetzt will der Bundesrat die Dämme abtragen und selber die Verantwortung tragen. Wird der Artikel nicht an die Kommission zurückgewiesen zur nochmaligen Beratung, dann behaupte ich, dass die Interessierten von uns im Falle der Annahme erwarten, dass sie das geniessen, was in den Expertenkommissionen zwischen den Interessierten abgemacht wurde. Wir hätten die Sache einfach noch zu ratifizieren.

Es fällt in diesem Zusammenhang auf, wie der Verband schweizerischer Konsumvereine nach einem Artikel der „Neuen Zürcher Zeitung“ sich radikal gegen diese Vorlage wandte und wie plötzlich Herr Nationalrat Herzog hier dafür plädiert und einem Kollegen vorwirft, man wisse nicht, ob er am Schluss seines Votums das Gegenteil sage von dessen Anfang. Herr Herzog ist hundertprozentig umgefallen. Herr Herzog: Was haben Sie für diesen

Umfall bekommen? Sie werden mir darauf keine Antwort geben können! (Zwischenruf **Herzog**: Das ist eine Gemeinheit!) Ich protestiere gegen diesen Vorwurf. Ich behaupte, dass der Verband schweizerischer Konsumvereine Gründe hat für seine heutige gegenteilige Stellungnahme. (Zwischenruf: Das ist eine leere Behauptung.) Ich behaupte, dass heute beim Zustandekommen solcher Gesetze Widerstände beseitigt werden.

Präsident: Herr Duttweiler, ich glaube, Sie gehen zu weit in Ihren Behauptungen.

Duttweiler: Ich verteidige hier die Wahrheit (Heiterkeit). Man sieht, woher die Proteste kommen. Es sind auch die Herren vom Gewerbe, die sich darauf spezialisieren in den Expertenkommissionen, ihre Interessen zu vertreten und zu erklären, wie es Herr Dr. Pfister, Präsident des Müllerverbandes, getan hat: Wenn Ihr das nicht annehmt, so sind wir gegen das Gesetz, er ist kein Parlamentarier. Wenn einer in der Expertenkommission sagt: Wenn Ihr das und das nicht schluckt, so wird getrachtet, ihn zu befriedigen.

Präsident: Herr Duttweiler, Sie haben einen Rückweisungsantrag gestellt. Ich bitte Sie, bei diesem Antrag zu bleiben und nicht andere Sachen hier zu sagen.

Duttweiler: Ich habe das Recht, zu antworten, wenn man mir „Gemeinheit“ vorwirft. Das ganze Parlament wird dadurch entehrt, dass man hier nicht die Wahrheit sagen kann.

Präsident: Ich muss Sie zur Ordnung rufen. Wir behandeln alle Fragen sachlich, und Sie dürfen nicht in Übertreibungen machen.

Duttweiler: Der Herr Präsident hätte auch Herrn Herzog zur Ordnung rufen sollen. Dieser hat mir Gemeinheit vorgeworfen.

Präsident: Ich habe keine Veranlassung, Herrn Herzog zur Ordnung zu rufen.

Duttweiler: Ja ja, das ganze Bild rundet sich ab. Sie sind da vollständig frei, diesem Antrag zu entsprechen oder nicht. Aber seien wir uns bewusst: Wenn dem Antrag nicht entsprochen wird, hinein-zunehmen, was da alles inbegriffen ist, dann wird die Vorlage in der Volksabstimmung – die ja kommen muss, da es sich um eine Verfassungsvorlage handelt – gefährdet sein, denn der jetzige Artikel würde die Einführung weiterer Monopole bedeuten. Das darf man hier sagen, und es sollte hier zu Protokoll gegeben werden, dass diese Vorlage unter keinen Umständen Geltung hat für Hafer, Reis, Gerste und für andere Mahlprodukte, sondern nur für Mehlgetreide. Dann ist es aber unersichtlich, warum man diese kleine Präzisierung nicht gleich hineinnimmt in Artikel I, 1, a, b, jene Einschiebung betreffend die Mahlerzeugnisse aus Brotgetreide und Brot. Dann ist das Spiel klar.

Ich beantrage Rückweisung an die Kommission von Litera a und b und bin überzeugt, dass wir dann wieder in ein ruhigeres Fahrwasser kommen. Dieses

Begehren nach Klarheit ist berechtigt, dann hätten wir im Rate eine würdige Fortsetzung dieser Diskussion.

Herzog: Ich will Herrn Duttweiler nicht in seinen Fussstapfen folgen. Mir scheint wiederum, dass Herr Duttweiler den Sinn der Vorlage, wie sie jetzt von der Kommission vorgelegt wird, gegenüber der ursprünglichen Vorlage nicht verstanden hat. Die jetzige Vorlage ist etwas ganz anderes als die ursprüngliche, und wenn früher gewisse Einwendungen gegen sie erhoben werden konnten (ich meine Einwendungen rechtlicher Natur), kann das heute sicher nicht mehr getan werden.

Herr Duttweiler hat sich dann dazu verstiegen, mich zu fragen, was ich für die gegenteilige Stellungnahme des Verbandes schweizerischer Konsumvereine gegenüber seiner früheren Stellungnahme bekommen hätte. Ich habe den Zwischenruf „Gemeinheit“ gemacht, und ich muss erklären, dass ich eine derartige Fragestellung hier im Raatssaal überhaupt für eine Gemeinheit halte. Ich erkläre das noch einmal. Ich persönlich bin mir nicht bewusst, bisher in allen Gebieten, auf denen ich tätig bin, für meine Stellungnahme irgendwie zu fragen, was bekomme ich dafür? Ich bin in der Gewerkschaftsbewegung aufgewachsen, war in der Gewerkschaftsbewegung tätig, ich bin in der Konsumgenossenschaftsbewegung tätig, und wir pflegen unsere Stellungnahme festzulegen, ohne nach dem zu fragen, was Herr Duttweiler auseinandergesetzt hat. Wenn Herr Duttweiler sich in Kreisen bewegt, wo es darauf ankommt, ob man etwas bekomme für seine Stellungnahme, dann ist das seine Sache. Wir sind uns derartige Überlegungen nicht gewohnt, und wenn Herr Duttweiler glaubt, er müsse mich weiterhin in dieser Art beleidigen, dann soll er das ausserhalb des Ratssaales tun, dann kann ich ihm dort die nötige Antwort erteilen.

Präsident: Wir behandeln den Rückweisungsantrag des Herrn Duttweiler.

M. Piot, rapporteur: L'argumentation de M. Duttweiler me paraît superfétatoire et un renvoi à la commission de l'article premier me paraît également inutile. Je rappellerai à M. Duttweiler que tout le projet ne parle que des céréales panifiables et pas d'autre chose. Dans le préambule et dans le message, il n'est question nulle part des céréales fourragères. On estime pouvoir laisser à l'économie privée le soin de stocker les céréales fourragères ainsi que leurs produits. Même si la lettre a de l'article premier ne précisait pas que le blé dur était compris, il devrait être considéré comme céréale panifiable.

Nous voulons bien cependant donner une satisfaction à M. Duttweiler et apporter une précision supplémentaire à la lettre a qui serait ainsi conçue: «La fabrication, la cession, l'acquisition, le prix, l'emploi et l'exportation des produits...» et nous ajoutons «de la nature des céréales panifiables y compris le blé dur ainsi que du pain»... M. Müller vous donnera le texte allemand tout à l'heure.

Dans ces conditions nous pensons que M. Duttweiler pourrait se considérer satisfait et nous proposons de repousser le renvoi de l'article à la commission.

Müller-Olten, Berichterstatter: Ich möchte den Rückweisungsantrag von Herrn Duttweiler ablehnen. Ich glaube, wir können auch diese Frage heute lösen. Wir haben bereits gestern über Litera a uns ausgesprochen, nämlich, dass man den Hartweizen nicht ausnehmen sollte. Da sind wir einig, dass man das absolut nicht kann, sondern er muss drin bleiben, sonst ist die ganze Vorlage etwas Halbes.

Nun haben wir den Vorschlag von Herrn Duttweiler bei Litera b, wo er Befürchtungen hat, das könnte auch Hafer, Gerste, Mais usw. betreffen. Ich habe bereits gestern ausgeführt, dass das darunter nicht verstanden ist; das geht schon aus dem Titel, dem Ingress, dem Beschlusentwurf, schon aus der Botschaft eindeutig hervor, dass mit der betreffenden Bestimmung nur Mahlerzeugnisse als Brotgetreide, einschliesslich Hartweizen, erfasst werden sollen. Herr Kollege Nationalrat Jaquet machte uns gestern aufmerksam – und ich danke ihm dafür – das könnte Schwierigkeiten bereiten, eigentlich nicht bei uns, die wir wissen, was man darunter versteht, aber in einer Abstimmungsvorlage könnte das herbeigezogen werden. Er hat uns das erklärt, und ich bin dankbar, dass man das nun klarer legt.

Wir beantragen Ihnen – das heisst, nicht die Kommission, sondern wir, die Referenten, im Einverständnis mit Herrn Bundesrat Rubattel – Litera b so zu fassen: „Herstellung, Abgabe, Bezug, Preise, Verwendung und Ausfuhr von Mahlerzeugnissen aus Brotgetreide (einschliesslich Hartweizen) und von Brot.“ Mit diesem ergänzten Wortlaut würde dann die genaue Übereinstimmung mit Litera a erzielt und gleichzeitig auch klargestellt, dass entgegen dem Antrag a des Herrn Duttweiler, Hartweizen nicht aus der Vorlage herausgenommen wird.

Präsident: Das Wort hat Herr Duttweiler zur Abgabe einer Erklärung, ob er den Rückweisungsantrag zurückziehen kann.

Duttweiler: Es handelt sich um einen Irrtum. Ich habe das Wort das zweite Mal verlangt gemäss Reglement, und es stehen mir zehn Minuten dafür zu. Ich werde diese zehn Minuten nicht ausnützen, aber ich möchte feststellen, dass ich hier stehe auf Grund des Reglementes und spreche für ein zweites Votum.

Der Vorschlag des Kommissionsreferenten kommt dem Bedenken vollumfänglich entgegen, dass auch vollständig andere Produkte unter diesem Verfassungstext einbezogen wurden. Ich muss aber nun sagen, dass es etwas nachdenklich stimmt, dass bei der Abfassung eines Verfassungsartikels (nicht einer Verfügung oder eines nicht allgemeinverbindlichen Bundesbeschlusses, nicht eines Gesetzes, sondern eines Verfassungsartikels) solche Fehler unterlaufen. Ich will mich darüber nicht allzusehr verbreiten, sondern nur feststellen, dass es diese kleinen Fehler sind, die die grossen jeweils durchschlüpfen lassen, das ist eine Wissenschaft für sich.

Nun hat sich ja die Diskussion konzentriert auf den Artikel Hartweizen, ob man den auch einbeziehen sollte unter Brotgetreide. Da sagt Ihnen jeder Fachmann, dass Hartweizen nicht zu Brotmehl vermahlen wird, es sei denn missbräuchlich.

Denn Mehl aus Hartweizen eignet sich nicht zur Brotherstellung. Die Frage ist also die, ob man wegen dieser Unehrlichkeiten, bzw. Missbräuchen, den Hartweizen einschliessen sollte. Die Absicht ist natürlich nicht, die missbräuchliche Verwendung von Hartweizen zu verhindern, sondern: nicht nur die Hartweizenmüllereien unter das Monopol für Brotgetreide zu stellen, sondern die ganze Teigwarenindustrie. Das ist die Absicht und das soll man offen sagen, nicht sagen: Man wolle verhindern, dass Hartweizen in diesen Sektor hineinrutsche, sondern man soll sagen, man wolle eine Regulierung auf dem Gebiete der Teigwaren. Da bin ich auch einverstanden, wenn man das dem Volke ehrlich sagt.

Ich habe diese alten Auffassungen, die hier heute kritisiert werden, dass man möglichst ehrlich mit dem Volke sein soll, dass man sagen soll, was gemeint ist. Ich habe diese Ehrfurcht vor der Verfassung, die auch empfohlen wird von Herrn Prof. Marbach, der sagt, es sei ein Mangel an Ehrfurcht vor der Verfassung vorhanden. Ich habe diese Ehrfurcht und deshalb wehre ich mich so sehr dafür, dass man bei der Setzung von Verfassungstext besonders peinlich sei und sagt, was man will und wie weit es geht.

Der Hartweizen wird nicht in besonderen Mühlen vermahlen. Ich habe das bereits erklärt. Der Sektor Hartweizen ist in der schweizerischen Müllerei ungefähr ein Sechstel der ganzen Vermahlung; die anderen fünf Sechstel sind Brotgetreide und Weichweizen. Also haben wir hier keine Müller zu schützen. Das ist ausgeschlossen, weil aus diesem einen Sechstel nie, auch wenn er ganz wegfallen würde, eine Existenzgefährdung entstünde. Darum glaube ich, dass es nicht angeht, dieses Monopol auszudehnen als Schutzmassnahme für die Müller. Es betrifft also diese missbräuchliche Verwendung, aber Missbrauch war auch auf einem ganz anderen Gebiet, das dem ACV Basel und der Mühle in Rivaz besonders bekannt ist, dass man nämlich Weissmehl, das von einem Fiskalzuschlag von zirka 90 Rappen pro Kilo betroffen wird, mehr abliefern und einen Gewinn daraus zieht, denn das Ruchmehl kostet nur ungefähr 40 Rappen pro Kilo. Das ist in grossem Massstab betrieben worden. Es wurde ein Ständerat ziemlich schwer vom Kriegswirtschaftlichen Gericht verurteilt, Verurteilungen, die zwar kein grosses Manko für die Betroffenen mit sich bringen. Das sind auch Missbräuche, die vorkommen. Man darf nicht vorschützen, dass man das auf diese Art und Weise verhindern könne. Ich glaube, das war gut unter dem Kriegsrecht. Es kam darauf an, weil die Landesversorgung durch solche Missbräuche beeinträchtigt wurde. Das steht heute nicht mehr zur Diskussion. Es ist ein Missbrauch, wie wenn ein Bürger zu wenig versteuert, etwas nicht verzollt usw. Deswegen macht man keinen Verfassungsartikel. Ich glaube auch, es liegt nicht im Interesse des Landes. Es ist sogar eine Schwächung der geistigen Widerstandskraft, wenn wir immer mehr Monopole begründen, statt wieder mehr Freiheit zu schaffen, dass der Schweizer im Frieden kämpfen kann, damit er sich im Kriege bewährt. Man kann nicht verlangen, dass die Bürger Schäflein sind im Frieden, wie man das offenbar hier fordert. Wenn die Bürger Schäflein sein müssen, kann man nicht nachher, wenn es losgehen sollte, verlangen, dass

sie sich wie Löwen schlagen. Wir wollen unsere Auseinandersetzungen in der Freiheit des Wirtschaftskampfes machen, damit wir diese Eigenschaften des Kampfes und Mutes behalten. Das ist das Tiefste. Wir haben ein gewisses Abgleiten in den Staatsschutz. Alles will Kontingente. Ich möchte das auch Herrn Gysler gegenüber sagen. Die Hartweizenmühlen wollen Kontingente, bekanntlich auch die Reismühlen, und sie haben sie auch. Alles will, wie gesagt, Kontingente, will Sicherheiten, und kann daher auf eigene grosse Leistungen verzichten, weil ja Kontingente da sind. Wie „populär“ diese Kontingente sind, wissen Sie! Es ist nichts unpopulärer als diese Kontingente, die man verkaufen kann. Es kann einer ein Kontingent von 100 Wagen für 200 000 Franken verkaufen. Er offeriert das schriftlich. Der Staat gibt das Kontingent und es wird zu diesem hohen Preis verkauft. Da werden grosse Ungleichheiten zwischen den Bürgern geschaffen. Wollen Sie die vermehren? Darum handelt es sich, und ich rate daher: nein! Beschliessen Sie getreu der Überschrift des Verfassungsartikels: „Brotgetreideversorgung des Landes“. Als Brotgetreide kommt nur Weichweizen in Frage, ich meine auch Roggen usw., Dinge, die man in bestimmten Prozentsätzen beimischt. Dann haben Sie eine klare Lösung, und dann fällt auch der Widerstand weg. Schon die Tatsache, dass man in letzter Stunde den Verfassungsartikel so einschneidend bereinigen musste, wie das hier geschah, ist der Nachweis, dass die Vorlage nicht so gründlich geprüft wurde, wie die Kommissionsreferenten uns versichert haben, es sei alles sorgfältig abgewogen. Sie haben von ihrer Waagschale drei Viertel heruntergenommen. Wenn wir also eine ehrliche Sache machen wollen, nur für das Brot, so sind die Worte „einschliesslich Hartweizen“ zu streichen. Wenn wir das herausnehmen, ist der Artikel zu verantworten.

M. Rubattel, conseiller fédéral: Permettez-moi d'insister, quelques instants, sur les conséquences qu'aurait inévitablement l'acceptation, par le Conseil national, des deux amendements prévus par M. Duttweiler au premier alinéa de l'article premier, et qui concernent à la fois la lettre a et la lettre b.

Les deux mots de M. Duttweiler, ce matin encore, exigent que l'on précise que ces amendements, sous leur apparence anodine, auraient en réalité et en fin de compte ce résultat de priver l'ensemble du régime actuel du blé de l'un de ses éléments essentiels.

Je ne vous apprend rien en vous disant que le blé dur est, de façon générale, la matière première la meilleure dont puissent se servir les fabriques de pâtes mais je ne vous apprend rien non plus en ajoutant que l'Administration fédérale des blés, informée, je pense, de façon fort exacte de toutes les affaires de l'ordre qui nous occupe, déclare sans réserve que le blé dur peut également se substituer au blé tendre et par conséquent être à l'origine d'une farine vendable au même titre que la farine provenant du blé tendre.

Or, si le blé dur n'est soumis ni aux dispositions d'importation, ni à l'obligation d'emmagasinage, ni aux prescriptions de mouture, ni au contingentement, le résultat inévitable sera celui-ci:

Les importations de blé dur étant rendues à une totale liberté, les importateurs pourront, en particulier, fabriquer autant de farine blanche qu'ils le voudront et surtout la vendre à un prix inférieur à celui de la farine de même qualité provenant de la mouture de blé tendre, celle-là, aux prescriptions du régime sur lequel vous avez à vous prononcer. Ainsi, en fait, tomberait petit à petit la possibilité pour la Confédération de réaliser la péréquation farine blanche-farine bise, la première payant pour la seconde; à moins qu'elle ne la réalise aux frais de la caisse fédérale ou qu'elle n'impose aux consommateurs de pain bis et de pain mi-blanc une augmentation sensible des prix actuellement exigés. Anodine en apparence, je le répète, la proposition de M. Duttweiler aurait pour résultat final, selon le développement des circonstances, le torpillage du projet sur lequel vous avez à vous prononcer.

Pour le reste, disparition du contingent égale possibilité donnée aux grandes entreprises d'écraser les moyennes et les petites ou tout au moins de les priver de l'indépendance dont la plupart d'entre elles disposent encore aujourd'hui. Je pense que le Conseil national ne veut en aucun cas abandonner l'une des intentions fondamentales du législateur dans ce domaine, c'est-à-dire qu'il n'entend pas renoncer aux dispositions propres à maintenir une moyenne et une petite meuneries en état de se défendre contre l'emprise des grands établissements.

La proposition de renvoi de M. Duttweiler aurait, pour le reste, ce résultat général de vous obliger à vous prononcer plus tard, non pas sur un arrêté constitutionnel mais sur un arrêté d'urgence.

Je rappelle enfin que l'ensemble du régime du contingentement, qu'il s'agisse du principe ou des modalités d'application, sera revu, j'en suis certain avec le plus grand soin, par la Commission d'experts que le Département des douanes et des finances vient de nommer. Je vous prie donc instamment de repousser la proposition de renvoi de M. Duttweiler.

Et puisque j'ai la parole, permettez-moi en deux mots de constater, à propos de la lettre a de l'alinéa premier de l'article premier, que, ainsi que vous l'a dit en particulier le rapporteur de langue allemande, il est parfaitement clair que lorsqu'on parle de produits de mouture, on entend produits de la mouture de céréales panifiables. Le titre même du projet d'arrêté que vous avez sous les yeux le précise de façon suffisante. Mais si M. Duttweiler estime qu'une confusion quelconque est possible, le Conseil fédéral ne voit aucun inconvénient à ce que l'on ajoute à l'expression actuelle de «produits de mouture» les mots «provenant de céréales panifiables».

Präsident: Herr Duttweiler stellt den Antrag auf Rückweisung an die Kommission. Wir stimmen zunächst über diesen Antrag ab.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Duttweiler	9 Stimmen
Dagegen	126 Stimmen

Lit. a

Für den Antrag der Kommission	128 Stimmen
Für den Antrag Duttweiler	8 Stimmen

Lit. b

Duttweiler: Die Differenz ist eigentlich gar nicht mehr vorhanden. Ich weiss nicht genau, worüber abgestimmt wird (Heiterkeit). Wenn man sagt, aus Getreide, das zur Brotherstellung dient, anstatt Mahlerzeugnisse aus Brotgetreide, kann ich meinen Antrag zurückziehen. Ich glaube, es braucht nicht mehr abgestimmt zu werden, nachdem der Fall Hartweizen unter Litera a abgeklärt wurde.

Präsident: Herr Duttweiler zieht seinen Antrag zurück. Litera b ist somit nach Antrag der Kommission angenommen.

Angenommen – Adopté

Lit. c

Angenommen – Adopté

Abs. 2

Gestrichen – Biffé

*Art. 2***Antrag der Kommission**

¹ Die am 31. Dezember 1952 noch geltenden und auf die nachstehend aufgeführten Bundesratsbeschlüsse gestützten Vorschriften bleiben noch bis zum 30. September 1953 in Kraft:

- a) Bundesratsbeschluss vom 1. September 1939 betreffend die Kosten der Lebenshaltung und den Schutz der regulären Marktversorgung, und Bundesratsbeschluss vom 17. Oktober 1939 über die Sicherstellung der Landesversorgung mit Lebens- und Futtermitteln, soweit die in Frage stehenden Vorschriften die Brotgetreideversorgung des Landes betreffen;
- b) Bundesratsbeschluss vom 15. November 1940/29. April 1949 über die Getreide- und Futtermittelversorgung;
- c) Bundesratsbeschluss vom 29. Dezember 1947 betreffend die Sicherstellung der Landesversorgung mit Lebens- und Futtermitteln (Kontingentierung der Handelsmühlen);
- d) Bundesratsbeschluss vom 30. Mai 1950 betreffend die Überwachung der Ausfuhr von Mehl und Brot.

² Der Bundesrat kann die erforderlichen Straf- und Strafverfahrensbestimmungen erlassen.

Proposition de la commission

¹ Demeurent en vigueur jusqu'au 30 septembre 1953 les dispositions non abrogées au 31 décembre 1952 qui sont fondées sur:

- a) les arrêtés du Conseil fédéral du 1^{er} septembre 1939 concernant le coût de la vie et les mesures destinées à protéger le marché et du 17 octobre 1939 tendant à assurer l'approvisionnement du pays en denrées alimentaires ou fourragères, en tant que les dispositions dont il s'agit visent le ravitaillement du pays en céréales panifiables;
- b) l'arrêté du Conseil fédéral du 15 novembre 1940/29 avril 1949 tendant à assurer l'approvisionnement du pays en céréales et en matières fourragères;
- c) l'arrêté du Conseil fédéral du 29 décembre 1947 tendant à assurer l'approvisionnement du pays en denrées alimentaires ou fourragères (contingement de la meunerie de commerce);

d) l'arrêté du Conseil fédéral du 30 mai 1950 concernant la surveillance de l'exportation de farine et de pain.

² Le Conseil fédéral peut édicter les dispositions pénales et de procédure pénale nécessaires.

Angenommen – Adopté

II.

*Abs. 1***Antrag der Kommission**

Dieser Beschluss gilt bis zum 31. Dezember 1957.

*Al. 1***Proposition de la commission**

Le présent arrêté a effet jusqu'au 31 décembre 1957.

Angenommen – Adopté

*Abs. 2***Antrag der Kommission**

Streichen.

*Al. 2***Proposition de la commission**

Biffer.

Gestrichen – Biffé

*Abs. 3***Antrag der Kommission**

Er ist der Abstimmung des Volkes und der Stände zu unterbreiten.

*Al. 3***Proposition de la commission**

Il sera soumis au vote du peuple et des cantons.

Angenommen – Adopté

*Abs. 4***Antrag der Kommission**

Streichen.

*Al. 4***Proposition de la commission**

Biffer.

Gestrichen – Biffé

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlusses	wurfes	132 Stimmen
Dagegen		10 Stimmen

Postulate der Kommission

(Vom 18. Dezember 1951)

Der Aufgabenkreis der Eidgenössischen Getreideverwaltung fällt in Wirklichkeit in den Zuständigkeitsbereich des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes. Die administrative Unterstellung dieser Amtsstelle unter das Finanz- und Zolldepartement ist mit grossen Nachteilen verbunden.

Der Bundesrat wird ersucht, anlässlich des nächsten Wechsels in der Leitung des Finanz- und Zolldepartementes zu prüfen, ob nicht die Vollziehungsverordnung zum Getreidegesetz abzuändern und ob

die Getreideverwaltung nicht dem Volkswirtschaftsdepartement zu unterstellen sei, wie dies früher der Fall war.

(Vom 27. Mai 1952)

Der Bundesrat wird eingeladen, die Revision des Getreidegesetzes zu beschleunigen.

Postulats de la commission

(Du 18 décembre 1951)

Les attributions de l'Administration fédérales de blés sont en réalité de la compétence du Département de l'économie publique. La subordination administrative de cet office au Département des finances comporte de graves inconvénients.

Le Conseil fédéral est prié d'examiner s'il n'y aurait pas lieu, lors de la prochaine mutation à la tête du Département des finances, de modifier le règlement d'exécution de la loi sur le blé et de rattacher l'Administration fédérale des blés au Département de l'économie publique comme c'était le cas autrefois.

(Du 27 mai 1952)

Le Conseil fédéral est prié d'accélérer la revision de la loi sur le blé.

M. Piot, rapporteur: A la suite de l'objet que nous venons de liquider, il est fait mention de deux postulats de la commission. Nous développerons tout d'abord le second ainsi conçu: «Le Conseil fédéral est prié d'accélérer la revision de la loi sur le blé.» La commission a déposé ce postulat à l'unanimité sur la proposition de M. Clavadetscher.

La commission d'experts qui s'est occupée de la revision de la loi sur le blé a terminé ses travaux au cours de l'année 1948. Elle avait été invitée à faire diligence par le chef du Département des finances, l'objet étant très pressant.

Dans les deux Conseils, les commissions parlementaires ont été nommées à la session de décembre 1948, il y a donc trois ans et six mois.

Dès lors, de nombreuses interventions se sont succédé à cette tribune pour demander à quoi en était cette revision de la loi sur le blé. Des assurances ont été données que le projet serait bientôt déposé. Nous attendons toujours. Celui qui vous parle, président désigné, a été abordé par des représentants de l'importation, de la meunerie, du commerce, de l'agriculture; partout on s'est étonné de la non-présentation du projet de revision de la loi par le Conseil fédéral.

M. Max Weber, alors conseiller national, et membre de la commission d'experts ainsi que de la commission du Conseil national, s'est approché de moi, il y a deux ans environ, pour me dire: «Que se passe-t-il? Pourquoi ne pouvons-nous pas aller de l'avant?»

Depuis trois ans et demi, la revision de la loi sur le blé figure dans la liste des objets en délibérations de l'Assemblée fédérale. La commission désignée pour la revision de la loi sur le blé a été chargée de l'étude de l'objet sur lequel nous venons de délibérer (ravitaillement du pays en blé).

Quand la commission s'est réunie pour discuter du deuxième objet, elle a manifesté son étonnement, son impatience même, face aux lenteurs extraordinaires apportées à la revision de la loi.

M. Max Weber, alors conseiller national et membre de la commission, n'était pas le moins impatient. Lors de la séance tenue à Nyon, les 16 et 17 novembre 1951, dans ses trois interventions, nous relevons les termes suivants qui figurent dans le procès-verbal: «Eine bessere Lösung ist die Revision des Getreidegesetzes...». Plus loin:

«Ich bitte, alles daran zu setzen, um die Revision des Getreidegesetzes so rasch wie möglich zu bewerkstelligen», et plus loin:

«Der Bundesrat soll nun die Revision des Getreidegesetzes beschleunigen.»

J'espère bien que M. Max Weber, conseiller fédéral, ne reniera pas le conseiller national Weber?

La revision de la loi sur le blé était très urgente en 1948. Que dire aujourd'hui? On peut répondre qu'elle est encore plus pressante.

Plusieurs objets auraient pu trouver une solution par cette revision. Citons les principaux:

1. Le prix des céréales indigènes. Il faudra probablement nommer des commissions parlementaires cet automne et le Parlement sera appelé à en délibérer.

2. Le taux des primes de mouture devrait être adapté par la loi révisée. Le maintien de l'état de choses actuel constitue une intolérable injustice vis-à-vis des petits producteurs de blé déjà touchés durement par le sort. Il n'est pas possible d'admettre plus longtemps cette injustice.

Le contingentement de la meunerie comme l'augmentation de la réserve fédérale de blé, pourraient être réglés par la loi sans prorogation des mesures d'économie de guerre.

Nous passons sur d'autres points moins importants. C'est dire qu'on ne saurait attendre.

Au cours des délibérations de la commission pour l'étude de la prorogation des mesures destinées à ravitailler le pays en blé, il a été fait sans cesse allusion à la revision de la loi sur le blé. Le chef du Département de l'économie publique n'étant pas le conseiller fédéral responsable pour cet objet, n'a pas pu donner à la commission les apaisements nécessaires.

Le directeur de l'Administration fédérale des blés n'a pas réussi non plus à donner satisfaction à la commission. C'est pourquoi nous demandons aujourd'hui à M. Weber, conseiller fédéral, des assurances précises. Nous l'en remercions par avance.

Si les régimes totalitaires se distinguent par la rapidité dans l'élaboration de lois-éclairés, il ne faut pas que les démocraties se figent dans l'immobilisme. L'excès en tout est un défaut.

Nous passons maintenant au développement du deuxième postulat, du 18 décembre 1951, ainsi libellé:

«Les attributions de l'Administration fédérale des blés sont en réalité de la compétence du Département de l'économie publique. La subordination administrative de cet office au Département des finances comporte de graves inconvénients.

Le Conseil fédéral est prié d'examiner s'il n'y aurait pas lieu, lors de la prochaine mutation à la tête du Département des finances, de modifier le règlement d'exécution de la loi sur le blé et de rattacher l'Administration fédérale des blés au Département de l'économie publique comme c'était le cas autrefois.»

Une étude attentive des conditions de travail dans le domaine du blé et du ravitaillement du pays en pain a amené la commission à l'idée que ces lenteurs apportées à la revision de la loi sur le blé étaient dues au fait que les problèmes touchant l'économie de guerre sont du ressort du Département de l'économie publique, tandis que la dite revision doit être menée à chef par le Département des finances.

Autrefois, l'Administration fédérale des blés était rattachée au Département de l'économie publique. C'est à la suite de divergences entre les conseillers fédéraux Schulthess et Musy à propos du monopole d'importation du blé, que l'Administration fédérale des blés a été transférée au Département des finances. Reconnaissons que M. Musy s'est préoccupé avec beaucoup d'énergie du problème du blé puisque c'est sous sa direction que la loi sur le blé a été discutée en 1932. Par contre, les successeurs de M. Musy au Département des finances n'ont pas, semble-t-il, témoigné d'un intérêt passionné envers l'Administration fédérale des blés.

Economiquement, les tâches principales de l'Administration fédérale des blés sont du ressort du Département de l'économie publique, ainsi que l'a déclaré à notre commission M. Rubattel, conseiller fédéral. Les problèmes touchant le ravitaillement du pays en blé, non seulement dans leurs incidences sur l'économie de guerre, mais également en ce qui touche l'encouragement à la culture indigène et à la fixation des prix du blé sont de la compétence du Département de l'économie publique. Il suffit d'étudier attentivement les faits pour se convaincre que l'activité de l'Administration fédérale des blés du temps de guerre, comme du temps de paix, est du ressort de l'Economie publique.

Vu l'importance que revêt le ravitaillement du pays en blé, il est indispensable de coordonner l'action gouvernementale dans ce domaine avec celle qui concerne les secteurs tangents de la production agricole.

Tous ces secteurs sont rattachés au Département de l'économie publique: Division du commerce, Division de l'agriculture, Société coopérative des céréales, Service du contrôle des prix, Economie de guerre, Politique sociale (prix du pain).

L'Administration fédérale des blés a sa place auprès de ces offices. Au sein du Département des finances elle apparaît comme un corps étranger. Tel est d'ailleurs l'avis des milieux économiques compétents, si l'on en juge d'après les articles de presse parus à la suite de l'annonce du postulat de la commission. Ces milieux sont unanimes à déclarer que la situation actuelle n'est pas satisfaisante.

Du point de vue administratif, l'Administration fédérale des blés est responsable envers deux départements ce qui est un inconvénient majeur. On ne peut servir deux maîtres, et ce qui est plus grave, celui qui a deux maîtres risque de n'avoir point de maître.

Comment garantir l'unité de doctrine indispensable? Comment éviter des conflits de compétences, vu l'extrême complexité des problèmes à résoudre et l'impossibilité d'établir chaque fois une ligne de démarcation absolue entre ce qui est de la compétence du Département de l'économie publique ou du Département des finances? Nous en avons une nou-

velle preuve dans la décision de ce matin, en ce sens que cet automne ou l'année prochaine il faudra discuter des mesures d'économie de guerre.

Il y a évidemment un argument contre le postulat de la commission qui vient immédiatement à l'esprit: on ne peut pas charger davantage le Département de l'économie publique déjà le plus lourd.

Ce n'est qu'après examen approfondi de l'ensemble du problème que la commission est arrivée à la conclusion que le rattachement de l'Administration fédérale des blés au Département de l'économie publique ne ferait que sanctionner l'état de fait actuel, sans accroître en réalité les tâches du Département de l'économie publique mais supprimerait les graves inconvénients du régime créé en 1929.

La commission a déposé son postulat le 18 décembre 1951. Le moment paraissait bien choisi car le Département des finances allait devenir vacant et son nouveau chef n'était pas encore désigné.

Nous savons que M. Weber, conseiller fédéral, s'intéresse au problème du blé et qu'il le connaît. Il faisait partie de notre commission et, dès la première séance, s'est exprimé avec beaucoup de netteté contre les lenteurs actuelles. Comme il a fait partie de la commission d'experts pour la revision de la loi sur le blé, nous lui faisons entièrement confiance.

Dans sa séance tenue à Bâle, en mars dernier, la commission s'est demandée si son postulat devait être maintenu, le changement envisagé n'étant pas intervenu après les mutations au sein du Conseil fédéral au début de l'année. Elle s'est prononcée affirmativement, les inconvénients signalés étant vraiment de taille, compte tenu de la situation actuelle.

Nous attendons du gouvernement une réponse permettant d'espérer que les inconvénients signalés ne se reproduiront plus.

Müller-Olten, Berichterstatter: Ich möchte zum zweiten Postulat: „Der Bundesrat wird eingeladen, die Revision des Getreidegesetzes zu beschleunigen“ nichts hinzufügen. Ich betrachte das als selbstverständlich, und wir alle sind ja froh, wenn die Getreidegesetzgebung möglichst bald wieder so da ist, wie wir sie für die heutige Zeit brauchen.

Über das erste Postulat der Kommission wegen Übertragung der Getreideverwaltung vom Finanzdepartement an das Volkswirtschaftsdepartement haben Sie längere Ausführungen vom Präsidenten der Kommission, Herrn Piot, gehört. Er ist ja der Initiator dieses Postulates. Ich persönlich muss das Postulat für die Kommission vertreten, aber ich kann es *sine ira et studio*. Es ist richtig, dass man bei der Neuurteilung des Gesetzes und dann bei jener der Vollziehungsverordnung die Frage noch einmal prüfen kann. Es ist tatsächlich so, dass heute eigentlich die Getreideverwaltung zwei Departementen unterstellt ist: das Finanzdepartement hat den Vollzug der Getreidegesetzgebung unter sich, und das Volkswirtschaftsdepartement hat die vollmacht-rechtlichen Massnahmen – eben gerade jene, von denen wir vorher gesprochen haben – unter sich. Daraus ergeben sich gewisse negative und positive Kompetenzkonflikte. Solche sind selbstverständlich nicht zu vermeiden.

Betrachten wir einmal die Entwicklung der Getreideverwaltung: Vor dem Jahre 1914 hatte das Militärdepartement die Getreideordnung unter sich; das war noch keine eigentliche Ordnung, sondern einfach ein Getreide- und Mehlereserveamt. 1917 kam das Eidgenössische Ernährungsamt, welches diese Aufgabe betreute, und 1922–1929 war die Getreideverwaltung eine Sektion der Abteilung für Landwirtschaft im Volkswirtschaftsdepartement. Am 3. März 1929 war die Volksabstimmung über das Getreidegesetz, die monopolfreie Lösung. Dann wurde infolge der Uneinigkeit im Bundesrat seit 1929 die Getreideverwaltung dem Finanz- und Zolldepartement unterstellt. Bei der Betrachtung dieser Entwicklung kann ich feststellen: So lange die Getreideverwaltung nur friedensmässige Aufgaben erfüllte, hatte es absolut keine Schwierigkeiten gegeben. Aber auch nachher waren die Schwierigkeiten nicht sehr gross. Richtig ist nach meiner Auffassung, dass das Tätigkeitsgebiet der Getreideverwaltung eher in den Aufgabenkreis des Volkswirtschaftsdepartementes gehören würde. Ich denke an den Getreidebau, an die Vorrathaltung, das Interesse der Brotkonsumenten usw. Aber andererseits ist das Finanzdepartement wegen des enormen Geldverkehrs der Getreideverwaltung an dieser Abteilung interessiert. Die Getreideverwaltung muss enge zusammenarbeiten mit der Finanzverwaltung und der Finanzkontrolle, und auch mit den Zollbehörden muss der nötige Kontakt beibehalten werden. Nach meiner Auffassung dürfte man niemals mehr zurückgehen auf die Ordnung der Getreideverwaltung der Jahre 1922 bis 1929, als sie eine Sektion der Abteilung für Landwirtschaft darstellte. Heute ist die Getreideverwaltung viel vielseitiger und nicht nur ein Problem für die Landwirtschaft. Unsere heutige Vorlage hat mit Landwirtschaft nichts zu tun. Die Vorrathaltung, der Schutz einheimischer Müllereien, die Interessen der Brotkonsumenten sind nicht Aufgaben der Abteilung Landwirtschaft. Es wäre darum auch nicht richtig, wenn wir sie dort unterstellen würden.

Ich möchte Sie bitten, die beiden Postulate entgegenzunehmen, dieses eben begründete Postulat im Sinne, dass es im Zusammenhang mit dem neuen Getreidegesetz und der neuen Vollziehungsverordnung besprochen wird und die entsprechenden Anträge dann von seiten des Bundesrates kommen.

Bundesrat Weber: Zum ersten Postulat der Kommission vom 18. Dezember 1951 habe ich folgendes auszuführen: Anlass für die Einreichung des Postulates bildet offenbar der Umstand, dass die Getreideverwaltung zurzeit zwei Departementen unterstellt ist. Soweit sie sich mit dem Vollzug der Getreidegesetzgebung zu befassen hat, untersteht sie dem Finanz- und Zolldepartement, hinsichtlich der Durchführung der Massnahmen, die auf dem Vollmachtenrecht beruhen und die von der Zeit der Kriegswirtschaft noch übriggeblieben sind, ist sie dem Volkswirtschaftsdepartement unterstellt. Bei den engen Beziehungen der Massnahmen, welche in das eine oder andere Gebiet fallen, kann sich wohl eine administrative Komplizierung ergeben. Wenn Herr Piot gesagt hat, dass es für die Direktion der Getreideverwaltung ausserordentlich schwierig sei, zwei Meistern zu dienen, so glaube ich, dass der

Direktor der Getreideverwaltung bestätigen wird, dass es immerhin nicht so schlimm ist, denn im Grunde genommen untersteht er nur einem Herrn, nämlich dem Bundesrat. Es können nicht von zwei Departementen ganz verschiedene Weisungen gegeben werden. Nun hat sich diese Komplizierung namentlich gezeigt bei den bisherigen Vorarbeiten zur Revision des Getreidegesetzes und auch bei der Behandlung der Vorlage des Bundesrates vom 31. Juli 1951 betreffend die Verlängerung der Geltungsdauer von Massnahmen zur Sicherung der Brotgetreideversorgung des Landes (die Vorlage, die Sie eben behandelt haben).

Wenn nun daraus der Schluss gezogen wird, die administrative Unterstellung der Getreideverwaltung unter das Finanz- und Zolldepartement sei mit grossen Nachteilen verbunden, so beruht dieses Urteil offenbar auf einer ungenügenden Kenntnis oder nicht ganz zutreffenden Würdigung der tatsächlichen Verhältnisse. Nicht die Zuteilung an das Finanzdepartement an sich hat ab und zu Unzukömmlichkeiten zur Folge gehabt, sondern die Tatsache, dass zwei Departemente sich mit den Getreidefragen zu beschäftigen haben. Ich möchte Ihnen kurz erklären, wie es zu dieser Situation gekommen ist.

Schon vor dem Ersten Weltkrieg unterhielt das Eidg. Militärdepartement eine ständige Getreide- und Mahlreserve für die Armee. Verwaltung und Ergänzung dieser Vorräte waren dem OKK übertragen. Im Jahre 1917 ging diese Aufgabe an das damals gegründete Eidgenössische Ernährungsamt, bzw. an dessen Sektion für Getreideversorgung über, die in die Gruppen Einfuhr, Inlandgetreide und Rationierungswesen gegliedert war. Dabei blieb es bis zur Liquidation des Ernährungsamtes am 31. Dezember 1922. Die Sektion für Getreideversorgung, die damals noch nicht liquidiert werden konnte, wurde unter der Bezeichnung „Getreideverwaltung“ als Sektion der Abteilung für Landwirtschaft dem Eidg. Volkswirtschaftsdepartement unterstellt. Sie blieb dort bis zum Jahre 1929, das heisst während der ganzen Dauer der Vorbereitungen zu einer definitiven Getreideordnung.

Der Ausgang der Volksabstimmung vom 3. März 1929, in der die befürwortete monopolfreie Ordnung vom Volke angenommen wurde, gab dem Bundesrat Veranlassung, die Getreideverwaltung dem Eidg. Finanz- und Zolldepartement zu unterstellen. Der damalige Chef des Volkswirtschaftsdepartementes, Herr Bundesrat Schulthess, hatte es nämlich abgelehnt, das erwähnte Amt weiter in seinem Departement zu behalten, namentlich unter Hinweis darauf, dass die monopolfreie Ordnung, wie sie Artikel 23 bis der Bundesverfassung vorsehe, für den Bund eine „teure Pfeife“ gebe. Er lehnte es rundweg ab, die Ausgaben der Getreideverwaltung im Parlament zu vertreten und um die erforderlichen Kredite nachzusuchen, andererseits war Bundesrat Musy ohne weiteres bereit, sich dieser Aufgabe zu unterziehen. Mitte April 1929 wurde die Getreideverwaltung seinem Departement einverleibt, und diese Unterstellung wurde in der Folge sowohl durch den Bundesbeschluss vom 22. Juni 1929 über die vorläufige Ordnung der Getreideversorgung des Landes sowie durch die Getreidegesetzgebung vom 7. Juli 1932 sanktioniert.

Mittlerweile haben sich die Voraussetzungen des damaligen Chefs des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes in bezug auf die „teure Pfeife“ in allen Teilen bewahrheitet. Es wurde seither nie still um die Frage der Deckung der durch die Getreideordnung verursachten Ausgaben und hierin liegt auch der Hauptgrund für die bei den Vorarbeiten zur Revision des Getreidegesetzes in den letzten Jahren eingetretene Verzögerung, indem bei dieser Gelegenheit einmal mehr der Versuch unternommen werden sollte, die Getreideordnung finanziell selbsttragend zu gestalten, das heisst den Bund von der grossen Belastung, die er bisher zu tragen hatte, zu befreien.

Wenn nun die Meinung bestehen sollte, die administrative Unterstellung der Getreideverwaltung unter das Finanz- und Zolldepartement sei mit grossen Nachteilen verbunden, so möchte ich das Urteil der Getreideverwaltung selbst anführen, die sich zu diesem Punkt folgendermassen vernehmen lässt:

„Solange die Getreideverwaltung ihren friedensmässigen Aufgaben (Vollzug des Getreidegesetzes) nachzukommen hatte, wurde die Unterstellung unter das Finanz- und Zolldepartement in keinem Augenblick als irgendwie nachteilig oder den Dienstbetrieb erschwerend empfunden. Eine Erschwerung des Dienstbetriebes trat erst ein, als sie für die Durchführung kriegswirtschaftlicher Massnahmen zuerst dem Eidgenössischen Kriegsernährungsamt und danach dem Eidg. Volkswirtschaftsdepartement direkt unterstellt wurde.

Dabei ist allerdings richtig, dass das Tätigkeitsgebiet der Getreideverwaltung eher in den Aufgabenkreis des Volkswirtschaftsdepartementes fällt, zumal sie keine Aufgaben fiskalischer Natur durchzuführen hat. Die Förderung des Getreidebaues, die Vorratshaltung an Brotgetreide, die Wahrung der Interessen der Brotkonsumenten usw. sind alles Obliegenheiten, die im Grunde genommen in den Bereich der Wirtschaftspolitik und mithin in die Kompetenz des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes gehören. Ähnlich liegen die Verhältnisse bei der Eidgenössischen Alkoholverwaltung, die zu den ursprünglichen Aufgaben rein fiskalischer Natur in letzter Zeit nun auch die Überschussverwertung landwirtschaftlicher Produkte (Obst und Kartoffeln) zu übernehmen hat und damit ihrer Geschäftsnatur nach auch eher zu dem Departement gehört, dessen Zielsetzungen auf wirtschaftspolitischem Gebiet liegen.

Auf der andern Seite sind aber auch Argumente geltend zu machen, die für eine Beibehaltung der Zuteilung der Getreideverwaltung an das Finanzdepartement sprechen. In erster Linie ist es die grosse Bedeutung, die die Getreideversorgung des Landes und die Art, wie sie gelöst wird, für die Bundesfinanzen hat. Aber auch die Abwicklung der Geschäfte der Getreideverwaltung mit einem naturgemäss enormen Geldverkehr lassen eine Zusammenarbeit mit der Finanzverwaltung und der Finanzkontrolle wünschbar erscheinen, wie sie nur innerhalb ein und desselben Departementes gewährleistet ist. Die aus der Durchführung der Getreidegesetzgebung erwachsenden Geschäfte werden gemäss Artikel 43 des Getreidegesetzes durch die Getreideverwaltung und durch die Zollverwaltung besorgt. Diese Zusammenarbeit wurde bis heute namentlich dank dem Umstand erleichtert, dass die beiden Verwaltungen dem gleichen Departement unterstellt waren. Nun ist

wohl vorgesehen, die Durchführung der Getreidegesetzgebung im Rahmen des revidierten Getreidegesetzes ganz der Eidgenössischen Getreideverwaltung zu übertragen, bzw. die Zollverwaltung von ihren bisherigen Obliegenheiten zu entbinden. Aber auch so wird eine ständige Tuchfühlung mit der Eidgenössischen Oberzolldirektion unbedingt vonnöten sein. Wir denken hier namentlich an die Ein- und Ausfuhr von Getreide im landwirtschaftlichen Grenzverkehr, an die Gewährung des Überpreises und der Mahlprämie für in der Grenzzone produziertes Getreide, an die Erteilung von Einfuhrbewilligungen für Backmehl und Saatgetreide, an die Tätigkeit der Getreideverwaltung als Ausfuhrbewilligungsstelle für Mehl und Brot, an die Erhebung des Zolzuschlages auf Backmehl und Weizen, die Unterscheidung von Mahlweizen und Futterweizen, die Transitlagerung von Getreide, an die Anwendung des Sondertarifs der SBB für Brotgetreide usw. Alle diese Massnahmen bedingen auch inskünftig eine ständige reibungslose Zusammenarbeit mit der Oberzolldirektion, wenn möglich innerhalb des gleichen Departementes.

Es ergeben sich auch noch andere Erleichterungen des Dienstes der Getreideverwaltung im Rahmen des Finanzdepartementes, die allerdings nicht ausschlaggebende Bedeutung haben, wie die Zusammenarbeit mit der Oberzolldirektion im weitreichenden Aussendienst der Getreideverwaltung (Mitwirkung bei Getreideübernahmen, ständige Überwachung der auf die ganze Schweiz verteilten Getreidevorräte, Kontrolle der Mühlen usw.). Dank dieser Zusammenarbeit konnte die Getreideverwaltung auf die Anschaffung eigener Motorfahrzeuge und die Einstellung von eigenem Fahrpersonal bisher verzichten.“

Es ist nicht anzunehmen, dass das Postulat Ihrer Kommission dahin tendiert, die Getreideverwaltung wieder als Sektion der Abteilung für Landwirtschaft einzugliedern, wie das früher der Fall war. (Das ist ja auch vom Referenten der Kommission abgelehnt worden.) Dieser Gedanke wäre deshalb abwegig, da die Getreideverwaltung ja nur zu einem Teil landwirtschaftliche Belange zu vertreten hat. Die Vorratshaltung an Brotgetreide, der Schutz der einheimischen Müllerei, die Wahrung der Interessen der Brotkonsumenten und die vielen andern nicht in das Gebiet der Landwirtschaft fallenden Aufgaben der genannten Verwaltung lassen deren Umwandlung in eine Sektion der Abteilung für Landwirtschaft nicht zweckmässig erscheinen.

Nun wird die Organisation und damit auch die Unterstellung der Getreideverwaltung gemäss Artikel 42 des Getreidegesetzes vom 7. Juli 1932 durch den Bundesrat bestimmt. Das durch das Postulat angestrebte Ziel würde deshalb nicht eine Änderung des Getreidegesetzes, sondern nur eine Revision der Vollziehungsverordnung notwendig machen, was durch einen Bundesratsbeschluss erfolgen könnte.

Das Postulat ersucht den Bundesrat, die Frage der Änderung der Zuteilung der Getreideverwaltung bei Anlass des nächsten Wechsels in der Leitung des Finanz- und Zolldepartementes zu prüfen. Dieser Wechsel liegt aber bereits hinter uns, und der Sprechende hat das Finanz- und Zolldepartement, mit Einschluss der Getreideverwaltung, übernommen, bevor das Postulat behandelt wurde.

Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen, aber in dem Sinne, dass es geprüft wird im Zusammenhang mit der in Aussicht stehenden Gesamtrevision der Vollziehungsverordnung zum Getreidegesetz. Es sind eine ganze Anzahl anderer Begehren auf Änderung der Verordnung vom 4. Juli 1933 gestellt worden, die aber bisher abschlägig beschieden wurden mit der Begründung, es werde eine Gesamtrevision erfolgen. Bei diesem Anlass wird der Entscheid über die Zuteilung der Getreideverwaltung leichter zu fällen sein, da bis dann vielleicht auch abgeklärt ist, ob sich die Aufgaben der Getreideverwaltung inskünftig wieder im gleichen Rahmen bewegen wie vor dem Kriege, als sie nur mit einem Departement zu tun hatte, oder ob die in der Kriegszeit aufgetretenen Beziehungen zu anderen Fragen der Wirtschaftspolitik und damit zum Volkswirtschaftsdepartement weiter andauern. In diesem Sinne bin ich bereit, das Postulat im Namen des Bundesrates zur unverbindlichen Prüfung entgegenzunehmen.

Noch ein paar wenige Worte zum zweiten Postulat der Kommission, das den Bundesrat einlädt, die Revision des Getreidegesetzes zu beschleunigen. Es ist Ihnen bekannt, dass seinerzeit zur Vorberatung der Revision des Getreidegesetzes eine Expertenkommission eingesetzt wurde. Diese Expertenkommission hat aber ihre Arbeiten eingestellt, da eine Reihe von Problemen noch der näheren Abklärung bedurften, und diese Abklärung nicht sofort erfolgen konnte. Wir wollen jedoch jetzt die Arbeiten der Expertenkommission wieder aufnehmen. Die Expertenkommission ist in der allerletzten Zeit ergänzt worden und wird sich demnächst wieder mit der Revision des Getreidegesetzes zu befassen haben. In materieller Hinsicht möchte ich mich jetzt in keiner Weise äussern. Ich möchte nur darauf hinweisen, dass bei der Revision des Getreidegesetzes sich eine Reihe von recht schwierigen Problemen stellen werden, namentlich finanzieller, aber auch rechtlicher, vor allem verfassungsrechtlicher Natur. Die Expertenkommission soll das zuerst prüfen, bevor der Bundesrat dazu endgültig Stellung nehmen wird. Ich bin bereit, das Postulat entgegenzunehmen; es wird ihm ohnehin nachgelebt werden.

Präsident: Der Bundesrat nimmt die beiden Postulate entgegen. Aus der Mitte des Rates werden sie nicht bestritten; sie sind somit angenommen.

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Vormittagssitzung vom 17. Juni 1952
Séance du 17 juin 1952, matin

Vorsitz – Présidence: Hr. *Renold*

6237. Preiskontrolle. Weiterführung
Contrôle des prix. Prorogation

Botschaft und Beschlussentwurf vom 2. Mai 1952
(BBl II, 61)

Message et projet d'arrêté du 2 mai 1952 (FF II, 61)

Neue Anträge des Bundesrates vom 5. und 13. Juni 1952
Nouvelles propositions du Conseil fédéral du 5 et 13 juin 1952

Antrag der Kommission

Eintreten.

Antrag der Fraktion des Landesrings

Rückweisung an den Bundesrat.

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles.

Proposition du groupe indépendant

Renvoi au Conseil fédéral.

Dietschi-Basel, Berichterstatter: Am 2. Mai dieses Jahres hat der Bundesrat eine Botschaft über die befristete Weiterführung der Preiskontrolle an die Eidgenössischen Räte gerichtet. Dieser Botschaft lag der Entwurf zu einem Bundesbeschluss bei, durch den in der Form eines befristeten Verfassungszusatzes die Grundlage für die Weiterführung der Preiskontrolle nach Wegfall der Vollmachten geschaffen werden soll. Die Kommission hat in mehreren Sitzungen die bundesrätliche Vorlage eingehend geprüft. Sie werden mir zweifellos gestatten, der eigentlichen Berichterstattung über die Beratungen der Kommission einige allgemeine Bemerkungen vorzuschicken.

Der Bundesrat hat dem Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement schon vor einigen Monaten den Auftrag erteilt, eine Vorlage über eine befristete Weiterführung der Preiskontrolle auszuarbeiten. Als das Volkswirtschaftsdepartement anfangs Februar dieses Jahres einen ersten Vorentwurf den Spitzenverbänden der Wirtschaft und den Kantonsregierungen zur Stellungnahme unterbreitete, löste das Vorhaben des Bundesrates in weiten Kreisen eine sehr heftige Reaktion aus. Das dem Entwurf des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartementes zuteil gewordene Echo, das von der grundsätzlichen Zustimmung zum geplanten Vorgehen bis zur hundertprozentigen Ablehnung einer Weiterführung preiskontrollrechtlicher Massnahmen variierte, hat denjenigen zweifellos nicht überrascht, der mit der Geisteshaltung unseres Volkes einerseits und der Bedeutung der Vorlage andererseits vertraut ist. Dieses Aufeinanderprallen oft diametral entgegengesetzter Auffassungen gehört zum Prozess der Meinungsbildung in einer Demokratie und hat viel Befruchtendes an sich. Ich glaube, dass keiner von uns diese öffentliche Diskussion über die vom

Brotgetreideversorgung des Landes

Ravitaillement du pays en céréales panifiables

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1952
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	07
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	6109
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	13.06.1952
Date	
Data	
Seite	359-368
Page	
Pagina	
Ref. No	20 035 283

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Proposition de la commission

Le tarif douanier du 8 juin 1921 est modifié comme il suit:

Numéro du tarif	Désignations de la marchandise	Taux du droit fr. c. par q
54	Café:	
	— brut	58.—

Schmid-Solothurn, Berichterstatter: Ich habe Ihnen schon beim Eintreten auseinandergesetzt, dass diese neue Ordnung, trotzdem 300 Gemeinden wegfallen, ungefähr die gleichen Kosten verursachen wird wie die jetzt spielende Ordnung, weil die Berggemeinden nun den vollen Ausgleich erhalten sollen und weil die Liste der Waren erweitert worden ist. Deshalb müssen wir auch den gleichen Zuschlag haben, nämlich wie bis anhin 8 Franken auf 100 kg Kaffee. Daher haben Sie den Zollansatz auf 55 Franken, statt auf 58 Franken anzusetzen.

M. Moulin, rapporteur: Pour les raisons déjà énoncées, c'est-à-dire l'inclusion de marchandises supplémentaires dans la liste de celles qui ont droit à la compensation, ainsi que l'augmentation prévue à l'article 5, il est nécessaire de maintenir le même volume de recettes supplémentaires sur le droit d'entrée des cafés.

La commission vous propose par conséquent de porter de 55 à 58 francs le prix d'entrée par 100 kg. de café.

Angenommen - Adopté

Art. 8

Vollzug und Inkrafttreten**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

Art. 8

Exécution et entrée en vigueur**Proposition de la commission**

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Schmid-Solothurn, Berichterstatter: Zu Artikel 8, wie er in der Vorlage steht, habe ich keine Bemerkungen zu machen, aber ich will auch hier die Erklärung abgeben, dass in der Vollziehungsverordnung die Kontrolle über den ganzen Verlauf dieser Aktion festgelegt werden soll. Dort ist nun statuiert: „Die kantonalen Behörden kontrollieren regelmässig die Detailverkaufspreise in den Berggebieten und teilen der Eidgenössischen Preiskontrollstelle vierteljährlich die in den Berggebieten verlangten Detailverkaufspreise mit. Werden höhere Preise als an der letzten Bundesbahnstation verlangt, so ist dies der Eidgenössischen Preiskontrollstelle sofort mitzuteilen.“

Dazu kommt dann noch in Artikel 6, bei der Zuständigkeitserklärung, dass auch die Eidgenössische Preiskontrollstelle diese Kontrolle bei den Lieferanten, Detaillisten, kollektiven Haushaltungen und nichtindustriellen Verarbeitungsbetrieben durchführe. Sie sehen, es geht nichts ins Blaue, sondern die Kantonsbehörden und die Gemeindebehörden – denn die Kantonsbehörden beauftragen die Gemeindebehörden – werden eine genaue Kontrolle durchführen, damit kein Missbrauch getrieben wird.

Angenommen - Adopté

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlusentwurfes 103 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Ständerat - Au Conseil des Etats

Postulat der Kommission

Der Bundesrat wird eingeladen, die Frage zu prüfen und den eidgenössischen Räten Bericht und Antrag zu unterbreiten, wie ein allgemeiner Transportkostenausgleich für die verkehrspolitisch und tarifarisch benachteiligten, peripheren Gebiete durchgeführt werden kann.

Postulat de la commission

Le Conseil fédéral est invité à présenter aux Chambres, après étude de la question, un rapport et des propositions concernant les moyens de réaliser un système de compensation des frais de transport en faveur des régions excentriques qui sont désavantagées du point de vue des communications et des tarifs.

Schmid-Solothurn, Berichterstatter: Ich habe schon beim Eintreten das Postulat, so gut es ging, begründet. Der Wortlaut spricht ja für sich selbst. Die Kommission möchte Sie ersuchen, das Postulat für erheblich zu erklären.

Präsident: Der Bundesrat nimmt das Postulat entgegen. Wird es aus der Mitte des Rates bestritten? Das ist nicht der Fall.

Angenommen - Adopté

**6109. Brotgetreideversorgung des Landes
Ravitaillement du pays en céréales panifiables**

Siehe Seite 340 hiervor - Voir page 340 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 23. September 1952
Décision du Conseil des Etats du 23 septembre 1952

Differenzen - Divergences

Art. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

M. Piot, rapporteur: La divergence qui résulte de la décision prise hier soir par la commission du Conseil des Etats peut être liquidée facilement.

A l'article 2, le Conseil des Etats a décidé de proroger, jusqu'au 31 décembre 1953, les dispositions qui devaient être abrogées le 31 décembre prochain et qui sont fondées sur les arrêtés mentionnés aux lettres a, b, c et d du dit article. Dans l'impossibilité où nous sommes de réunir la commission, nous avons consulté les membres présents dans la salle. Tous se sont déclarés d'accord d'adhérer à la décision du

Conseil des Etats. En effet, un délai jusqu'au 31 décembre 1953 ne leur paraît pas trop long pour la mise sur pied des arrêtés, lesquels seront munis de la clause référendaire, destinés à remplacer les dispositions transitoires en vigueur aujourd'hui en matière de ravitaillement du pays en céréales panifiables. Le Conseil national a pris une décision analogue, ce matin, dans la question du contrôle des prix. C'est pourquoi nous vous proposons d'adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Müller-Olten, Berichterstatter: Der Ständerat hat die Abänderungen zum Bundesbeschluss über die Getreidevorlage des Landes durchberaten und unseren Vorschlägen zugestimmt mit einer einzigen kleinen Ausnahme: er hat in Artikel 2 das Datum der Begrenzung der Vollmachtenbeschlüsse, das wir auf den 30. September 1953 festgesetzt hatten, auf den 31. Dezember 1953 abgeändert. Wir empfehlen Ihnen, dem Ständerat zuzustimmen. Es ist besser, wenn das Datum so abgeändert wird, denn die Zeit ist ja knapp, um für die Übergangs-Getreidegesetzgebung Abänderungsvorschläge zu unterbreiten. Namens der Kommission bitte ich Sie, dem Ständerat zuzustimmen.

Angenommen – Adopté

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

6088. Schweizerbürgerrecht. Erwerb und Verlust

Droit de cité suisse. Acquisition et perte

Siehe Seite 310 hiervor – Voir page 310 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 18. September 1952
Décision du Conseil des Etats du 18 septembre 1952

Differenzen – Divergences

Art. 9, Abs. Ibis

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

Minderheit

Festhalten.

Art. 9, al. Ibis

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Minorité

Maintenir.

M. Favre, rapporteur de la majorité: L'examen des divergences entre les deux Conseils nous conduit directement à l'article 9 mais cet examen appelle une observation touchant l'article 55.

Lors des délibérations de notre Conseil sur les divergences résultant des décisions du Conseil des Etats, deux divergences de fond demeuraient: la première concerne l'article 9, alinéa 1bis, où le Conseil national avait prévu que la femme suisse qui épouse un étranger peut non-seulement déclarer, lors des publications, qu'elle veut conserver la nationalité suisse mais encore qu'elle peut recouvrer la nationalité suisse qu'elle a perdue en épousant un étranger si elle déclare, dans l'année qui suit le mariage, qu'elle veut reprendre la nationalité suisse.

Le Conseil des Etats a biffé cette disposition lors des délibérations sur cet objet en première lecture. En seconde lecture, il a maintenu son opposition.

L'autre divergence de fond concernait l'article 55, alinéa 2bis. Cet article, qui avait été inséré dans le projet par le Conseil national, confère à la femme suisse qui a perdu la nationalité suisse par suite de son mariage avec un étranger avant l'entrée en vigueur de la loi, le droit à la réintégration dans la nationalité suisse, si elle en fait la demande dans l'année à partir de l'entrée en vigueur de la loi. Le Conseil des Etats, après avoir, en première lecture, repoussé cette disposition à une forte majorité, vient d'y adhérer. Demeure donc seule la divergence matérielle de l'article 9, alinéa 1bis.

Le Conseil des Etats s'oppose à cette disposition en partant de l'idée, qui était celle d'une minorité de votre commission et celle du Conseil national, que la condition juridique de la femme mariée doit être fixée au moment du mariage.

Votre commission a repris hier l'examen de cette question. Ses membres, qui étaient restés précédemment en minorité, ont préconisé l'adhésion au Conseil des Etats en déclarant que c'était là, à leur avis, la solution la plus logique. On a même fait valoir que, bien loin de favoriser la femme, la disposition de l'article 9, alinéa 1bis, qui permet d'opter pour la nationalité suisse douze mois encore après le mariage, en reculant le moment où elle doit se prononcer, est susceptible d'entretenir son indécision et de ne pas la conduire vers la décision positive qui sauvegarderait généralement le mieux ses intérêts.

D'autres membres de la commission ont reconnu que le Conseil des Etats avait fait une importante concession à l'article 55, concernant la restitution du droit d'option et qu'il convenait en contrepartie que le Conseil national fasse un pas à la rencontre du Conseil des Etats, en adhérant à sa détermination sur l'article 9 en vue d'éliminer la dernière divergence matérielle.

En définitive, la majorité de votre commission vous propose d'adhérer sur ce point au Conseil des Etats mais sous réserve d'une précision que la commission prie le représentant du Conseil fédéral de bien vouloir donner au Conseil, à savoir que l'ordonnance sur le service de l'état civil prévoira que l'officier d'état civil a l'obligation de rendre la Suisse, qui désire épouser un étranger, attentive au droit que la loi lui accorde de conserver la nationalité suisse et qu'il doit l'avertir dès que la promesse de mariage lui est présentée.

Ce qui d'ailleurs a facilité l'adhésion de la majorité de la commission au Conseil des Etats, c'est cette considération que l'article 18, abis, dispose que la femme suisse qui a perdu sa nationalité par son mariage avec un étranger, peut être réintégrée lorsque,

Brotgetreideversorgung des Landes

Ravitaillement du pays en céréales panifiables

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1952
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	07
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	6109
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	24.09.1952
Date	
Data	
Seite	618-619
Page	
Pagina	
Ref. No	20 035 333

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

6234. Vollmachtenbeschlüsse. Bestätigung
Arrêtés fondés sur les pouvoirs
extraordinaires. Confirmation

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 557 hiervor – Voir page 557 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 25. September 1952
 Décision du Conseil des Etats du 25 septembre 1952

Schlussabstimmungen – Votes finals

I.

Bundesbeschluss

über die

Bestätigung der Bundesratsbeschlüsse über die Seeschifffahrt unter der Schweizer Flagge, über die Versicherung der Besatzung der schweizerischen Seeschiffe gegen Unfall und Krankheit und über den Heuervertrag der Schiffsleute

Arrêté fédéral

confirmant

les arrêtés du Conseil fédéral qui concernent la navigation maritime sous pavillon suisse, l'assurance des équipages des navires suisses contre les accidents et la maladie et le contrat d'engagement des marins

Für Annahme des Beschlusentwurfes 128 Stimmen
 (Einstimmigkeit)

Bundesbeschluss

über die

Bestätigung des Bundesratsbeschlusses über das Höchstgewicht der schweren Lastwagen

Arrêté fédéral

confirmant

l'arrêté du Conseil fédéral qui concerne le poids en pleine charge des camions automobiles lourds

Für Annahme des Beschlusentwurfes 120 Stimmen
 (Einstimmigkeit)

Bundesbeschluss

über die

Bestätigung des Bundesratsbeschlusses über die Regelung der Arbeitsbeschaffung in der Kriegskrisenzeit

Arrêté fédéral

confirmant

l'arrêté du Conseil fédéral qui concerne la création de possibilités de travail pendant la crise consécutive à la guerre

Für Annahme des Beschlusentwurfes 131 Stimmen
 (Einstimmigkeit)

II.

Bundesbeschluss

über die

Bestätigung einzelner Bundesratsbeschlüsse über die Landwirtschaft

Arrêté du Conseil fédéral

confirmant

divers arrêtés du Conseil fédéral relatifs à l'agriculture

Für Annahme des Beschlusentwurfes 135 Stimmen
 (Einstimmigkeit)

III.

Bundesbeschluss

über die

Bestätigung des Bundesratsbeschlusses über den Schutz schweizerischer Stauanlagen

Arrêté du Conseil fédéral

confirmant

l'arrêté du Conseil fédéral qui concerne la protection des barrages hydrauliques

Für Annahme des Beschlusentwurfes 128 Stimmen
 (Einstimmigkeit)

6251. Dienstverhältnis der Bundesbeamten.
Abänderung des Bundesgesetzes

Statut des fonctionnaires. Modification de la loi

Siehe Seite 483 hiervor – Voir page 483 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 26. September 1952
 Décision du Conseil des Etats du 26 septembre 1952

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 146 Stimmen
 (Einstimmigkeit)

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

6109. Brotgetreideversorgung des Landes
Ravitaillement du pays en matières panifiables

Siehe Seite 618 hiervor – Voir page 618 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 26. September 1952
 Décision du Conseil des Etats du 26 septembre 1952

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlusentwurfes 145 Stimmen
 (Einstimmigkeit)

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Brotgetreideversorgung des Landes

Ravitaillement du pays en matières panifiables

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1952
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	6109
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	26.09.1952
Date	
Data	
Seite	641-641
Page	
Pagina	
Ref. No	20 035 341

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Abstimmung — Vote

Für Annahme des Beschluss-
entwurfes 21 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat — Au Conseil national

Vormittagssitzung vom 19. September 1952
Séance du 19 septembre 1952, matin

Vorsitz — Présidence: M. Bossi

6238. Kranken- und Unfallversicherungsgesetz. Abänderung
Assurance en cas de maladie et d'accidents.
Modification de la loi

Siehe Seite 219 hiervor — Voir page 219 ci-devant
Beschluss des Nationalrates vom 19. September 1952
Décision du Conseil national du 19 septembre 1952

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 34 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat — Au Conseil national

Nachmittagssitzung vom 23. September 1952
Séance du 23 septembre 1952, après-midi

Vorsitz — Présidence: M. Bossi

6109. Brotgetreideversorgung des Landes
Ravitaillement du pays en céréales
panifiables

Botschaft und Beschlussentwurf vom 31. Juli 1951
(BBl II, 580)
Message et projet d'arrêté du 31 juillet 1951 (FF II, 576)
Beschluss des Nationalrates vom 13. Juni 1952
Décision du Conseil national du 13 juin 1952

Antrag der Kommission

Eintreten.

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles.

Berichterstattung — Rapport général

M. Quartenoud, rapporteur: L'arrêté fédéral soumis à vos délibérations, comme son titre l'indique, n'est pas pris pour l'agriculture. Il proroge les mesures destinées à assurer le ravitaillement du pays en céréales panifiables. Il n'intéresse pas seulement les milieux agricoles mais le peuple tout entier. Il tend à résoudre un problème extraordinairement complexe touchant à la fois les consommateurs de pain, les meuniers, les importateurs, les agriculteurs et la Confédération.

Nous allons voir successivement quelle est l'économie du projet, quelle est sa nature juridique et quelles sont enfin les objections qu'il soulève.

Economie du projet. Le texte proposé a pour but de prolonger pendant un certain nombre d'années le régime de l'économie de guerre dans le secteur des céréales. Ce régime concerne:

1. La centralisation de l'achat et de l'importation des céréales panifiables auprès de l'Administration des blés.
2. La constitution de réserves suffisantes de blé.
3. Les prescriptions de mouture.
4. L'interdiction de l'affouragement au moyen de farine panifiable.
5. La surveillance de l'exportation de farine et de pain.

1. Centralisation de l'achat: Le Conseil fédéral estime que dans la situation actuelle le maintien de cette mesure est en tout cas hautement justifié. Dans l'incertitude où nous sommes de l'avenir, au milieu des dangers constants qui menacent la paix du monde, le Conseil fédéral tient à garder en mains, comme M. Rubattel, conseiller fédéral, l'a déclaré en commission, le ravitaillement en pain de notre population.

L'expérience des deux guerres mondiales a démontré que la Suisse, en pareilles circonstances, est contrainte de confier l'achat et l'importation des céréales à un office fédéral, le trafic international des marchandises étant alors fortement entravé. Une simple menace déjà peut provoquer un resserrement du marché. Alors qu'on espérait pouvoir achever la démobilisation de l'économie de guerre, la production des céréales panifiables s'étant beaucoup accrue de 1946 à 1949, alors que l'offre, à certains moments, dépassait la demande et que les prix baissaient, il a suffi du conflit de Corée pour anéantir tous les espoirs. Le monde moderne se sensibilise rapidement. Les prix commencent à monter; les premiers symptômes de pénurie apparaissent; les pays se mettent à constituer des stocks en prévision des difficultés d'approvisionnement; il y a pénurie de bateaux; les taux du fret maritime ont triplé. Il s'est produit un brusque revirement sur le marché international du blé. Plusieurs pays exportateurs éprouvaient encore récemment des difficultés à écouler l'excédent de leur production de céréales; ils doivent, presque d'un jour à l'autre, régler strictement la répartition des stocks entre les pays importateurs, impatients d'obtenir de la marchandise. On voit réapparaître les prescriptions des années difficiles de la guerre: licences d'exportation, contingentements, listes de priorité.

Dans le secteur vital du blé, la production nationale est notoirement insuffisante. La production mondiale, elle, est soumise à des fluctuations imprévues, où l'offre peut être directement influencée par les gouvernements des principaux pays exportateurs — et cela dans des délais très brefs. Le trafic du blé ressort, en outre, à l'étranger davantage aux organismes étatiques que privés, surtout aux époques exceptionnelles. Le phénomène n'est pas nouveau. Il n'y a qu'à se

rappeler l'histoire biblique : Joseph, le pharaon, les sept épis pleins et les sept épis vides.

La Confédération, dans ces circonstances, aurait davantage de poids que le commerce privé pour intervenir auprès des Etats exportateurs. Pour mettre le maximum de chance de notre côté, il y a tout intérêt à traiter d'Etat à Etat. Pour illustrer cette affirmation, il suffit de rappeler la conclusion de l'accord international sur le blé, qui nous permet de couvrir à des conditions très favorables, à des prix inférieurs à ceux du marché libre, la moitié de nos besoins annuels de froments étrangers.

2. Stockage des blés : Les risques que comporte la situation internationale actuelle ont déterminé le Conseil fédéral à augmenter considérablement la réserve du blé. Les pays d'outre-mer sont en effet nos principaux fournisseurs. L'Europe n'entre en ligne que pour une très faible part dans nos importations.

La loi sur le blé prévoit, à son article premier, que la Confédération entretient, sur son territoire, une réserve d'environ 80.000 tonnes de blé. Le second alinéa de cet article précise que le Conseil fédéral peut augmenter la réserve si des circonstances d'ordre économique ou politique l'exigent.

Le Conseil fédéral est d'avis que nous vivons une période de circonstances extraordinaires, et depuis quatre ans déjà il a ordonné à l'Administration fédérale des blés de constituer une réserve permanente de 400.000 tonnes de blé au minimum. Si nous abandonnons maintenant les dispositions de l'économie de guerre, nous courons le risque de devoir diminuer l'ampleur de nos stocks, ce qui ne se concilie pas avec le souci d'assurer le ravitaillement du pays en pain.

3. Contingentement de la meunerie : Le contingentement actuel a pour but de maintenir une certaine décentralisation et d'assurer l'existence des moyens et des petits moulins. S'il n'était pas maintenu, il est probable qu'une partie des grands moulins se déplacerait vers la frontière, ce qui comporterait des risques pour la défense du pays, et les petites exploitations seraient condamnées à disparaître.

Lors de la séance de la commission, plusieurs commissaires ont suggéré de revoir l'ensemble du contingentement. Les années qui lui servent de base, celles de 1933 à 1938, paraissent bien éloignées. Depuis lors, la situation a évolué et les contingents ne sont plus suffisamment adaptés aux circonstances. Sans doute les meuniers ont tendance à considérer que les contingents leur sont acquis définitivement. Cependant il paraît indiqué de tenir compte de la situation économique actuelle. Le représentant du Conseil fédéral nous a assurés que l'Administration des blés a été invitée à reprendre l'étude de ce problème du contingentement et de voir s'il ne faut pas songer à fixer des années de base plus récentes.

4. Prescriptions de mouture : Il s'agit là d'un chapitre très important, puisqu'il comprend tout le système de la péréquation des prix, qui consiste à faire payer aux consommateurs de farine blanche le manque à gagner qui résulte du prix de la farine bise. Le prix de vente de la farine blanche est particulièrement élevé et représente un gain

annuel de 35 à 38 millions de francs, ces sommes étant employées à maintenir à un niveau aussi bas que possible le prix réduit de la farine bise. Si les prescriptions de mouture devaient disparaître, le prix du pain bis augmenterait fatalement jusqu'à 68 ou 69 centimes le kilogramme. Le Conseil fédéral estime qu'il serait dangereux de procéder, au début de l'an prochain, à une augmentation si massive du coût d'une denrée aussi essentielle que le pain. Des sacrifices ont été faits — et avec trop de peine, dans bien des secteurs — pour éviter l'inflation et ne pas risquer de mettre en mouvement la spirale des prix. L'indice du coût de la vie augmenterait de 1,2 point, ce qui déclencherait de nouvelles revendications. Quand on peut éviter, sans porter préjudice à la production, une hausse d'une denrée de première nécessité, ce serait une faute d'abandonner une mesure qui a fait ses preuves. Il y aurait bien un moyen d'empêcher, à défaut des dispositions actuelles, une hausse du prix du pain : c'est de mettre la différence du prix à la charge de la Confédération. Mais il semble bien que les adversaires du projet, recrutés chez les tenants du libéralisme économique, ne voudront pas de cette solution simpliste et insupportable. Veulent-ils alors prendre la responsabilité d'une hausse très sensible du prix du pain ? Il faut savoir ce qu'on veut.

5. Affouragement au moyen de la farine panifiable : Le prix de la farine bise étant inférieur à ceux des principales céréales fourragères, orge et maïs, et les prix des produits fourragers étrangers étant relativement élevés, on peut comprendre la tentation d'utiliser la farine bise pour l'affouragement. Les bruits les plus divers courent quant à l'importance des quantités de farine bise ainsi employées. Les milieux bien informés estiment que le volume n'en est pas aussi grand que d'autres ont bien voulu le dire et que les accusations ont été exagérées.

6. Surveillance de l'exportation de farine et de pain : Le volume de l'exportation de farine et de pain est presque nul en temps normal. En période de difficultés, les frontaliers, s'il y a pénurie chez eux, peuvent avoir tendance à se ravitailler en Suisse. Il est superflu de justifier les mesures de contrôle qui s'imposent dès lors en pareilles circonstances.

Telle est, rapidement exposée, la substance du projet ; et voici sa nature juridique : Le ravitaillement en blé est régi, à l'heure actuelle, à la fois par la législation de 1932 et par diverses prescriptions concernant l'économie de guerre. Nous nous trouvons en présence de modifications qui doivent être apportées à la loi sur le blé. Celles-ci sont sans rapport avec le droit exceptionnel fondé sur les pouvoirs extraordinaires. Il existe, d'autre part, des mesures prises durant la guerre en vertu des pleins pouvoirs et qui pourraient être insérées, à titre définitif, dans la nouvelle loi sur le blé.

Enfin, il subsiste des mesures d'économie de guerre, pour lesquelles il n'existe aucune disposition constitutionnelle mais qui devraient néanmoins être prorogées au delà de 1952 pour une durée limitée. L'expérience de ces quinze dernières années intéresse une vingtaine d'articles de la loi sur le blé, de 1932. Il s'agit en l'espèce de dis-

positions nouvelles et non point de la prorogation de mesures d'économie de guerre. Par conséquent, la suppression des pouvoirs extraordinaires, à fin 1952, est sans rapport avec cette réforme. Il importe d'adapter, dès que possible, la législation de 1932 aux exigences actuelles et d'en combler les lacunes.

Il faut bien dire qu'il y a, à la source du projet présenté, un état de fait provoqué par la suppression des pouvoirs extraordinaires. C'est cette situation juridique qui conditionne l'urgence des mesures soumises à votre approbation.

Il existe des mesures qui règlent la répartition des céréales panifiables entre les moulins ; elles sont indispensables au maintien du système réglant le prix de la farine et du pain. Elles se fondent sur les pouvoirs extraordinaires et seraient par conséquent condamnées à disparaître à la fin de l'année s'il n'était pas possible de les maintenir en vigueur dans le cadre des mesures de protection prévues par la nouvelle loi sur le blé en faveur de la meunerie. En attendant le vote de cette loi, il est indispensable de proroger les mesures en vigueur.

Enfin, il existe une série de dispositions concernant l'importation, le magasinage, la répartition, l'emploi, le prix et l'exportation des céréales panifiables, la fabrication, la cession, l'acquisition, l'emploi, le prix et l'exportation des produits de la mouture et du pain, qui ne pourraient être maintenues par le moyen de la nouvelle loi sur le blé, faute de base constitutionnelle. Il s'agit là, en effet, d'un droit exceptionnel, qu'il ne serait pas indiqué de rendre définitif mais dont la propagation est imposée uniquement par la nécessité d'entretenir des réserves suffisantes et de réduire le prix du pain.

Quelle forme juridique peut-on dès lors donner à l'arrêté fédéral qui doit satisfaire à tous ces besoins ?

La Commission du Conseil national a tenu quatre séances. Dans la première, elle a surtout insisté pour que la révision de la loi sur le blé soit menée à chef rapidement, ce qui aurait pu, à son gré, rendre superflue toute autre mesure législative. Après une nouvelle étude du problème, le Conseil fédéral dut se convaincre que la révision proposée n'était pas possible dans les brefs délais à disposition : il faut en effet entendre les commissions d'experts, recevoir et étudier les consultations des milieux intéressés, celle des cantons, prendre connaissance des décisions des commissions des deux Conseils, attendre le résultat des délibérations des Chambres et assister à la navette traditionnelle entre les deux assemblées.

Dans les séances suivantes, la commission a longuement discuté de la forme juridique à adopter, en se demandant s'il ne valait pas mieux créer, en l'espèce, un arrêté fédéral urgent. Elle s'est finalement ralliée à la forme de l'arrêté constitutionnel, la seule qui puisse satisfaire le Conseil fédéral. Tous les juristes consultés à ce propos — et cette unanimité est remarquable — du Tribunal fédéral, de l'Université et de l'administration ont déclaré que la voie de l'arrêté constitutionnel est la seule régulière, du moment que nous avons le temps de la suivre, l'article 89 bis ne pouvant être

appliqué que si le temps fait défaut. L'article 89 de la Constitution prévoit en effet ce qui suit à sont troisième alinéa :

« Les arrêtés fédéraux de portée générale dont l'entrée en vigueur ne souffre aucun délai peuvent être déclarés urgents par une décision prise à la majorité de tous les membres de chacun des deux Conseils. Dans ce cas, la votation populaire ne peut pas être demandée. »

Le Conseil fédéral, la Commission du Conseil national et celle de notre Conseil estiment que nous ne nous trouvons pas en présence de ce caractère d'urgence. Par contre, l'élémentaire prudence — et la prudence est une vertu — postule de recourir au moyen de l'arrêté constitutionnel.

Il est vrai, et d'aucuns le pensent, que la Constitution est, par définition, quelque chose de permanent. L'idée d'un complément provisoire ne plaît pas, à première vue, à tout le monde. Où le mettra-t-on, dans la série des textes ? Est-ce une façon peu élégante, juridiquement boiteuse ?

Je vous rappelle encore l'approbation unanime des juristes. Citons le Dr Huber dans le « Journal des Juristes », le professeur Giacommetti. Nous avons déjà recouru cinq fois à ce mode de faire : en 1915 pour l'impôt de guerre, en 1919 pour le nouvel impôt de guerre, en 1938 pour la réglementation transitoire de nos finances, en 1939 pour la lutte contre le chômage et le 20 décembre 1950 pour la « Finanzordnung ».

Notre Constitution, comparée parfois à une mosaïque aux couleurs variées, est une image, nous dirions aujourd'hui un film de l'évolution de notre vie nationale, évoquant nos besoins, nos soucis, nos instincts, nos tendances, nos sentiments excellents, moins excellents quelquefois aussi. Le droit habille la vie ; il doit tenir compte des réalités. Les nécessités passent avant l'académisme.

L'arrêté repose sur des bases juridiques claires. Nous ne violons aucun texte. Parmi les affaires qui sont de la compétence des deux Conseils notons (article 85, chiffre 14, de la Constitution) la révision de la Constitution fédérale — et cette révision peut se faire en tout temps, totalement ou partiellement (article 118). Les droits populaires sont pleinement sauvegardés, puisque la consultation du peuple et des cantons est prévue.

L'arrêté constitutionnel issu des délibérations du Conseil national est conforme à l'esprit et à la lettre de la Constitution qui pose des principes et laisse les détails aux lois d'exécution. Il est conforme également aux articles économiques, lesquels prévoient qu'il est possible de déroger à la liberté du commerce et de l'industrie par des lois qui sont munies de la clause référendaire. Les membres des Chambres auront la faculté d'intervenir au cours des délibérations sur le projet de loi qui nous sera présenté. Si les désirs exprimés à cette occasion ne sont pas satisfaits, la porte du referendum facultatif reste toujours ouverte.

Les objections.

La Commission du Conseil national, tout en se rangeant, quant au fond, à l'avis du Conseil fédéral, dans sa première séance tenue à Nyon, en novembre 1951, formule déjà quelques réserves au sujet de la forme juridique à donner à l'intervention de l'Etat. Elle invita le Conseil fédéral à

lui soumettre un rapport sur la possibilité de résoudre à temps, par une révision de la loi sur le blé, les problèmes soulevés par l'approvisionnement du pays en céréales. Elle désirait également que des pourparlers soient entrepris avec les milieux de la meunerie pour trouver aux problèmes soulevés une solution qui tienne compte de cette opposition aux pleins pouvoirs et à tout ce qui peut avoir une « odeur » de dirigisme. Le Conseil fédéral, comme je vous l'ai déjà dit, n'eut pas de peine à démontrer que la mise au point de la loi sur le blé serait à la fois tardive et insuffisante.

Quant à la consultation des milieux intéressés, le Conseil fédéral acquiescera de bonne grâce à la démarche proposée par la Commission du Conseil national. Il connaissait d'ailleurs l'opposition soulevée tout particulièrement contre la centralisation de l'achat et de l'importation des céréales panifiables. La Bourse des blés de Zurich avait rédigé des mémoires, demandant le rétablissement de la liberté d'importation et du commerce des céréales. Je ne reviens pas sur les arguments en faveur de l'intervention de l'Etat. Je me répéterais si je rappelais le besoin de recourir à des interventions extraordinaires marquées du signe de la puissance d'un Etat en présence d'une situation extraordinaire.

Qu'il me soit permis cependant de signaler l'attitude des milieux opposants déjà cités.

Lors d'une conférence qui eut lieu le 7 décembre 1951, ceux-ci confirmèrent bien leur opinion, selon laquelle il n'était plus nécessaire, pour assurer le ravitaillement du pays, de centraliser l'importation du blé mais il ne leur fut pas possible de faire des propositions concrètes pour résoudre les divers problèmes soulevés par l'abrogation du monopole. Invitée par le chef du Département de l'économie publique à lui soumettre de telles propositions, jusqu'au 15 janvier 1952, la Bourse des blés de Zurich le fit dans un nouveau mémoire. Elle déclara que les importateurs étaient disposés à reprendre une part importante de la réserve fédérale de blé, sous forme de stocks obligatoires qui seraient régis par des prescriptions analogues à celles qui sont applicables aux réserves d'autres produits de première nécessité. Elle demanda, en contrepartie, que le droit d'importer des céréales panifiables fût conféré exclusivement à 29 importateurs de blé et que les meuniers fussent contraints de s'approvisionner auprès de ceux-ci. Ces messieurs utilisent un instinct de nos démocraties, une constante de notre histoire : l'amour de la liberté. Le spectre du bailli fédéral est agité. Si la situation leur paraît assez extraordinaire pour permettre l'abrogation du monopole d'Etat actuel, elle est tout de même suffisamment trouble à leurs yeux pour maintenir un monopole privé.

Un monopole au nom de la nation c'est de l'odieux dirigisme mais un privilège pour quelques-uns c'est, selon eux, naturel, élégant, je dirais presque une mission patriotique et philanthropique.

Si le peuple suisse ne goûte guère le dirigisme, il déteste encore bien davantage les privilèges de quelques-uns sous n'importe quelle forme, à moins qu'ils ne soient justifiés par de très réels sacri-

fices. Le système préconisé par la Bourse des blés de Zurich n'aurait pas pour effet de rétablir la liberté d'importation mais bien de substituer au monopole d'Etat un monopole au profit de quelques importateurs qui ne jouissaient aucunement d'un tel privilège avant la guerre. Pour rétablir ce régime, il faudrait lui donner une base constitutionnelle qui n'existe pas. Le peuple suisse qui a manifesté son opposition au monopole dans une votation disputée fera-t-il meilleur accueil à un monopole privé ?

La Bourse des blés, par ses propositions, ne garantit pas absolument le maintien des réserves dans leur quotité actuelle. La solution proposée entraînerait à coup sûr un accroissement des charges des consommateurs de pain ou de la Confédération.

L'Association des meuniers, qui représente le 80 % de tous les moulins de commerce, adopte bien le principe de la liberté de commerce pour autant cependant que les circonstances et les intérêts du pays le permettent. La liberté plaidée par la Bourse des blés à Zurich est loin d'être la liberté désirée par les meuniers suisses. Dans une déclaration adressée à l'Administration fédérale des blés, ils s'expriment catégoriquement : « Nous ne pouvons en aucun cas accepter la proposition de la Bourse, dont le résultat ne peut être que le monopole d'achat de céréales pour quelques grandes maisons d'importation. »

Je me résume : les milieux intéressés, techniques, compétents,

— ou bien font des oppositions à l'arrêté en souhaitant la suppression du monopole de l'importation de l'Etat mais en le proposant en faveur de quelques-uns ;

— ou bien ils se déclarent nettement contre ce monopole privé tout en comprenant le maintien d'une politique d'intervention.

Les objections de la « branche » intéressée apparaissent donc comme bien dispersées, contradictoires et en tout cas conditionnelles.

Une catégorie d'opposants se recrutent parmi ceux qui sont las de la politique d'intervention. La bureaucratie, les inspecteurs, les baillis sont autant de mots qui trouvent un écho instantanément et recueillent une approbation facile. Si l'on veut se faire applaudir par une assemblée, il n'y qu'à s'en servir.

Sitôt le besoin d'intervention présent, tout le monde est étonné et presque indigné de constater que les autorités sont dépourvues de moyens. Je ne m'arrête pas à ces objections d'ordre sentimental, tout respectable qu'il soit, je m'adresse à des collègues qui ont l'habitude d'assumer des responsabilités dans les degrés multiples de nos affaires publiques et privées.

Un leitmotiv, invoqué lors des débats devant le Conseil national, c'est que nous vivons des temps normaux et qu'une loi d'exception n'est justifiée que lorsque l'état de nécessité l'exige.

Je laisse ce thème à votre appréciation. Le peuple suisse, à qui nous faisons confiance, pourra le dire. Pouvons-nous couler une existence tranquille mesurée par des événements au rythme régulier ou bien devons-nous être prêts à toute éventualité ? Le Conseil fédéral pense que notre devoir

est d'être prudent. Nous aurions mauvaise grâce de contrarier cette manière de voir. Quelqu'un, en tout cas, paraît étonnant dans ces débats, c'est notre ancien collègue Duttweiler qui a pris naguère des colères de géants parce que le Conseil fédéral ne suivait pas assez docilement ses propositions d'amonceler des réserves de tout genre pour les jours qui s'annoncent.

Le 13 juin 1952, le Conseil national adopta l'arrêté fédéral par 132 voix contre 10. Il présenta également deux postulats acceptés par le Conseil fédéral. Sans que nous ayons formellement à nous en occuper, la commission m'a chargé de déclarer en son nom qu'elle fait siens les désirs exprimés par les deux postulats du National. Il s'agit de hâter la révision de la loi sur le blé. Nous devons, au plus tôt, tirer parti des années d'expérience vécues pour doter notre économie d'une loi claire. Les producteurs ont besoin d'être fixés assez tôt chaque année sur les conditions qui leur sont faites.

Il semble aussi naturel que tout le statut du blé relève d'un seul département. On ne peut pas servir deux maîtres. Evidemment, le Conseil fédéral est un collège faisant équipe mais néanmoins les optiques sont différentes et les visions des choses sensibilisent de haut en bas les administrations intéressées.

Malgré l'aspect financier du problème du blé, celui-ci n'en reste pas moins un des éléments essentiels de notre vie économique. Dès lors, il paraît logique d'attribuer tout ce régime du blé au Département de l'économie publique. Il en était bien ainsi au début et c'est par une sorte d'accident politique, si je puis m'exprimer ainsi, que l'Administration du blé fut rattachée au Département des finances. Le chef de l'économie publique d'alors ne semblait pas particulièrement attiré à devoir appliquer un système qui n'était pas le sien. Le moment est, semble-t-il, venu de revenir à la normale.

Je vous recommande, au nom de la commission unanime, de voter l'entrée en matière.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le Conseil passe sans opposition à la discussion
des articles

Artikelweise Beratung — Discussion des articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national.

Angenommen — Adoptés

Titel I, Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

Titre I, article premier

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national.

M. Quartenoud, rapporteur : Le Conseil national a modifié ici le projet primitif du Conseil fédéral. L'article premier portait d'abord en son texte « Le Conseil fédéral est autorisé à... ».

Or, les délégations de pouvoirs n'ont pas de bonne presse à l'heure actuelle. Le même argument fut invoqué à propos du projet de contrôle des prix. Aussi le Conseil national a-t-il supprimé cette délégation et adopté la forme suivante : « La Confédération peut édicter... ».

Ainsi la compétence de légiférer en la matière n'est plus attribuée directement au Conseil fédéral lui-même mais, restant dans la voie constitutionnelle normale, le souverain est appelé non seulement à se prononcer sur l'arrêté complétant la Constitution mais il aura encore la faculté d'accepter ou de rejeter la loi d'exécution par la voie du referendum facultatif. Les droits populaires sont pleinement sauvegardés.

Sous lettre b le Conseil national a procédé à un autre classement, qui n'apporte en fait aucun changement au projet. Sur l'intervention de M. Duttweiler, il a précisé qu'il s'agissait de la mouture « des céréales panifiables (y compris le blé dur). » M. Duttweiler craignait que, formulé de façon générale, l'arrêté ne s'appliquât également aux farines de riz, de fèves, etc. Il est clair que l'arrêté ne s'appliquera qu'à la farine panifiable.

Le second alinéa de l'article premier a été simplement déplacé et renvoyé à la fin de l'article 2.

Le président : Monsieur le rapporteur, permettez-moi une question, l'alinéa 2 a-t-il été supprimé par le Conseil national ?

M. Quartenoud, rapporteur : Oui, monsieur le président.

Angenommen — Adopté

Art. 2

Antrag der Kommission

Abs. 1, erster Satz: Die am 31. Dezember 1952 noch geltenden und auf die nachstehend aufgeführten Bundesratsbeschlüsse gestützten Vorschriften bleiben noch bis zum 31. Dezember 1953 in Kraft:

Für den Rest: Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

Art. 2

Proposition de la commission

Al. 1, 1re phrase : Demeurent en vigueur jusqu'au 31 décembre 1953 les dispositions non abrogées au 31 décembre 1952 qui sont fondées sur :

Pour le reste : Adhérer à la décision du Conseil national.

M. Quartenoud, rapporteur : La commission vous propose de remplacer la date du 30 septembre 1953 par celle du 31 décembre 1953 pour éviter que le législateur soit trop pressé par les délais. Le délai fixé à cet article est effectivement des plus courts. Il suffit que survienne une divergence entre les deux Conseils lors des délibé-

rations pour que nous ne puissions plus le tenir. L'Administration des blés souhaite donc la prolongation proposée. Le conseiller fédéral, en séance de la commission, s'y est rallié également, avec cette réserve que, le même problème se posant pour le maintien temporaire du contrôle des prix, il semble logique que les délais prévus dans les deux arrêtés soient les mêmes.

Nous proposons donc la date du 31 décembre 1953 (créant ainsi avec le Conseil national une sorte de divergence qui n'en est pas réellement une — il se ralliera) par souci de logique pratique et pour déférer au vœu de l'Administration des blés.

Angenommen — Adopté

Titel II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

Titre II

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national.

M. **Quartenoud**, rapporteur: Au chiffre II, le projet primitif prévoyait: «Le présent arrêté a effet jusqu'au 31 décembre 1955, à moins que le Conseil fédéral ne l'abroge en tout ou en partie avant cette date. L'Assemblée fédérale peut en proroger la validité pour deux ans au maximum.»

Le Conseil national a préféré prévoir d'emblée la prorogation du régime actuel jusqu'à fin 1957.

La commission vous propose d'adhérer aux diverses propositions de modifications votées par le Conseil national.

Angenommen — Adopté

Gesamtabstimmung — Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 26 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat — Au Conseil national

Vormittagssitzung vom 24. September 1952

Séance du 24 septembre 1952, matin

Vorsitz — Présidence: M. *Bossi*

**6307. Erfindungspatente. Abkommen mit der Bundesrepublik Deutschland
Brevets d'invention. Accord avec la République fédérale allemande**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 5. September 1952
(BBl II, 45)

Message et projet d'arrêté du 5 septembre 1952 (FF II, 45)

Beschluss des Nationalrates vom 16. September 1952

Décision du Conseil national du 16 septembre 1952

Antrag der Kommission

Eintreten.

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles.

Berichterstattung — Rapport général

Speiser, Berichterstatter: Ich habe die Ehre, über das Abkommen der Schweiz mit der Bundesrepublik Deutschland über die Wiederherstellung gewerblicher Schutzrechte zu referieren. Wenn Sie diese Vorlage lesen, so werden Sie schnell feststellen, dass es sich hier um eine sehr komplizierte Materie handelt, die für einen mit Patentfragen nicht vertrauten Parlamentarier nicht ohne wesentliche Studien verständlich ist. Es war deshalb für Ihre Kommission von grossem Vorteil, dass der Direktor des Eidgenössischen Amtes für geistiges Eigentum, Herr Dr. Hans Morf, in der Lage war, Ihre Kommission sehr eingehend und sachkundig zu informieren. Die Umstände, die zu diesem Abkommen geführt haben, haben zum Teil etwas mit dem Abkommen von Washington vom Frühjahr 1946 zu tun, über dessen Ablösung wir als nächstes Geschäft zu beraten haben.

Zusammen mit allen andern deutschen Vermögenswerten in der Schweiz wurden am 16. Februar 1945 auch die Erfindungspatente sowie Fabrik- und Handelsmarken vorsorglich gesperrt.

Gemäss dem später abgeschlossenen sog. Abkommen von Washington hätten grundsätzlich auch diese Werte liquidiert werden müssen. Das Abkommen enthielt jedoch im Annexe unter VIA eine Bestimmung, die lautet:

«In Erwartung des Abschlusses multilateraler Vereinbarungen, zu welchen die schweizerische Regierung von den drei alliierten Regierungen eingeladen werden soll, und in Erwartung einer Beteiligung der schweizerischen Regierung an diesen Vereinbarungen wird kein einem Deutschen in der Schweiz zustehendes Erfindungspatent verkauft werden ohne Zustimmung der Verrechnungsstelle und der Gemischten Kommission, und es wird auch nicht in anderer Weise ohne diese Zustimmung darüber verfügt werden.»

Die hier erwähnten Vereinbarungen kamen in London zwischen den Alliierten zustande, aber aus bestimmten Gründen konnte die Schweiz denselben nicht beitreten. Diese Kategorie deutscher Vermögenswerte blieb somit gesperrt, bis sie aus dem Abkommen von Washington ganz entlassen wurden.

Unabhängig von diesen Umständen herrschte aber gegen das Ende des Krieges ein derartiges Chaos in Deutschland, dass u. a. das deutsche Patentamt, das unter schwierigen Verhältnissen von Berlin nach München transferiert worden war, eine Zeitlang ausser Funktion war. Das gleiche Chaos herrschte naturgemäss in der deutschen Industrie. Andererseits war der Zahlungsverkehr zwischen Deutschland und der Schweiz durch die Kriegsverhältnisse und auch durch Vorschriften der Alliierten derart behindert, dass nur in wenigen Fällen deutsche Schutzrechte in der Schweiz durch die Zahlung der Gebühren aufrechterhalten werden konnten. Zwangsläufig führte dies zum Erlöschen einer ganzen Reihe von Patenten; eine Tatsache, die jeweils öffentlich bekanntgegeben wurde, was die in solchen Fällen normalen Konsequenzen hatte. Als die Verhältnisse sich normalisierten, was es das begreifliche Bestreben beider Länder, wieder zu einem normalen Zustand zu-

Brotgetreideversorgung des Landes

Ravitaillement du pays en céréales panifiables

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1952
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	6109
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	23.09.1952
Date	
Data	
Seite	285-290
Page	
Pagina	
Ref. No	20 035 355

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

6109. Brotgetreideversorgung des Landes Ravitaillement du pays en matières panifiables

Siehe Seite 285 hiervor - Voir page 285 ci-devant
Beschluss des Nationalrates vom 24. September 1952
Décision du Conseil national du 24 septembre 1952

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Beschlussesentwurfes 30 Stimmen
Dagegen 1 Stimme

An den Nationalrat — Au Conseil national

6251. Dienstverhältnis der Bundesbeamten. Abänderung des Bundesgesetzes Statut des fonctionnaires. Modification de la loi

Siehe Seite 307 hiervor - Voir page 307 ci-devant
Beschluss des Nationalrates vom 17. September 1952
Décision du Conseil national du 17 septembre 1952

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 35 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat — Au Conseil national

6234. Vollmachtenbeschlüsse. Bestätigung Arrêtés fondés sur les pouvoirs extra- ordinaires. Confirmation

Siehe Seite 308 hiervor - Voir page 308 ci-devant
Beschluss des Nationalrates vom 26. September 1952
Décision du Conseil national du 26 septembre 1952

Schlussabstimmungen — Votes finals

Bundesbeschluss

über

die Bestätigung der Bundesratsbeschlüsse, über die Seeschiffahrt unter Schweizer Flagge, über die Versicherung der Besatzung der schweizerischen Seeschiffe gegen Unfall und Krankheit und über den Feuervertrag der Schiffleute

Arrêté fédéral

confirmant

les arrêtés du Conseil fédéral qui concernent la navigation maritime sous pavillon suisse, l'assurance des équipages des navires suisses contre les accidents et la maladie et le contrat d'engagement des marins

Für Annahme des Beschlussesentwurfes 32 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Bundesbeschluss

über

die Bestätigung des Bundesratsbeschlusses über das Höchstgesamtgewicht der schweren Lastwagen

Ständerat - Conseil des Etats 1952

Arrêté fédéral

confirmant

l'arrêté du Conseil fédéral qui concerne le poids en pleine charge des camions automobiles lourds

Für Annahme des Beschlussesentwurfes 21 Stimmen
Dagegen 5 Stimmen

Bundesbeschluss

über

die Bestätigung des Bundesratsbeschlusses über die Regelung der Arbeitsbeschaffung in der Kriegskrisenzeit

Arrêté fédéral

confirmant

l'arrêté du Conseil fédéral qui concerne la création de possibilités de travail pendant la crise consécutive à la guerre

Für Annahme des Beschlussesentwurfes 30 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Bundesbeschluss

betreffend

die Bestätigung einzelner Bundesratsbeschlüsse über die Landwirtschaft

Arrêté fédéral

confirmant

divers arrêtés du Conseil fédéral relatifs à l'agriculture

Für Annahme des Beschlussesentwurfes 31 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Bundesbeschluss

betreffend

die Bestätigung eines Vollmachtenbeschlusses über den Schutz von Stauanlagen

Arrêté fédéral

confirmant

la protection des barrages hydrauliques suisses

Für Annahme des Beschlussesentwurfes 27 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat — Au Conseil national

Nachmittagssitzung vom 29. September 1952 Séance du 29 septembre 1952, après-midi

Vorsitz - Présidence: M. Bossi

6088. Schweizerbürgerrecht. Erwerb und Verlust

Droit de cité suisse. Acquisition et perte

Siehe Seite 309 hiervor — Voir page 309 ci-devant
Beschluss des Nationalrates vom 26. September 1952
Décision du Conseil national du 26 septembre 1952

Schlussabstimmung — Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 33 Stimmen
Dagegen 1 Stimme

An den Nationalrat — Au Conseil national

Brotgetreideversorgung des Landes

Ravitaillement du pays en matières panifiables

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1952
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	08
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	6109
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	26.09.1952
Date	
Data	
Seite	311-311
Page	
Pagina	
Ref. No	20 035 364

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.